Spécial : **Et voici Notre Afrik millésime 100!**

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 14e ANNÉE - N°100 - AVRIL-MAI-JUIN 2025

SÉNÉGAL
Les 50 personnalités les plus influentes

GABON
Le pari risqué d'Oligui Nguema

AFRIQUE-ÉTATS-UNIS
Un partenariat sous haute tension

TCHAD
L'avenir en confiance...
Lire notre dossier



BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Une élection aux multiples enjeux

La présidence de l'institution s'apprête à changer de mains et cinq personnalités sont en course pour prendre la succession d'Adesina Akinwumi. A quelques semaines de l'élection, les grandes manœuvres diplomatiques dessinent les contours d'un affrontement aussi feutré que stratégique.

Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $** CAN USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**

REBRANDING AFRICA FORUM

Make Africa Great

11è édition

09-12 OCTOBRE 2025



Les enjeux de l'intelligence artificielle pour l'Afrique

AI's challenges and opportunities for Africa

Contactez nous:
contact@rebrandingafrica.com | www.rebrandingafrica.com

#MakeAfricaGreat
#RAF2025

Rebranding Africa Forum | @RebrandingAF | Rebranding Africa Forum | Rebranding Africa | @rebrandingafrica


Évènement médiatik
100 NUMÉROS ET MOI ON ME REFUSE UN QUATRIÈME MANDAT ?!
C'EST UN JOURNAL SOUVERAINISTE ?
ILS FONT PARTIE DE QUELLE UNION SACRÉE ?
NOTRE AFRIK
100
NOTRE AFRIK
99
NOTRE AFRIK
98
NOTRE AFRIK
97
GIEZ

NOTRE AFRIK

Siège social
Samori Media Connection
11 Rue des Colonies
1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Serge Mathias Tomondji

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
11 Rue des Colonies , 1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique

SOMMAIRE

14e Année • N° 100 • AVRIL-MAI-JUIN 2025



À LA UNE

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
Une élection aux multiples enjeux



SPÉCIAL

Et voici le millésime 100



FOCUS

En vitrine
Les 50 personnalités les plus influentes

CHRONIQUES

5 Edito
RDC, la tragédie africaine

36 Lucarne
UNION AFRICAINE : À LA CROISÉE DE NOS ESPÉRANCES...

96 La chronique
Mobilisons nous contre l'arbitraire

ICI & AILLEURS

20 Une femme, un parcours...
Netumbo Nandi-Ndaitwah
L'héritière...

ACTUALITÉS

24 COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE
Les défis qui attendent Mahamoud Ali Youssouf

26 RD CONGO
Félix Tshisekedi cherche la clé d'une paix durable

28 GABON
Le pari risqué d'Oligui Nguema

30 CÔTE D'IVOIRE
Les partis politiques en ordre de bataille

32 AFRIQUE–ÉTATS-UNIS
Un partenariat sous haute tension

DOSSIER

52 Tchad
l'avenir en confiance...

ECONOMIE

80 INSTITUTIONS
Moussa Saleh Batraki, l'homme de la relance pour l'OEACP

82 TRANSPORT
Yango fait sa mue en Afrique

84 L'invité Eco
Ngueto Tiraina Yambaye, Directeur Général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE).
« Le marché de la garantie en Afrique ne couvre que 10 % des besoins »

79 PORTRAIT
Henri-Claude Oyima, Président-Directeur général de BGFI Holding Corporation SA.
Le stratège financier

EPOQUE SPORT

92 Confédération africaine de football
Patrice Motsepe épisode II



Par Emmanuel BABISSAGANA

RDC, la tragédie africaine

Il aura fait long feu, le énième cessez-le-feu signé l'été dernier entre les autorités congolaises et les groupes armées opérant dans l'Est de la République démocratique du Congo, notamment le M23. Les combats ont en effet repris à peine quelques mois après, en octobre, et se sont accentués depuis décembre dernier, aboutissant à la prise de plusieurs grandes localités par le M23, dont notamment les villes de Goma et Bukavu. Les épisodes d'accalmie dans la guerre qui ravage l'Est de la RDC depuis plusieurs décennies finissent ainsi par ressembler à des périodes de duperie entre les parties, chacune en profitant pour se réarmer ou se réorganiser afin de mieux repartir à l'offensive. Aussi les multiples et éternelles médiations ou négociations de paix finissent-elles par ressembler à celles entre Israël et la Palestine, que le regretté Shimon Peres qualifiait de « nuit de noces dans un champ de mines. »

Comment sortir de cette tragédie permanente, de cette guerre de trente ans et bientôt plus, dont les atrocités et le nombre de victimes dépassent l'imagination ? Comment comprendre la quasi indifférence générale qu'elle suscite, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent? Comment comprendre l'inefficacité de la plus grande force de maintien de la paix au monde, dotée de quelque dix mille hommes ? Les casques bleus en RDC sont-ils in fine une force de maintien de la paix ou de la guerre ? Ces questions d'apparence naïve reflètent cependant la préoccupation du simple bon sens, face à tant d'incongruités et d'inhumanité. La ruée vers les immenses ressources naturelles dont regorge l'Est de la RDC pourrait-elle, à elle seule, expliquer la permanence de cette tragédie qui enlève toute crédibilité aux puissances autoproclamées et aux institutions censées être les gardiens de la paix, du droit et de la morale sur la scène internationale ? Difficile de répondre par l'affirmative à cette question, car les monarchies pétrolières du golfe, pour ne citer qu'elles, ne subissent pas la prétendue malédiction des ressources naturelles, qui s'apparente à une tragédie proprement africaine, dont l'ampleur en RDC est simplement proportionnelle à l'incommensurabilité de ses ressources naturelles.

Ce point de départ semble primordial si l'on veut jeter les bases d'un diagnostic radical et sans complaisance du drame que vit la RDC depuis trente ans. S'il ne peut être raisonnablement imputé au seul gouvernement actuel de Kinshasa, il incombe cependant à ce dernier de mener cet exercice d'autocritique intégrale, afin de mettre à jour les causes originelles et sans cesse renouvelées de cette guerre de trente ans. Il doit faire l'inventaire des maux passés et présents qui expliquent sa permanence, et dont la RDC est loin d'avoir l'exclusivité. Déficit de légitimité, de justice sociale et économique, de prévoyance, etc., faiblesse stratégique et militaire, décryptage insuffisant de la grammaire axiologique, politique et anthropologique des puissances impériales, etc., tels sont quelques-uns des maux qui alimentent les tensions internes et font le lit des rebellions sur lesquelles prolifèrent la prédation internationale et l'extraversion tous azimuts dont sont victimes la plupart des États africains.

Les dirigeants congolais doivent par conséquent remédier préalablement à ces maux afin de pouvoir créer ou recréer l'unité et la mobilisation nationales dont elles ont besoin pour faire face à l'agression généralisée que subit ce pays. Il leur faut en outre faire enfin de la question sécuritaire une priorité absolue. Les premiers panafricanistes l'ont martelé au prix de leur vie, tant que l'Afrique ne créera pas une force militaire suffisamment dissuasive, toutes ses velléités d'émancipation seront vouées à la déstabilisation et à l'échec. La RDC est en cela le reflet de la tragédie africaine. C'est pourquoi tant que les autorités de Kinshasa ne feront pas de la question sécuritaire une priorité nationale absolue, il leur sera aussi difficile d'entrer dans une ère de paix, qu'au léopard (leur emblème nationale), d'échapper à prédation du crocodile.

> **« LES ÉPISODES D'ACCALMIE DANS LA GUERRE QUI RAVAGE L'EST DE LA RDC DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES FINISSENT AINSI PAR RESSEMBLER À DES PÉRIODES DE DUPERIE ENTRE LES PARTIES, CHACUNE EN PROFITANT POUR SE RÉARMER OU SE RÉORGANISER AFIN DE MIEUX REPARTIR À L'OFFENSIVE. AUSSI LES MULTIPLES ET ÉTERNELLES MÉDIATIONS OU NÉGOCIATIONS DE PAIX FINISSENT-ELLES PAR RESSEMBLER À CELLES ENTRE ISRAËL ET LA PALESTINE.**

Aucune course, en l'occurrence celle qui mène à la paix, ne peut aller à son terme si le trajet n'est préalablement sécurisé, surtout dans un contexte international où prolifèrent des « coupeurs de route institutionnels et étatiques », avec leurs proxys ou alliés multiformes sur le continent. Le plus triste dans cette tragédie est que ces proxys qui alimentent la déstabilisation de la RDC à des fins d'extorsion minière n'en font malheureusement « rien », rien susceptible de les émanciper structurellement et durablement. Ils ne constituent in fine que de funestes lieux de commerce et de transit pour l'exportation de ces matières premières, et en cela, de sinistres maillons du néocolonialisme.

Tel est le comble de la tragédie africaine, après avoir été complice de la prédation de son capital physique (la traite négrière), puis de son capital humain (l'exode des cerveaux), elle se rend plus que jamais complice active ou passive de la prédation de son capital naturel (les ressources naturelles), comme si elle avait définitivement renoncé à exister par et pour elle-même, par l'articulation de l'avoir et du faire. Quelle tragédie pour notre génération ! Il nous reste à espérer, sauf brusque retournement ou accélération de l'histoire, que la génération suivante fasse les sursauts et ruptures que la nôtre a résolument échoué à opérer.■





BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Une élection aux multiples enjeux

Le trône de la BAD s'apprête à changer de mains et déjà, les grandes manœuvres diplomatiques dessinent les contours d'un affrontement aussi feutré que stratégique.

Par Simon Pierre ETOUNDI

La Banque africaine de développement (BAD), institution pivot de l'architecture financière du continent, s'apprête à élire son nouveau président le 29 mai prochain. Dans les salons feutrés des capitales africaines, les tractations battent leur plein, tissées dans la dentelle des intérêts croisés, des fidélités régionales et des équilibres diplomatiques. C'est une joute de haute voltige qui se trame, où les promesses de développement se mêlent aux règles impénétrables de l'arithmétique du pouvoir.

Parmi les cinq prétendants, un nom semble cristalliser les attentions : Sidi Ould Tah. L'actuel président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique ne fait pas que courir le monde à la recherche de soutiens, il tisse patiemment une toile diplomatique d'une rare efficacité. Porté par la Mauritanie, il bénéficie de l'aura patiemment construite par le président Mohamed Ould El Ghazouani, dont les réseaux aux quatre coins du continent et au-delà, se





« PARMI LES PRÉTENDANTS, UN NOM SEMBLE CRISTALLISER LES ATTENTIONS : SIDI OULD TAH. L'ACTUEL PRÉSIDENT DE LA BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE NE FAIT PAS QUE COURIR LE MONDE À LA RECHERCHE DE SOUTIENS, IL TISSE PATIEMMENT UNE TOILE DIPLOMATIQUE D'UNE RARE EFFICACITÉ.

sont mis au service de sa candidature.

La discrétion de la campagne contraste avec l'intensité des négociations. Chaque ralliement est le fruit d'un long marchandage, souvent scellé loin des micros, dans le clair-obscur des relations bilatérales. Pour le Mauritanien, le parrainage des pays du Maghreb et des monarchies du Golfe est assurément une carte maitresse qui va peser lourd dans la balance. Sans compter le soutien discret mais décisif des présidents ivoirien Alassane Ouattara et togolais Faure Gnassingbé. Ils pourraient ainsi peser de tout leur poids, en influençant les équilibres au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la CEDEAO. La Côte d'Ivoire, hôte de la BAD, est plus qu'un symbole : elle est une clé.

Au demeurant, la carte régionale demeure un marqueur essentiel dans cette bataille. L'Afrique centrale, bien que divisée sur le soutien à son champion, devrait soutenir jusqu'au bout la candidature du Tchadien Mahamat Abbas Tolli, le Sénégalais Amadou Hott se dispute le soutien de l'Afrique de l'Ouest et notamment du Grand Nigéria avec le Mauritanien Sidi Ould Tah, l'Afrique australe mise sur le Zambien Samuel Munzele Maimbo, non sans dissensions internes. Mais les logiques d'appartenance géographique s'effritent au fil des compromis. En témoigne le soutien inattendu de la tanzanienne Frannie Leautier, figure respectée de la finance continentale, à Sidi Ould Tah, affaiblissant ainsi la candidature de Maimbo et la fragile unité de la SADC, ébranlée aussi par la fronde sud-africaine en faveur de Swazi Tshabalala.

La campagne ne se limite pourtant pas à un jeu d'alliances. Chaque candidat doit prouver sa capacité à incarner une nouvelle dynamique pour l'institution, à l'heure où l'Afrique affronte des défis immenses : endettement public croissant, besoins criants en infrastructures, impératif de transition énergétique, exigence de transparence. Le futur président devra conjuguer audace et rigueur, vision et pragmatisme, tout en rassurant les actionnaires non africains – États-Unis, France, Canada, Allemagne, Italie, Chine ou Japon – qui, bien que minoritaires en nombre, détiennent 40 % des droits de vote. Ces partenaires extérieurs, arbitres silencieux mais puissants, restent discrets, attendant le moment opportun pour dévoiler leurs préférences.

Derrière cette élection, c'est donc bien plus qu'un nom qui se joue. C'est la capacité de l'Afrique à prendre en main son développement, à affirmer une gouvernance qui lui ressemble, sans renier les exigences d'un monde financier en perpétuel mouvement. Dans les travées d'Abidjan, la tension monte. Le rideau tombera fin mai, mais le véritable spectacle, lui, ne fait que commencer.■

Un processus électoral encadré

Alors que la campagne bat son plein et que les candidats intensifient leurs démarches à travers l'Afrique et au-delà, l'élection à la présidence de la BAD suit un calendrier précis et un vote final très rigoureux.



Par Abdoulaye YERO

L'élection à la tête de la Banque africaine de développement ne relève ni du hasard ni d'un simple jeu d'influence. Elle repose sur un mécanisme rigoureux, mêlant procédure institutionnelle, calendrier serré et diplomatie active. En toile de fond, ce sont 81 États membres — africains et non africains — qui sont appelés à s'accorder sur le futur visage d'une des plus puissantes institutions financières du continent.

En cette mi-campagne, les candidatures ont déjà été enregistrées et validées par le conseil d'administration. Chaque prétendant a dû soumettre un dossier étoffé, jugé selon des critères précis : intégrité, expérience de haut niveau, vision du développement et aptitude à gérer une organisation aussi vaste que complexe. Ce n'est qu'après ce premier filtre que la course s'accélère.

Avril marque un tournant. Les candidats entrent dans le vif du sujet, sillonnant capitales africaines et centres décisionnels internationaux pour rallier des soutiens. Leurs cibles? Les gouverneurs de la BAD — en général les ministres des Finances ou de l'Économie — et les grands actionnaires extérieurs comme les États-Unis, la France, le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Japon ou encore la Chine. Car si ces derniers sont minoritaires en nombre, leur poids financier leur confère une influence non négligeable dans le système de vote pondéré de l'institution.

Le mois d'avril voit ainsi se déployer une autre facette du processus : celle des négociations. Les lignes régionales se mettent en place, souvent au prix de concessions ou de rééquilibrages. Chaque grande région du continent — Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique du Nord, Afrique de l'Est et Afrique australe — défend ses intérêts, tout en gardant un œil sur les rapports de force. Les candidats doivent composer avec ce maillage d'alliances mouvantes, parfois fondées sur des logiques de compensation ou de promesses croisées.

> **« EN GUISE DE PIC DE LA CAMPAGNE, LA BAD VA ORGANISER DES AUDITIONS À HUIS CLOS LE 28 MAI PROCHAIN. CHAQUE CANDIDAT VA Y EXPOSER SA VISION STRATÉGIQUE, SON PLAN D'ACTION ET SES ENGAGEMENTS POUR LES ANNÉES À VENIR.**

En guise de pic de la campagne, la BAD va organiser des auditions à huis clos le 28 mai prochain. Chaque candidat va y exposer sa vision stratégique, son plan d'action et ses engagements pour les années à venir. Ces auditions permettent de mesurer la solidité d'un programme, mais aussi la posture d'un candidat: sa capacité à convaincre, à anticiper, à gouverner. Des enjeux comme la gestion de la dette, la mobilisation de financements, la transparence ou la transformation verte y sont scrutés de près.

L'élection proprement dite se tiendra le 29 mai, lors des Assemblées annuelles à Abidjan. Ce jour-là, les gouverneurs des États membres voteront selon une règle exigeante : pour être élu, le futur président devra obtenir une double majorité — celle des pays africains et celle de l'ensemble des actionnaires. Ce mécanisme incite à bâtir des coalitions larges, fédérant le continent autour d'un consensus et rassurant les partenaires extérieurs.

Loin d'être une formalité, cette élection cristallise les enjeux de l'heure : autonomie africaine, attractivité financière, priorités continentales et équilibre des pouvoirs. Chaque geste, chaque mot, chaque ralliement pèsera dans la balance jusqu'à la dernière minute.■

édité par

NOTREAFRIK

www.notreafrik.com

SAMORI MEDIA CONNECTION

L'AFRIQUE AU COEUR DE L'INFO MONDIALE

Retrouvez votre magazine d'informations sur

Google Play App Store

ET RESTEZ CONNECTÉS !



ecrire@notreafrik.com @NotreAfrik NotreAfrik notre-afrik www.notreafrik.com

LES CANDIDATS

Sidi Ould Tah
Un stratège du développement

Par Simon Pierre ETOUNDI

À la tête de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), Sidi Ould Tah a redéfini les codes du financement du développement en Afrique en multipliant les ressources et en élargissant les horizons de l'institution. Il veut continuer à offrir son expertise en mobilisation de capitaux et en alliances stratégiques pour répondre aux défis majeurs du continent.

Architecte du renouveau de la BADEA, Sidi Ould Tah a transformé cette institution en un acteur majeur du financement africain. Son leadership s'est illustré par une modernisation agile et une expansion sans précédent du capital de la banque. Aujourd'hui, il se positionne pour diriger la Banque Africaine de Développement (BAD), avec une vision axée sur la mobilisation de fonds et l'intégration régionale. Lors du récent sommet « Finance in Common » à Cape Town en Afrique du Sud, il a plaidé pour des mécanismes financiers plus inclusifs et adaptés aux besoins du continent. Homme d'action plus que d'apparat, il mise sur les résultats plutôt que sur la rhétorique. Son approche, à la fois méthodique et pragmatique, lui a permis de structurer des solutions financières innovantes tout en garantissant des standards internationaux rigoureux. « Il sait transformer une banque en catalyseur du développement », confie un ancien ministre des Finances. Son expertise s'étend aux défis majeurs de l'Afrique : restructuration de la dette, financement des infrastructures, industrialisation et transition énergétique.



© DR

Un réformateur aux résultats concrets

Sous sa direction, la BADEA a doublé sa capacité d'investissement et renforcé sa présence sur le continent. Un expert financier basé à Londres souligne : « Il a su attirer les capitaux du Golfe et élargir les horizons de la BADEA au-delà des financements classiques. » Pendant la pandémie de COVID-19, il a piloté avec réactivité la restructuration des engagements de la banque, maintenant un soutien vital aux économies africaines les plus vulnérables.

Convaincu que le développement repose sur des alliances solides, il a fait de la BADEA un pont stratégique entre l'Afrique et les marchés du Golfe. Son talent pour fédérer les investisseurs autour de projets structurants a permis de mobiliser des ressources jusque-là inaccessibles pour le continent. « Il a su démontrer la rentabilité des projets africains aux bailleurs internationaux », affirme un gestionnaire de fonds basé à Dubaï.

Une ambition mesurée pour la BAD

Dans un contexte où la BAD doit se réinventer pour répondre aux défis du continent, Sidi Ould Tah incarne une candidature pragmatique et expérimentée. Son bilan parle pour lui : diversification des financements, renforcement institutionnel et réformes structurelles réussies. Son approche, loin des promesses grandiloquentes, repose sur des résultats tangibles. Reste à voir s'il saura convaincre les gouverneurs, le 29 mai prochain à Abidjan, qu'il est l'homme de la situation.■

Swazi Tshabalala

L'ambitieuse...

Elle avance avec la détermination d'une visionnaire.



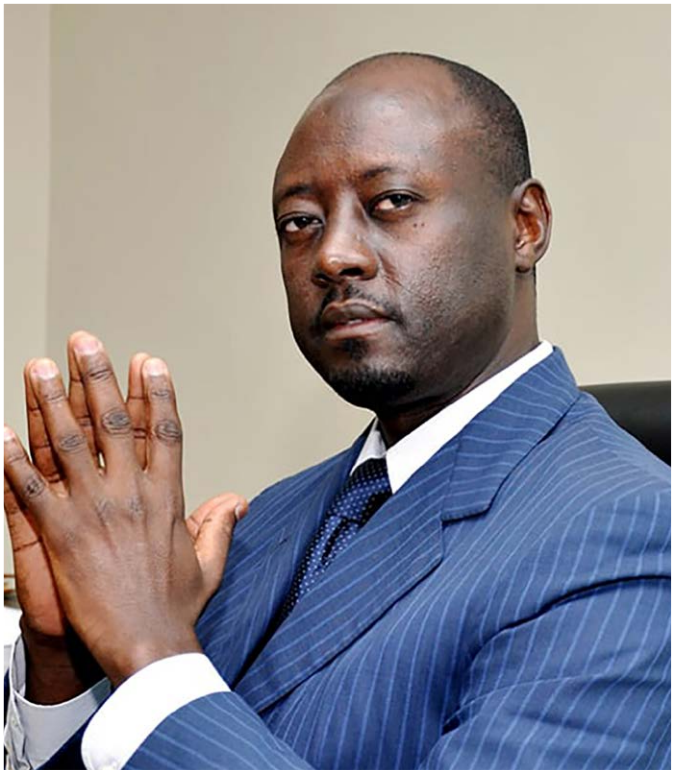
Swazi Tshabalala incarne l'audace dans la finance africaine. Ancienne vice-présidente principale de la Banque africaine de développement (BAD), elle ne se contente pas d'exister dans ce monde encore largement dominé par les hommes : elle entend le façonner. Diplômée de l'Université du Cap, elle a bâti sa carrière sur une expertise en investissements stratégiques, d'abord chez Standard Bank, puis chez Barclays Africa, où elle a conçu des montages financiers complexes.

En briguant la présidence de la BAD, elle veut en faire un moteur de l'industrialisation et un catalyseur des financements climatiques, tout en renforçant les marchés de capitaux africains.■

Mahamat Abbas Tolli

Le banquier central

Équilibre et discipline en boussole.



Mahamat Abbas Tolli a toujours privilégié l'action à l'agitation. Cet économiste tchadien, ancien gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), a été un artisan de la stabilité monétaire dans la zone CEMAC. Malgré une fin de mandat gâchée par la controverse sur les recrutements à la BEAC, il a su imposer une orthodoxie budgétaire rigoureuse, freinant les déficits excessifs et consolidant les réserves de change malgré les secousses des matières premières et les turbulences politiques régionales.

Sa vision pour la BAD repose sur une discipline financière stricte et une sélectivité accrue des investissements. Il défend une institution concentrée sur les infrastructures stratégiques et les projets à forte rentabilité, évitant les dispersions coûteuses.■

LES CANDIDATS

Samuel Munzeli Maimbo

L'énigme

Le technocrate de Bretton Woods veut réinventer la finance africaine.



Pur produit des institutions de Bretton Woods, Samuel Munzeli Maimbo a consacré sa carrière à repenser les mécanismes de financement du développement. Son credo ? Libérer l'Afrique des contraintes traditionnelles en diversifiant les sources de capitaux.

Il plaide pour une mobilisation massive des fonds de la diaspora africaine et croit aux fintechs et à la digitalisation bancaire comme outils pour démocratiser l'accès au financement et dynamiser les économies locales. À la tête de la BAD, il veut en faire une institution plus agile, moins dépendante des institutions financières classiques et mieux ancrée dans les réalités du marché.

Peu connu des milieux financiers sur le continent, son approche interroge : une BAD plus tournée vers le privé, moins prudente dans ses engagements, est-elle viable sur le long terme ? ■

Amadou Hott

Le dauphin

Proche de l'actuel président Adesina, il incarne la continuité.



S'il est élu, Amadou Hott entend rendre la Banque africaine de développement plus agile et plus efficace. Son parcours est un plaidoyer pour une BAD plus proactive.

L'ancien ministre sénégalais de l'Économie sous le règne de Macky Sall, passé par la vice-présidence de la BAD en charge de l'énergie estime que l'accès à l'énergie est la clé de la transformation économique du continent. Et aujourd'hui, il veut aller plus loin : financer massivement usines, routes, ports et barrages pour ancrer l'Afrique dans une dynamique de production et de compétitivité. Hott sait parler aux bailleurs et séduire les investisseurs. Reste à savoir s'il réussira à convaincre les actionnaires non régionaux de la BAD qui s'impatientent de tourner le 29 mai 2025 la page Adesina et de ses oripeaux.■

Maimounatou ABDOULAYE, Vanessa ITGNIA

Forces et faiblesses des candidats

L'élection présidentielle de la Banque Africaine de Développement (BAD) en mai 2025 oppose cinq candidats aux profils divers, chacun présentant des atouts et des défis spécifiques. Voici une analyse comparative mettant en lumière les atouts et les points faibles de chaque postulant.

Dr. Sidi Ould Tah (Mauritanie)

Forces :
- Expert en mobilisation de capitaux : a multiplié par cinq le capital de la BADEA (de 4,2 milliards de dollars à 20 milliards de dollars).
- Notations financières exceptionnelles obtenues à la Badea
- Leadership et grande capacité d'écoute
- Diversification des partenariats et Solides réseaux financiers arabo-africains : appuis importants en Afrique du Nord et dans le Golfe.
- Grande expérience institutionnelle et politique : ancien ministre des finances et actuel Président de la BADEA.

Faiblesses :
- Sobre dans sa communication
- Doit encore séduire les pays d'Afrique australe qui ont un poids important

Amadou Hott (Sénégal)

Forces :
- Expert en financement des infrastructures et de la transition énergétique: Expérience à la BAD et comme ministre de l'Économie.
- Bonne image sur le continent: profil jeune et dynamique, reconnu en Afrique de l'Ouest.
- Expérience dans les institutions financières internationales : ex-VP de la BAD.

Faiblesses :
- Controverses passées notamment la gestion critiquée des fonds souverains au Sénégal
- Perçu comme un candidat de la continuité pour un 3e mandat de l'actuel Président Adesina
- Moins de poids en Afrique centrale et australe : base de soutien principalement en Afrique de l'Ouest
- Un ressortissant sénégalais, Babacar Ndiaye, a été Président de la BAD pendant dix ans.

Samuel Munzele Maimbo (Zambie)

Forces :
- Expertise mondiale en restructuration de la dette : Vice-président de la Banque mondiale pour la Stratégie et la Performance.
-Expérience dans la gestion institutionnelle : ancien chef de cabinet des présidents de la Banque mondiale.

Faiblesses :
- Manque de réseaux politiques en Afrique : moins de soutien direct sur le continent.
- Peu connu en dehors des cercles très technocratiques.
- Au sein de la SADC, sa candidature est fragilisée par celle de la Sud-africaine Swazi Tshabalala et le soutien de la Tanzanienne Frannie Leauthier à Sidi Ould Tah
- Un ressortissant Zambien, Wila Mung'Omba, a déjà été Président de la BAD.

Abbas Mahamat Tolli (Tchad)

Forces :
- Expert en politique monétaire et stabilité financière : Ancien gouverneur de la BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale).
- Expérience ministérielle : ancien ministre des Finances du Tchad.

Faiblesses :
- Peu connu en dehors de l'Afrique francophone : son influence est limitée à cette région.
- Gestion controversée de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).
- CEMAC fragilisée par le soutien du Gabon et du Congo à ses adversaires.
- faible poids électoral des pays d'Afrique centrale.
- Manque d'expérience en financement de projets de grande envergure: son expertise est principalement macroéconomique.

Bajabulile Swazi Tshabalala (Afrique du Sud)

Forces :
- Expérience en finance d'entreprise et gestion des risques: ancienne cadre de Standard Bank et Old Mutual.
- Connaissance interne de la BAD : ancienne vice-présidente principale et directrice financière de la banque.
- Compétences en stabilité financière : expertise en gestion institutionnelle.

Faiblesses :
- Probable adversité des Etats-Unis, principal actionnaire non régional, en raison du climat de tension entre Washington et Prétoria.
- Peu de poids politique hors de l'Afrique australe : influence limitée en dehors de sa région.
- Au sein de la SADC, elle est fragilisée par la candidature du Zambien Samuel Maimbo.
- Moins de visibilité que ses concurrents : moins identifiée comme une figure de leadership incontournable pour la présidence de la BAD.

L'AVIS DE NOTRE AFRIK

A l'observation, les cinq candidats ne manquent de potentiel. Mais cela suffira-t-il pour faire la décision ? Rien n'est moins sûr. Toujours est-il que le candidat de la Mauritanie Dr Sidi Ould Tah apparaît comme le candidat le plus équilibré, avec des atouts en mobilisation financière et en alliances stratégiques. Toutefois, son élection devrait dépendre de sa capacité à séduire l'Afrique subsaharienne et à sécuriser des soutiens clés comme le Nigéria, l'Egypte et les non - régionaux.

Ils ont dirigé la Banque africaine de développement (BAD

1. Mamoun Beheiry (Soudan)-Novembre 1967 – Août 1970
2. Abdelwahad Labidi (Tunisie)-Août 1970 – Mai 1976
3. Kwame Donkor Fordwor (Ghana) – Mai 1976 – Juillet 1979
4. Goodall Gondwe (Malawi) – Intérim-1979 – 1980
5. Wila Mung'Omba (Zambie) – Juin 1980 – Mai 1985
6. Babacar Ndiaye (Sénégal) – Mai 1985 – Août 1995
7. Omar Kabbaj (Maroc) – Août 1995 - Août 2005
8. Donald Kaberuka (Rwanda) – Septembre 2005 - Août 2015
9. Akinwumi Adesina (Nigeria) – 2015-2025 (président en exercice)

PAROLES DE CANDIDAT...

Sidi Ould Tah
(Mauritanie)

« Si je suis élu, je souhaite poursuivre, avec l'ensemble du staff, la dynamique positive engagée à la BADEA. Mon ambition est de mobiliser les fonds souverains et les fonds de pension, d'Afrique et d'ailleurs, autour d'instruments hybrides permettant de réduire les risques et de favoriser un véritable ruissellement des capitaux vers tous les acteurs, y compris les PME. Le facteur temps est déterminant. Nous devons nous réorganiser pour financer, dans des délais raisonnables, les projets capables de transformer nos économies. »



Bajabulile Swazi Tshabalala
(Afrique du Sud)

« Le capital hybride représente une nouvelle ère pour les banques de développement. Nous devons continuer à innover pour libérer des ressources, tout en renforçant la résilience de nos pays face au changement climatique. »



Amadou Hott
(Sénégal)

« La Banque africaine de développement doit coller davantage aux réalités nationales. Il faut qu'elle soit perçue comme un partenaire stratégique dans les transformations économiques profondes que veulent nos pays. »



Mahamat Abbas Tolli
(Tchad)

« Il est temps que la BAD retrouve sa vocation première : être un levier de développement équitable. Aujourd'hui, elle est perçue comme distante, technocratique. Il faut ramener de l'écoute, de la proximité, et rééquilibrer les priorités vers les pays en fragilité. »



Samuel Munzele Maimbo
(Zambie)

« Ce dont la BAD a besoin, c'est d'un retour à l'impact. Trop de projets échappent au contrôle ex post. Il faut revoir les outils d'évaluation et rendre des comptes plus régulièrement sur les résultats obtenus. »



Pivotal Africa Network



La promesse d'innovation et de transformation pour l'Afrique

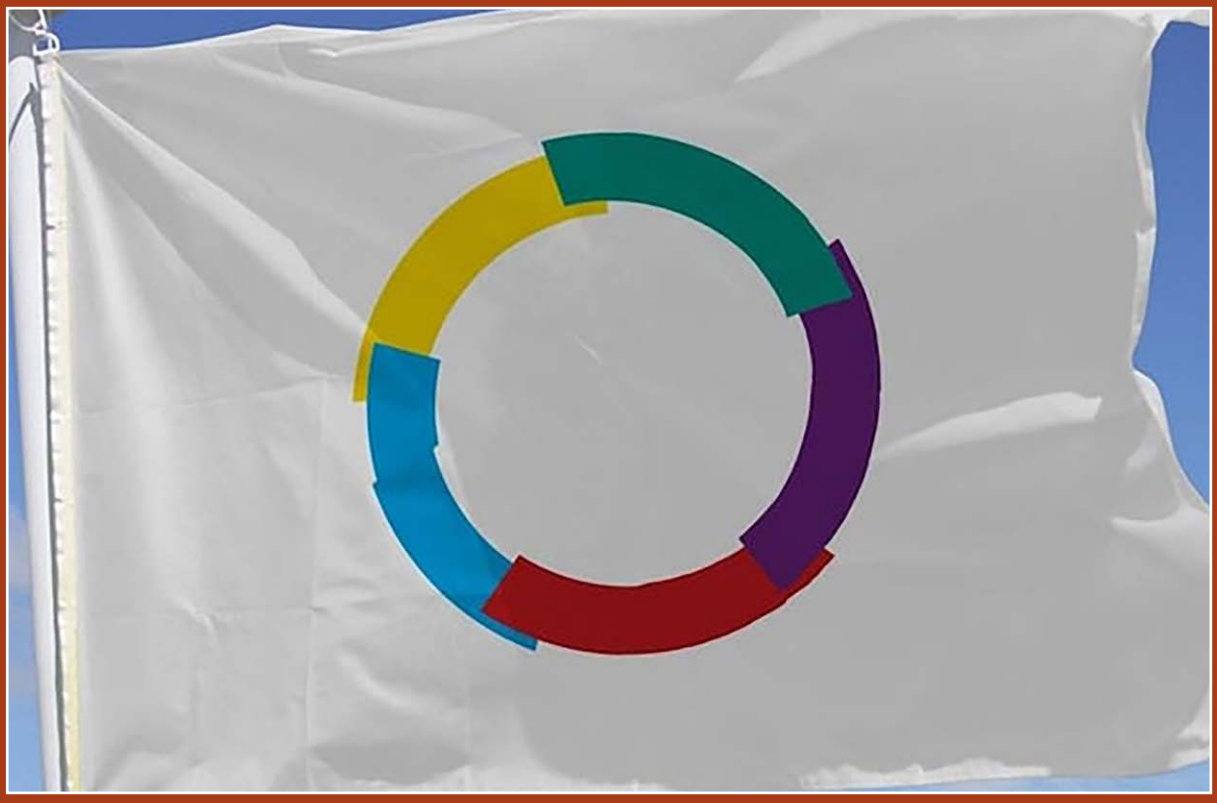
- Mobilisation de ressources
- conseil en management stratégique
- Due diligence
- Lobbying
- Relations publiques
- Évènementiel

+322 517 614 2 - 11 rue des Colonies - 1000 Bruxelles - Belgique

Pivotal Africa Network | @PivotalAfNet | Pivotal Africa Network | contact@pivotalafricanetwork.com

Francophonie

Départs en série



© DR

Le Niger, le Burkina Faso et le Mali ne font plus partie de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Chacun de ces trois États l'a signifié par une note adressée à ses chefs de missions diplomatiques et postes consulaires à l'étranger. Ces pays dissidents, qui revendiquent une décision souveraine, n'ont fourni aucune justification claire à ces retraits successifs. L'OIF, qui regroupe les pays ayant en partage la langue française, perd ainsi trois de ses 88 États membres. Ces retraits surviennent après la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) par les trois pays, qui avaient déjà quitté la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en réaction aux sanctions imposées à la suite de coups d'État militaires.■

RWANDA-BELGIQUE

La rupture

Une tension diplomatique oppose le Rwanda à la Belgique sur fond de crise sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où Kigali est accusé d'apporter un soutien multiforme à la coalition Alliance du fleuve Congo (AFC)/Mouvement du 23 mars (M23). Ces groupes armés ont pris le contrôle de plusieurs localités dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, compromettant un cessez-le-feu. Kigali accuse Bruxelles d'avoir « clairement pris parti dans un conflit régional » et de « se mobiliser systématiquement contre le Rwanda dans différents forums, utilisant mensonges et manipulations pour créer une opinion hostile injustifiée ». En réaction, le chargé d'affaires belge en poste à Kigali a été sommé de quitter le territoire. Par ailleurs, sous l'impulsion de la Belgique, l'Union européenne a adopté des sanctions à l'encontre de personnalités rwandaises.■

ÉTHIOPIE

Un méga-aéroport en gestation

La Banque africaine de développement (BAD) et la compagnie Ethiopian Airlines ont signé, le 15 mars dernier, un partenariat portant sur la construction du plus grand aéroport d'Afrique, à Bishoftu, à environ 40 kilomètres d'Addis-Abeba. Ce projet, estimé à 7,8 milliards de dollars, vise à accueillir plus de 100 millions de passagers par an à l'horizon 2040, contre 17 millions actuellement. En août 2024, Ethiopian Airlines avait déjà signé un protocole d'accord avec Dar, une société de conseil basée à Dubaï, pour le développement du design de cet aéroport stratégique.■

EBOLA

Un comprimé contre le virus

Une avancée significative a été enregistrée dans la lutte contre le virus Ebola. Selon une étude américaine publiée le 14 mars dernier dans la revue Science Advances, un traitement oral a permis de guérir un singe infecté par le virus. Toutefois, ce comprimé n'est pas encore efficace contre toutes les souches d'Ebola. Ce nouvel antiviral, plus pratique et potentiellement moins coûteux, viendrait compléter Ervebo, le vaccin préqualifié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis 2019, déjà utilisé en RDC et en Guinée. Depuis sa première apparition en 1976, l'épidémie d'Ebola a causé près de 15 000 morts sur le continent africain.■

MADAGASCAR

Une mésaventure pour Andry Rajoelina

La Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars dernier, a tourné au malaise pour le président malgache. Andry Rajoelina a été victime d'une intoxication alimentaire à l'issue d'un déjeuner organisé à Majunga, en compagnie d'une cinquantaine de convives également affectés. Le chef de l'État est depuis rétabli, mais l'hôtel Coco Beach, où l'événement s'est tenu, a été contraint de fermer temporairement son restaurant.■

CAMEROUN-CENTRAFRIQUE

Une convention sur la sécurité transfrontalière

Le Cameroun et la République centrafricaine ont signé une convention de sécurité transfrontalière à l'issue d'une réunion tenue à Berberati, les 11 et 12 mars derniers. Les deux pays se sont engagés à renforcer la sécurité le long de leur frontière commune, notamment en matière d'intégrité territoriale et de libre circulation des personnes et des biens. Malgré les avancées saluées par les ministres de la Défense des deux pays, Joseph Beti Assomo et Rameaux Claude Bireau, des tensions subsistent sur le terrain. « *Il y a de petits soucis au niveau des limites avec le Cameroun. Du côté de Dédé-Mokouba, Gaïngombo est occupé par les forces militaires camerounaises, alors que cette zone devait être une zone tampon, c'est-à-dire libre* », a regretté Albert Eustache Nakombo, président des maires de la région de l'Équateur.■

METRO

PATRICE MOTSEPE


© DR

Patrice Motsepe, magnat sud-africain de l'industrie minière, a été réélu sans opposition à la présidence de la Confédération Africaine de Football (CAF) pour un second mandat de quatre ans lors de la 14e Assemblée Générale Extraordinaire de la CAF au Caire. Depuis sa première élection en 2021, Motsepe a insufflé une nouvelle dynamique au football africain, renforçant sa compétitivité sur la scène mondiale. Son leadership a été salué par le président de la FIFA, Gianni Infantino, qui a félicité Motsepe pour sa réélection et a souligné les avancées récentes du continent sous sa direction. En outre, Motsepe a joué un rôle clé dans l'amélioration des infrastructures footballistiques et dans la promotion des talents africains, contribuant ainsi à l'essor du football sur le continent.■

PATRICE TALON


© DR

Patrice Talon, président du Bénin, a récemment annoncé son intention de ne pas briguer un troisième mandat, réaffirmant ainsi son engagement envers la démocratie et l'alternance politique. Depuis son accession au pouvoir, Talon a mis en œuvre des réformes économiques ambitieuses visant à moderniser le pays et à stimuler la croissance. Son administration a également été marquée par des efforts pour renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption, positionnant le Bénin comme un exemple de stabilité politique en Afrique de l'Ouest. Sous sa direction, le Bénin a connu des avancées significatives dans les secteurs de l'agriculture, des infrastructures et de l'énergie, contribuant à l'amélioration des conditions de vie de la population.■

HEMLEY BOUM


© DR

Hemley Boum, éclatante voix de la Francophonie, couronnée du Prix des 5 continents 2025 pour Le rêve du pêcheur, illumine la scène littéraire. Dans ce roman puissant, l'autrice franco-camerounaise explore l'exil, la mémoire et l'identité à travers une fresque familiale entre Cameroun et France. Anthropologue de formation, poétesse et essayiste engagée, elle mêle l'intime à l'universel dans une langue poétique et généreuse. Ce prix, décerné par un jury international prestigieux, consacre une œuvre sensible et engagée qui fait dialoguer les cultures et interroge notre monde avec une rare justesse. L'écrivaine brille d'une manière générale par son engagement et son attachement vis-à-vis de l'Histoire de l'Afrique et du monde.■

RETRO

EBRAHIM RASOOL


© DR

Ebrahim Rasool, ancien ambassadeur sud-africain aux États-Unis, a franchi la ligne rouge de la diplomatie. Déclaré persona non grata par Washington après avoir accusé Donald Trump de mener une "attaque suprémaciste", il a été sommé de quitter le pays sous 72 heures. Son absence de retenue a transformé une crise politique en un affrontement direct, aggravant les tensions déjà vives entre Pretoria et Washington. Alors qu'il aurait pu incarner l'apaisement, il a préféré l'affrontement, compromettant ainsi son propre avenir diplomatique et l'image de l'Afrique du Sud sur la scène internationale.■

ELON MUSK


© DR

Elon Musk, autrefois célébré comme le visionnaire de la Silicon Valley, s'est métamorphosé en un fervent soutien des mouvements d'extrême droite en Europe. Son appui public à l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne, un parti connu pour ses positions xénophobes et nationalistes, a suscité l'indignation des dirigeants européens. Le chancelier allemand Olaf Scholz a qualifié ce soutien d'«absolument inacceptable », reflétant le tollé général provoqué par l'ingérence de Musk dans la politique européenne. Parallèlement, Musk a tourné le dos à son pays natal, l'Afrique du Sud, en l'accusant de « persécuter les Blancs» en raison de réformes agraires visant à corriger les inégalités historiques. Ces déclarations ont été perçues comme une trahison par beaucoup, illustrant une déconnexion profonde avec les réalités socio-politiques de son pays d'origine.■

THOMAS LUBANGA


© DR

Thomas Lubanga Dyilo, ancien chef de milice condamné pour crimes de guerre, refait surface en lançant la Convention pour la Révolution Populaire (CRP), un mouvement politico-militaire en Ituri. Libéré en 2020 après avoir purgé sa peine pour l'enrôlement d'enfants soldats, il se présente désormais comme un opposant à la mauvaise gouvernance. Pourtant, son passé sanglant et sa responsabilité dans les violences qui ont ravagé l'est de la RDC jettent une ombre sur ses intentions. Son retour à la rébellion illustre une constante : l'impunité et la récidive des anciens seigneurs de guerre, alimentant encore l'instabilité du pays.■

ILS BOUGENT...

EBENEZER KOLAWOLE

Le conseil d'administration de Unity Bank a nommé Ebenezer Kolawole au poste de directeur général par intérim, en marge de sa 18e Assemblée générale annuelle tenue à Lagos le 19 mars. Il succède à Oluwatomi Somefun, qui a dirigé la banque pendant dix ans. Fort d'une expérience de plus de vingt ans dans le secteur financier, notamment comme directeur financier de la banque, Ebenezer Kolawole hérite d'un établissement en quête de stabilité et de croissance. Sa feuille de route comprend la consolidation des réformes internes, la restauration de la confiance des actionnaires et le redressement des performances dans un contexte macroéconomique nigérian exigeant.■

CHRISTINE DIAS LOURENÇO

Le secteur financier angolais enregistre une nomination stratégique avec l'arrivée de Christine Dias Lourenço à la présidence du conseil d'administration de la Bourse de dette et de valeurs de l'Angola (BODIVA). Experte en économie et en régulation financière, elle incarne une nouvelle génération de dirigeants, engagée dans la modernisation du marché des capitaux. À ce poste, elle aura pour mission d'accélérer le développement de la place boursière, de renforcer la transparence et d'attirer davantage d'investisseurs locaux et internationaux. Sa nomination intervient dans un contexte de réformes économiques ambitieuses, où la Bourse joue un rôle clé dans le financement de la croissance.■

AZIZ DIALLO

CANAL+ Afrique annonce la nomination d'Aziz Diallo au poste de Directeur Général de Pay TV pour l'Afrique francophone. Il reporte directement à David Mignot, Directeur Général du groupe. Diplômé de l'Institut National Polytechnique de Yamoussoukro et titulaire d'un master en management stratégique à HEC, Aziz Diallo a fait ses premières armes chez Alcatel avant de rejoindre le conseil en stratégie. Il aura pour mission d'adapter l'offre audiovisuelle aux attentes des publics africains, dans un marché marqué par une forte concurrence numérique et une exigence croissante en matière de contenus locaux. Un défi majeur pour consolider le leadership du groupe.■

KENNY FIHLA

Le conseil d'administration d'Absa Group a annoncé la nomination de Kenny Fihla au poste de Directeur Général et Directeur Exécutif du groupe bancaire, avec prise de fonction prévue le 17 juin 2025, sous réserve des approbations réglementaires. Ancien cadre dirigeant de Standard Bank, il apporte avec lui une vaste expertise en stratégie, banque d'investissement et gestion des risques. À la tête d'Absa, il devra accélérer la transformation numérique, étendre l'influence du groupe sur le continent africain et renforcer la confiance des clients et investisseurs. Une nomination saluée comme un choix stratégique pour l'avenir du groupe.■

CAMEROUN

Des dizaines d'églises fermées à Yaoundé



Les autorités camerounaises ont procédé, en mars 2025, à la fermeture de dizaines de lieux de culte dits de *«réveil»* à Yaoundé. Le gouvernement affirme vouloir mettre de l'ordre dans un secteur devenu un véritable terreau de trafics et d'abus, souvent sans autorisation officielle, et source de nuisances sonores pour les riverains. En quelques jours, près de 800 chapelles ont été fermées. Depuis une réforme récente, l'ouverture d'une église au Cameroun requiert désormais une autorisation directe du président de la République, et non plus du ministre de l'Intérieur. Les pasteurs concernés dénoncent une décision arbitraire et envisagent des recours en justice.■

COMORES-MADAGASCAR

Le courant passe de nouveau

Après plus de trois ans de brouille diplomatique, les Comores et Madagascar re-nouent le dialogue. Cette détente fait suite à la rétrocession, par Moroni, de 28 lin-gots d'or (49 kg) saisis en décembre 2021 sur trois individus s'apprêtant à embarquer pour Dubaï. Le gouvernement comorien, ayant douté de la provenance des métaux précieux, les avait placés en dépôt à la Banque centrale, en dépit des demandes malgaches répétées. En réponse, Antananarivo avait suspendu les liaisons aériennes et maritimes avec Moroni, invoquant des motifs sanitaires. Dans un communiqué con-joint, les deux États ont réaffirmé leur volonté commune de lutter contre les trafics illicites entre « pays frères ».■

RAPPROCHEMENT

Le Togo séduit par l'AES ?

Le Togo affiche un intérêt croissant pour l'Alliance des États du Sahel (AES), formée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger, trois pays en rupture avec la CEDEAO. Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a récemment laissé entendre sur les réseaux sociaux que le Togo pourrait devenir « le port préféré » de ces pays enclavés. En janvier dernier, dans une interview à la chaîne Vox Africa, il avait déjà exprimé l'intérêt de Lomé pour un rapprochement stratégique avec les régimes militaires de l'AES, évoquant un partenariat régional « fondé sur le pragmatisme ».■

LE CHIFFRE

150

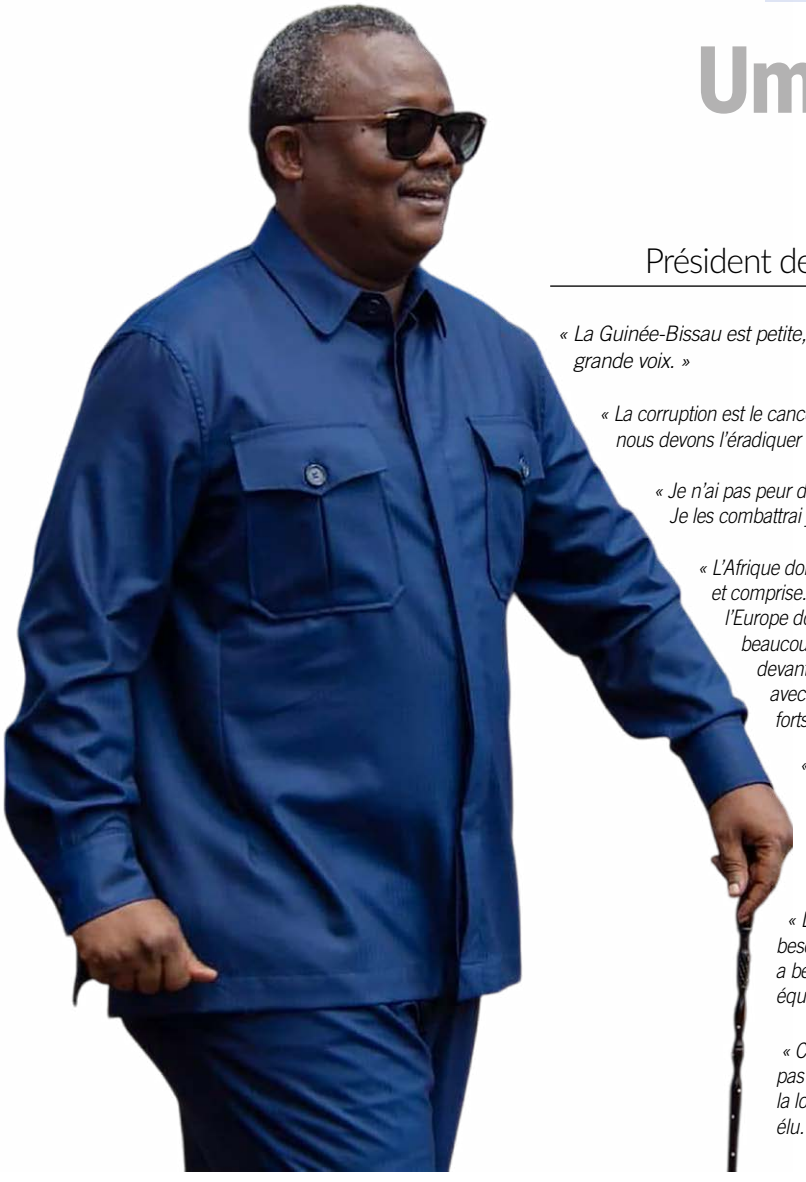
millions d'euros

Avec 150 millions d'euros mobilisés, la RDC franchit un cap stratégique dans sa quête d'un accès équitable à l'énergie. Signé le 17 mars 2025 à Berlin entre l'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieux rural et périurbain (ANSER) et la société allemande GAUFF Engineering, un partenariat ambitieux vise à accélérer l'électrification des zones rurales et périurbaines du pays. L'ANSER est un organisme public rattaché au ministère de l'Énergie, chargé de concevoir, coordonner et financer des projets d'électrification hors réseau dans les zones non couvertes par la société nationale d'électricité. Ce financement vient renforcer ses actions pour faire de l'électricité un levier de croissance, d'éducation et d'inclusion.■

SANS LANGUE DE BOIS

Umaro Sissoco Embalo

Président de la République de Guinée Bissau.



« La Guinée-Bissau est petite, mais elle a une grande voix. »

« La corruption est le cancer de notre société et nous devons l'éradiquer »

« Je n'ai pas peur des narcotrafiquants. Je les combattrai jusqu'au bout. »

« L'Afrique doit être mieux écoutée et comprise. J'estime que l'Europe doit beaucoup plus et beaucoup mieux s'interroger devant mon continent avec qui elle a des liens forts. »

« Il n'y aura plus de place pour les putschistes en Afrique de l'Ouest. »

« L'Afrique n'a pas besoin d'assistanat, elle a besoin de partenariats équitables. »

« Chez moi, ce ne sont pas les militaires qui font la loi. C'est le président élu. »

« Mon pays, la Guinée Bissau a depuis toujours représenté un modèle de cohabitation entre religions. Vivre ensemble pousse à réfléchir sur l'identité en des termes nouveaux »

« L'appauvrissement du dialogue est le produit de la crise du rêve du changement et de l'avènement du pessimisme. C'est une très mauvaise école pour les jeunes. Ce pessimisme devant l'inéluctabilité de la guerre et de la pauvreté, n'est pas le nôtre. »

« En Afrique, nous avons besoin de moins de discours et de plus d'actions concrètes.»

« Je ne suis pas un politicien traditionnel, je suis un militaire qui dit la vérité. »

« Je ne suis l'homme de personne. Je suis l'homme de mon peuple. »

« Je préfère une CEDEAO impopulaire mais forte, qu'une organisation faible et silencieuse. »

UNE FEMME, UN PARCOURS

NETUMBO NANDI-NDAITWAH DEMEURE CETTE SILHOUETTE INFLEXIBLE, FAÇONNÉE PAR L'HISTOIRE ET PORTÉE PAR UN IDÉAL. ELLE AVANCE IMPERTURBABLE, TRAÇANT SON SILLAGE DANS LA POUSSIÈRE DORÉE DU DÉSERT. « JE N'AI PAS ÉTÉ ÉLUE PARCE QUE JE SUIS UNE FEMME, MAIS PARCE QUE J'EN SUIS CAPABLE. » A-T-ELLE MARTELÉ LORS DE SON INVESTITURE.



Netumbo Nandi-Ndaitwah
L'héritière...

Première femme à accéder à la magistrature suprême en Namibie, Netumbo Nandi-Ndaitwah incarne la résilience et la sagesse d'une nation forgée dans les luttes de l'Histoire.

Par Georges Auréole BAMBA


© DR

Son élection dans un contexte politique marqué par la disparition (le 9 février 2025) du père de l'indépendance de la Namibie, Sam Nujoma, scelle une nouvelle ère pour le pays. Entre engagement sans faille et vision tournée vers l'avenir, Netumbo Nandi-Ndaitwah imprime sa marque sur une terre où le désert n'a jamais étouffé l'espérance.

Née en 1952, la nouvelle présidente namibienne appartient à cette lignée de femmes qui ne demandent pas leur place mais la conquièrent, pierre après pierre, mot après mot. Son parcours n'est pas celui d'une ascension fulgurante, mais d'une marche patiente, ancrée dans la lutte pour l'indépendance, le service de l'État et une fidélité sans faille aux idéaux qui l'ont guidée depuis sa jeunesse.

Un parcours jalonné d'épreuves

Son engagement politique remonte à l'époque où la Namibie était encore sous domination sud-africaine. Membre active de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), elle a connu l'exil, la clandestinité et les négociations diplomatiques, contribuant à façonner l'identité de la jeune République indépendante en 1990. Formée aux relations internationales, elle gravit progressivement les échelons du pouvoir, occupant des postes ministériels clés, de la condition féminine aux affaires étrangères, avant d'accéder à la vice-présidence.

Son accession à la présidence ne relève pas du hasard, mais d'une dynamique politique marquée par des épreuves. Le décès du président Hage Geingob en février 2024, en plein exercice de ses fonctions, bouleverse le pays. La transition est délicate, car bien que Netumbo Nandi-Ndaitwah ait été identifiée comme héritière politique, le choc de cette disparition laisse un vide institutionnel qu'elle doit rapidement combler. Et un autre événement vient teinter cette période de solennité : quelques semaines seulement avant son investiture, la Namibie perd son tout premier président, Sam Nujoma. Cette double perte, à la fois politique et symbolique, donne à son élection une dimension presque historique, comme si le flambeau de l'indépendance lui était directement transmis.

Toujours est-il que le scrutin de 2024, bien que marqué par un fort soutien au sein du SWAPO, est loin d'avoir été une formalité. La Namibie, comme beaucoup de nations africaines, fait face à une montée du mécontentement social, notamment chez les jeunes générations en quête d'emploi et de perspectives économiques. Et l'ancienne militante pour l'indépendance du pays doit composer avec ces nouvelles attentes.

Fort heureusement dans l'arène politique, elle manie les mots comme des outils de construction. Chaque discours est une brique posée sur l'édifice de la nation, chaque décision, une pierre de plus à cet édifice patiemment bâti. Et son visage, marqué par le temps et l'expérience, reflète la détermination d'une génération qui a connu l'exil avant de goûter à la souveraineté.

Aujourd'hui, alors que le soleil continue de darder ses rayons brûlants sur les dunes namibiennes, Netumbo Nandi-Ndaitwah demeure cette silhouette inflexible, façonnée par l'histoire et portée par un idéal. Elle avance imperturbable, traçant son sillage dans la poussière dorée du désert. « Je n'ai pas été élue parce que je suis une femme, mais parce que j'en suis capable. » a-t-elle martelé lors de son investiture. C'est entendu et bien compris madame la Présidente ! ■

L'AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ELECTRIFICATION RURALE ET LA MAITRISE DE L'ENERGIE (ADERM) : LE MAILLON CENTRAL DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE NON NUCLÉAIRE AU TCHAD



L'agence est une émanation de la Loi N° 036/PR/2019 qui couvre la concurrence des activités de production, de transport, de distribution, d'importation, d'exportation et de vente de l'énergie électrique non-nucléaire et du **Décret N° 1839/PR/MPME/2019** qui porte sur son porte sur son organisation et son fonctionnement. Dirigée par **Younouss Daoussa Mahamat**, l'ADERM est appelée à développer l'électrification rurale, faire la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables, la promotion de l'efficacité énergétique, rechercher des financements auprès des partenaires techniques et financiers pour atteindre les objectifs fixés en matière de taux d'électrification.

➤REALISATIONS

D'entrée de jeu, il est important de souligner que le **Marechal MAHAMAT IDRISS DEBY ITNO, Président de la République, Chef de l'Etat** a prescris dès le début de la transition et jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel, une couverture totale du pays en énergie sous toutes ses formes. Pour exécuter cette mission hautement stratégique, l'ADERM s'est aussitôt déployée sur le terrain pour servir en énergie les zones rurales du pays. Avec au moins 04 centrales déjà opérationnelles. Il s'agit de :

➤ La centrale éolienne d'Amdjarass

Implantée dans la ville d'Amdjarass depuis quelques années, elle est constituée de 04 éoliennes d'une capacité chacune de 275 KW, avec un système de stockage de 3,3MWH. Elle couvre toute la ville et ses environs.



➤ La centrale de Tine

Située dans la province de Wadi Fira, cette centrale dont les travaux ont débuté en août 2023 vient résoudre le déficit énergétique criard, et apaiser les souffrances des populations (plus de 60.000 habitants) de cette grande ville frontalière avec le Soudan. Opérationnelle depuis le mois de juin 2024 et installée sur une superficie de 4, 0248 hectares, cette centrale a un système de stockage de 6480KWH, pour une capacité de production de 2,5 MW Elle dispose de deux groupes électrogènes de 500KVA.



➤ La centrale hybride d'Iriba

Dans cette ville de la province de Wadi Fira, une centrale hybride (solaire et thermique) a aussi été inaugurée le 22 janvier 2025 par l'ADERM. Implantée sur une superficie de 4 hectares, elle est d'une capacité de production de 2,5 MW avec un système de stockage de 7,776 MW et un groupe électrogène de 250KVA. Ce sont donc plus de 47 000 personnes qui auront accès à cette énergie dans cette ville.



➤ La Centrale hybride de Guereda.

La ville de Guereda (province de Wadi Fira) a aussi "vu la lumière" le 23 janvier 2025. Si les travaux de construction de la centrale hybride de cette ville ont débuté le 28 novembre 2023, il est nécessaire de noter que sa capacité de production est de 1,08 mégawatts en solaire et est

associée à un groupe électrogène disposant d'un système de stockage de 3, 888 Mwh. Elle est installée sur une superficie de 2 hectares. Ce sont plus de 16 000 personnes qui seront bénéficiaires de cette énergie.Deux microcentrales à Dougia et Moumbou. Elles sont chacune d'une capacité de 80KW et permettent non seulement d'accroitre la production d'énergie dans ces localités, mais surtout de sortir du noir des milliers d'habitants de cette partie du pays.seront bénéficiaires de cette énergie.

Deux microcentrales à Dougia et Moumbou. Elles sont chacune d'une capacité de 80KW et permettent non seulement d'accroitre la production d'énergie dans ces localités, mais surtout de sortir du noir des milliers d'habitants de cette partie du pays. Les missions de l'ADERM ne s'arrêtent pas aux projets déjà réalisés mais aussi à ceux qui sont en cours de réalisation. Nous noterons donc :

➤ La centrale hybride d'Amdjarass

C'est un joyau architectural photovoltaïque et thermique en cours de construction d'une capacité de 5,2 MW en solaire et 4MW en thermique. Avec un système de stockage de 10MWH, cette centrale est censée commencer à produire de l'énergie pour les ménages en mai 2025.



➤ La centrale solaire d'Amzoer

Dans cette ville, l'ADERM inaugurera une centrale qui a une capacité de 1,5 MW et un système de stockage de 4,2MWH. Elle est prévue pour être réceptionnée à la fin du mois d'avril 2025.

➤ La centrale solaire de Goz-beida

Si la réception de cette centrale est prévue en fin du mois d'octobre 2025, il est à souligner que sa capacité de production sera de 2,5MW alors que son système de stockage sera de 5MWH. Elle disposera de 2 générateurs de 500KVA.



➤ La centrale d'Ati

Dans la ville d'Ati , sort de terre, une centrale d'une capacité de production de 5MW et un système de stockage de 10MWH. Si sa réception est prévue fin octobre 2025, notons que cette centrale disposera de deux générateurs de 1MW.

➤ La centrale de Moussoro

Dans la ville de Moussoro, l'ADERM est en train de construire une centrale d'une capacité de production de 5MW avec un système de stockage de 7, 112 MWH et ayant deux générateurs. La réception de cette centrale est prévue pour la fin du mois d'octobre 2025.









En plus de ces centrales déjà opérationnelles et en cours de construction, l'ADERM vient de finaliser des études de faisabilités pour l'électrification des villes de Kalait, Adre, Fada, Kelo, Pala et Am-Timan. Plusieurs autres projets de réhabilitation de centrales sont en cours dans le pays comme à Guelending pour électrifier cette ville, tout comme des micro centrales sont en cours de construction à Birdouane et Sokoya et seront opérationnelles d'ici juin 2025. L'ADERM s'implique au quotidien dans les échanges avec des partenaires techniques et financiers pour mettre en œuvre la politique nationale d'électrification du pays dont elle est un maillon central, avec pour objectif final, réduire au maximum la fracture énergétique et accompagner le développement économique des zones rurales du Tchad, dont le potentiel est l'un des plus grands en Afrique.

Commission de l'Union Africaine

Les défis qui attendent Mahamoud Ali Youssouf

Arrivé à la tête de la Commission il y a quelques semaines, Mahamoud Ali Youssouf prend les rênes d'une organisation à la croisée des chemins entre conflits persistants, intégration économique ralentie et tensions diplomatiques …

Par Georges Auréole BAMBA

La tâche qui l'attend le Djiboutien Mahamoud Ali Youssouf est titanesque. Si l'Afrique affiche ses ambitions sur la scène mondiale, elle peine encore à parler d'une seule voix. Quelle sera la feuille de route du nouveau président pour renforcer l'Union Africaine et redonner à l'organisation son rôle de leadership ? C'est la question qui taraude les esprits.

Depuis sa création en 2002, l'Union Africaine s'est imposée comme un acteur incontournable du continent, mais son efficacité est souvent remise en question. Entre les crises sécuritaires au Sahel, en RDC ou encore en Éthiopie, et la difficile mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les défis s'accumulent.

Mahamoud Ali Youssouf, diplomate chevronné et ancien ministre des Affaires étrangères de Djibouti, sait que son mandat ne sera pas de tout repos. « L'Union Africaine doit cesser d'être une institution de sommets et de déclarations pour devenir un véritable moteur du changement sur le continent, » affirmait-il récemment dans un entretien exclusif.

Son premier défi : restaurer la crédibilité de l'UA en matière de gestion des conflits. L'inaction de l'organisation face à certains conflits, comme en Libye ou au Soudan, a entaché son image. Le nouveau président devra redynamiser le Conseil de paix et de sécurité (CPS) et pousser pour une intervention plus efficace dans les zones de crise.

L'intégration économique au ralenti

L'un des projets les plus ambitieux de l'UA reste la ZLECAf, lancée en 2019 pour favoriser les échanges commerciaux intra-africains. Pourtant, malgré des discours enthousiastes, la mise en œuvre peine à avancer. Les infrastructures de transport sont insuffisantes, les barrières tarifaires persistent et les États rechignent à harmoniser leurs régulations.

« Le libre-échange africain ne doit pas être une utopie, mais une réalité tangible pour nos entrepreneurs et nos populations, » martèle Mahamoud Ali Youssouf. Son objectif est clair : accélérer l'opérationnalisation de la ZLECAf en encourageant les États à lever les blocages administratifs et logistiques.

La réforme des institutions financières panafricaines, comme la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds Monétaire Africain, sera également cruciale.



L'Afrique aspire à plus d'indépendance financière et à une gestion plus concertée de ses ressources naturelles.

Diplomatie africaine : parler d'une seule voix

Sur la scène internationale, l'Afrique peine encore à imposer son agenda. L'absence d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU est une anomalie dénoncée depuis des décennies. « Nous ne pouvons plus être les spectateurs de notre propre destin. L'Afrique doit s'imposer comme un acteur stratégique et non un simple terrain



de jeu pour les puissances étrangères, » déclarait récemment un haut diplomate africain.

Mahamoud Ali Youssouf devra manœuvrer habilement pour renforcer la position de l'UA dans les négociations internationales. Cela passe par une meilleure coordination entre les chefs d'État africains, souvent divisés sur les grandes questions géopolitiques.

L'approfondissement des relations avec des blocs comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ou encore l'Union Européenne sera un autre chantier majeur. L'Afrique ne veut plus être un simple fournisseur de matières premières, mais un acteur économique stratégique dans le commerce mondial.

Un leadership attendu, une mobilisation indispensable

Le mandat de Mahamoud Ali Youssouf sera déterminant pour l'avenir de l'Union Africaine. Restaurer la paix, accélérer l'intégration économique, imposer l'Afrique sur l'échiquier mondial… Autant d'objectifs ambitieux qui nécessiteront un leadership fort et une mobilisation sans précédent des États membres.

Mais le succès de son action ne dépendra pas seulement de lui. Les dirigeants africains devront jouer le jeu de l'unité, au-delà des querelles nationales et des intérêts particuliers. À l'heure où le continent regorge de talents, de richesses et d'opportunités, il est temps que l'Union Africaine cesse d'être un rêve inachevé pour devenir le moteur du développement africain.■

> **« L'UN DES PROJETS LES PLUS AMBITIEUX DE L'UA RESTE LA ZLECAF, LANCÉE EN 2019 POUR FAVORISER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX INTRA-AFRICAINS. POURTANT, MALGRÉ DES DISCOURS ENTHOUSIASTES, LA MISE EN OEUVRE PEINE À AVANCER.**

RD Congo

Félix Tshisekedi cherche la clé d'une paix durable

Ces dernières semaines, la situation à l'Est du pays a été marquée par une escalade de la violence. Le groupe M23, soutenu par le Rwanda, a pris plusieurs villes stratégiques. Dans ce contexte, le président congolais mène une politique qui oscille entre fermeté militaire et diplomatie active — une stratégie qui a franchi un tournant le 18 mars, à Doha.

Par Suzanne CHEVALIER

Il fut un temps où le fracas de la guerre semblait une menace lointaine, confinée à l'Est congolais, là où l'instabilité était presque devenue une fatalité. Aujourd'hui, cette guerre a changé de nature. Elle n'est plus une rébellion sporadique à contenir, mais une occupation militaire à défaire. Goma et Bukavu, ces bastions économiques et stratégiques, sont tombés, marquant une bascule historique dans le conflit. La République Démocratique du Congo (RDC), forte de son immensité et de ses ressources, se retrouve face à un choix existentiel : subir ou résister.

Le président Félix Tshisekedi, dans une posture de chef de guerre, a martelé un principe non négociable : « L'intégrité territoriale et la souveraineté ne sont pas à débattre. La RDC restera une et indivisible. » Mais que vaut la volonté politique lorsqu'elle se heurte à des logiques géopolitiques qui dépassent les seules ambitions congolaises ? La réalité impose une réponse immédiate, une stratégie qui mêle l'urgence du terrain et la finesse de la diplomatie.

Refusant tout dialogue avec le M23 — qu'il considère comme une force terroriste téléguidée par Kigali —, Tshisekedi a privilégié la voie des canaux étatiques. C'est dans cet esprit qu'il a rencontré, le 18 mars à Doha, son homologue rwandais Paul Kagame, sous l'égide du Qatar. L'échange, tenu dans la discrétion, a débouché sur une annonce majeure : « Un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel vient d'être décidé entre la RDC et le Rwanda », a déclaré Tina Salama, porte-parole de la présidence congolaise.

Ce cessez-le-feu, s'il est respecté, pourrait ouvrir une fenêtre diplomatique. Sur la scène internationale, plusieurs sanctions ont été imposées au Rwanda par l'Union européenne, le Canada, les États-Unis et d'autres pays. Ces mesures reflètent la volonté de la communauté internationale de soutenir le plaidoyer de Tshisekedi, qui a su transformer le conflit en un enjeu régional et



géostratégique. En coulisses, le président congolais négocie avec Washington un accès sécurisé aux ressources stratégiques — cobalt, coltan, lithium — en échange d'un appui politique et sécuritaire renforcé.

En interne, l'unité nationale se raffermit. Des figures de l'opposition comme Moïse Katumbi et Martin Fayulu ont soutenu l'appel prési-


© DR

dentiel à défendre la souveraineté nationale. Même le docteur Denis Mukwege, critique de la lenteur militaire, plaide aujourd'hui pour une solution globale où la réponse sécuritaire se conjugue à l'urgence humanitaire.

Pendant ce temps, les FARDC poursuivent leurs opérations dans le Nord-Kivu et l'Ituri. Les combats se prolongent malgré la perspective d'un cessez-le-feu, et la population civile continue de payer le prix du conflit. Alors que la MONUSCO se retire progressivement, Tshisekedi insiste : l'État congolais doit affirmer sa capacité à se défendre seul, tout en appelant à une solidarité internationale responsable.

Aujourd'hui, alors que le conflit se complexifie et que les enjeux économiques se mêlent aux aspirations politiques, le président poursuit son double mouvement : négocier sans renoncer, protéger sans se replier. Le pari est risqué, mais la détermination est intacte. À Doha, un mot s'est glissé dans la diplomatie des armes : cessez-le-feu. Reste à voir si ce mot deviendra acte.■

« LE PRÉSIDENT A ADOPTÉ UNE LIGNE DE CONDUITE SANS ÉQUIVOQUE EN REFUSANT TOUT DIALOGUE AVEC LE M23, QU'IL CONSIDÈRE COMME UNE FORCE TERRORISTE MANIPULÉE PAR KIGALI.



Gabon

Le pari risqué d'Oligui Nguema

Le général Brice Clotaire Oligui Nguema, tombeur d'Ali Bongo Ondimba, se présente à l'élection présidentielle du 12 avril 2025 avec la ferme intention de transformer son coup d'État en un mandat démocratiquement légitimé. Officiellement, la voie semble dégagée. Mais son pari est loin d'être sans risque.

Par Claire MEZANG

Depuis son accession au pouvoir le 30 août 2023, le président de transition a su verrouiller le jeu. En fixant des critères restrictifs d'éligibilité, il a écarté d'office plusieurs figures de la scène politique gabonaise, notamment Jean Ping, Albert Ondo Ossa et Pierre Claver Maganga Moussavou, tous éliminés par des clauses d'âge ou de nationalité. La réforme constitutionnelle qu'il a lui-même portée a consacré son rôle d'unique figure de la transition autorisée à concourir, neutralisant ainsi toute menace interne.

Face à lui, Alain Claude Bilie-By-Nze incarne une opposition affaiblie et marquée du sceau de l'ancien régime. L'ex-Premier ministre d'Ali Bongo, déjà sévèrement défait lors du référendum constitutionnel de novembre 2024 avec à peine 10 % des suffrages en faveur du "NON", peine à convaincre qu'il pourrait incarner une alternative



crédible. Deux autres candidats, Joseph Lapensée Essingone et Stéphane Germain Iloko Boussengui, restent largement méconnus du grand public.

Mais si l'opposition paraît inoffensive, elle n'est pas pour autant insignifiante. Bilie-By-Nze pourrait incarner, même maladroitement, un contre-pouvoir symbolique, susceptible de capter le vote de défiance. Dans un contexte où l'électorat africain se montre de plus en plus imprévisible, ignorer cet enjeu serait une erreur.

Des attentes démesurées

Oligui Nguema a su capitaliser sur la fatigue des Gabonais envers la dynastie Bongo, en incarnant une alternative de rupture. Cependant, le défi est immense. Les attentes sont d'autant plus élevées qu'il a promis de s'attaquer aux problèmes structurels du pays. Routes dégradées, pénurie d'eau potable, vie chère, chômage endémique (37,7 % chez les jeunes), autant de chantiers qui attendent des réponses concrètes.

Paradoxalement, celui qui se présente comme "le bâtisseur" est déjà sous le feu des critiques pour des projets annoncés mais restés au stade embryonnaire. Le démarrage effectif des infrastructures stratégiques comme la ligne de chemin de fer Belinga-Bouée-Mayumba, le port en eau profonde de Mayumba ou encore le barrage hydroélectrique de Bouée est scruté de près. Faute de résultats tangibles, son capital politique pourrait rapidement s'éroder.

Autre point sensible : la dette publique, qui culmine à près de 7 500 milliards de FCFA. Alors qu'il ambitionne d'augmenter les investissements publics, il devra jongler entre besoins de financement et risques de surendettement.

Un mandat sous haute pression

Si la victoire semble acquise, le plus dur commence après le 12 avril. Oligui Nguema sait que la pression populaire exercée sur un président élu est bien plus forte que sur un chef de transition. On lui demandera de faire en cinq ans ce que les Bongo n'ont pas accompli en 55 ans. Son bilan sera jugé à l'aune de sa capacité à tenir ses engagements.

Sa légitimité post-électorale dépendra aussi de la transparence du scrutin. L'opposition, bien que minoritaire, pourrait dénoncer des irrégularités si la Commission nationale d'organisation et de coordination des élections et du référendum (CNOCER), placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, donne l'impression de jouer le jeu du pouvoir. Une contestation post-électorale, même marginale, risquerait d'entacher le processus.

Le pari d'Oligui Nguema est donc double : s'assurer une victoire incontestable et convertir son pouvoir militaire en un leadership civil accepté par tous. S'il échoue, il pourrait se heurter aux mêmes écueils que ses prédécesseurs, dans un pays où la patience populaire s'amenuise et où les coups d'État ne sont jamais loin..■

> **« CELUI QUI SE PRÉSENTE COMME "LE BÂTISSEUR" EST DÉJÀ SOUS LE FEU DES CRITIQUES POUR DES PROJETS ANNONCÉS MAIS RESTÉS AU STADE EMBRYONNAIRE. LE DÉMARRAGE EFFECTIF DES INFRASTRUCTURES STRATÉGIQUES COMME LA LIGNE DE CHEMIN DE FER BELINGA-BOUÉE-MAYUMBA, LE PORT EN EAU PROFONDE DE MAYUMBA OU ENCORE LE BARRAGE HYDROÉLECTRIQUE DE BOUÉE EST SCRUTÉ DE PRÈS.**

Côte d'Ivoire

Les partis politiques en ordre de bataille

À sept mois de l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, la Côte d'Ivoire entre dans une zone de fortes turbulences politiques. Tandis que les grandes manœuvres s'intensifient au sein des partis, les exclusions de figures majeures de l'opposition de la liste électorale viennent raviver les tensions d'un paysage politique déjà sous pression.

Par Claire MEZANG

Le suspense demeure entier autour de la décision d'Alassane Ouattara. Le chef de l'État, dont le troisième mandat s'achève, garde un silence stratégique sur ses intentions. Ce flou nourrit toutes les hypothèses, d'autant que son âge avancé — 83 ans — et les signaux contradictoires émanant de son entourage brouillent davantage les pistes. En attendant, ce mutisme habile retarde l'émergence d'un dauphin au sein du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et



© DR

la paix (RHDP), écartant temporairement le spectre d'une guerre de succession.
Ce calcul politique, bien que risqué, permet de maintenir l'unité d'un parti encore marqué par de fortes personnalités en quête de légitimité. En coulisses, des cadres du RHDP s'activent, peaufinent des stratégies de mobilisation et quadrillent le territoire, conscients que la moindre faille pourrait être exploitée par une opposition en quête de renouveau.
Face à cette puissante machine, l'opposition tente de fédérer ses forces. Le 10 mars 2025, 25 formations ont scellé la charte de la Coalition pour une alternance pacifique en Côte d'Ivoire (CAP-CI). Sous la houlette de Tidjane Thiam, le leader du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), ce front réunit notamment le FPI de Pascal Affi N'Guessan, le COJEP de Charles Blé Goudé et le Mouvement des générations capables (MGC) de Simone Gbagbo. Mais cette volonté d'unité est déjà mise à rude épreuve par les récents rebondissements électoraux.



La publication de la liste électorale provisoire le 17 mars dernier a semé le trouble : Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé et Guillaume Soro en sont absents, disqualifiés pour cause de condamnations judiciaires. Ces exclusions, vivement dénoncées, mettent à mal l'idée d'un scrutin apaisé. Le PPA-CI a exigé la réintégration de Gbagbo, désigné candidat par son parti malgré la perte de ses droits civiques, dénonçant une décision « motivée par le mépris et la volonté de diviser le peuple ivoirien ». Charles Blé Goudé, également écarté, reste sous le coup d'une condamnation à vingt ans de prison, malgré son acquittement par la Cour pénale internationale.
Ces mises à l'écart réduisent drastiquement l'éventail des candidatures crédibles au sein de l'opposition. Guillaume Soro, en exil, voit sa stratégie d'influence compromise. Simone Gbagbo, elle, bien inscrite sur les listes, reste en lice. Reste donc Tidjane Thiam, dont la situation a récemment été clarifiée : après des débats houleux sur sa double nationalité franco-ivoirienne, il a officiellement renoncé à la nationalité française début mars, levant ainsi les doutes juridiques sur sa candidature.

> **« DE NOMBREUX CADRES DU RHDP S'ACTIVENT, PEAUFINENT DES STRATÉGIES DE MOBILISATION ET QUADRILLENT LE TERRITOIRE, CONSCIENTS QUE LA MOINDRE FAILLE POURRAIT ÊTRE EXPLOITÉE PAR UNE OPPOSITION EN QUÊTE DE RENOUVEAU.**

La CAP-CI dénonce un processus électoral verrouillé et réclame la réouverture d'un dialogue politique jugé clos par le gouvernement depuis 2022. Ses demandes incluent une révision approfondie de la liste électorale, la publication des résultats bureau par bureau, et la réintégration des leaders écartés. Mais le pouvoir reste inflexible. Le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a renvoyé les opposants à la CEI, rappelant que « toutes les institutions fonctionnent normalement et que leurs décisions doivent être respectées ».
Dans ce climat tendu, le scénario d'une élection à trois blocs se précise : un RHDP en quête d'unité derrière Ouattara ou un successeur ; une opposition organisée mais fracturée autour de la CAP-CI ; et un PPA-CI qui maintient la candidature de Laurent Gbagbo malgré son exclusion, nourrissant ainsi le risque de confrontation. La perspective d'un scrutin à la triangulaire pourrait redistribuer les cartes, dans un contexte où l'électorat reste volatil et sensible aux dynamiques de terrain.
La Côte d'Ivoire aborde ainsi un tournant politique majeur, où chaque mot, chaque manœuvre, chaque exclusion compte. Si le RHDP capitalise sur la stabilité économique et la puissance de sa structure, une opposition unie autour d'un candidat fort pourrait encore rebattre les cartes. Mais à ce stade, rien n'est figé. Et une chose est sûre : la présidentielle de 2025 s'annonce comme un rendez-vous déterminant, entre espoirs d'alternance et risques de crispations.■

Afrique–États-Unis

Un partenariat sous haute tension

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche redéfinit brutalement la diplomatie américaine vis-à-vis de l'Afrique. Alors que Washington opère un repli stratégique centré sur ses seuls intérêts, le continent s'interroge : est-il encore un partenaire stratégique ou un simple terrain d'affrontement entre grandes puissances ?



Par Georges Auréole BAMBA

L'élection du président républicain pour un second mandat marque une rupture assumée dans l'approche américaine des relations internationales. Fidèle à sa doctrine « America First », Trump a immédiatement annoncé la fin des aides publiques aux pays africains, martelant que « les États-Unis ne peuvent plus financer l'échec des autres ». Cette rhétorique musclée reflète une volonté claire de recentrer la politique étrangère américaine sur des intérêts strictement économiques et sécuritaires.

Dans cette logique, plusieurs programmes d'aide bilatérale ont été supprimés, notamment dans les domaines de la santé et du développement. Le President's Emergency Plan

for AIDS Relief (PEPFAR), pourtant emblématique depuis sa création sous George W. Bush, est aujourd'hui sur la sellette, suscitant l'inquiétude des ONG. « Si les financements s'arrêtent, des millions de patients africains seront privés de traitements vitaux », alerte un responsable de Médecins Sans Frontières.

Le Millennium Challenge Corporation (MCC), autre pilier de la coopération économique avec les États africains engagés dans des réformes, est lui aussi fragilisé. L'administration Trump affiche désormais sa préférence pour des relations strictement commerciales. « Il est temps que l'Afrique cesse de voir les États-Unis comme un guichet automatique », a récemment déclaré le secrétaire d'État américain. « Nous privilégierons les accords gagnant-gagnant, où chacun apporte une valeur ajoutée. »

Mais au-delà des décisions budgétaires, les tensions diplomatiques se durcissent. L'expulsion de l'ambassadeur sud-africain à Washington, suite aux critiques de Pretoria sur l'unilatéralisme américain, est le symptôme d'un climat délétère. Ce geste fort s'inscrit dans une dynamique plus large : celle d'un durcissement généralisé des rapports avec le continent.

Un autre front de crispation s'est ouvert avec les restrictions migratoires. Une note révélée par le New York Times évoque une liste de 43 pays visés par des limitations d'accès au territoire américain — dont 22 africains. La Libye, la Somalie ou encore le Soudan figurent sur la « liste rouge » des interdits de séjour. D'autres comme le Cameroun, la RDC, le Burkina Faso ou le Mali se trouvent sur une « liste jaune », avec un délai de 60 jours pour satisfaire aux exigences sécuritaires de Washington sous peine de sanctions. « Toutes les entrées illégales seront immédiatement arrêtées », avait tonné Trump lors de son investiture, ajoutant qu'il ferait renvoyer « des millions d'étrangers criminels ».

Un vide stratégique à combler

Ce repositionnement américain ouvre un boulevard à d'autres puissances. La Chine, premier partenaire commercial du continent, renforce sa présence à travers d'ambitieux projets d'infrastructures et un activisme diplomatique autour du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). La Russie, quant à elle, investit le champ militaire avec des accords de défense qui séduisent les capitales en quête de souveraineté stratégique.

« Les Africains veulent des partenaires fiables qui ne leur dictent pas leur conduite. La Russie et la Chine l'ont compris », confie un diplomate africain. En réponse, plusieurs pays du continent repensent leur positionnement international. L'Union européenne gagne en attractivité, et les alliances régionales — comme le COMESA ou la SADC — s'intensifient dans l'optique de limiter la dépendance extérieure.

> **« FACE À CETTE INCERTITUDE, UNE CHOSE EST CLAIRE : L'AFRIQUE DOIT IMPÉRATIVEMENT PARLER D'UNE SEULE VOIX. LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ORGANISATIONS RÉGIONALES POURRAIT OFFRIR UNE NOUVELLE DYNAMIQUE ET UNE CAPACITÉ DE NÉGOCIATION RENFORCÉE.**

Un partenariat à réinventer, ou à abandonner ?

Certains chefs d'État africains déplorent le retrait américain, d'autres y voient une opportunité de diversification. La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre une chance historique de développer des circuits économiques endogènes. Mais les États-Unis conservent des leviers puissants, notamment leur influence sur les grandes institutions financières internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale, où ils pèsent lourdement sur les orientations économiques imposées aux pays du Sud.

Face à cette incertitude croissante, une chose est certaine : l'Afrique doit impérativement parler d'une seule voix. La montée en puissance des organisations régionales offre une perspective de cohésion, de solidarité et de capacité de négociation renouvelée.

L'expulsion de l'ambassadeur sud-africain, les coupes dans les aides, les menaces migratoires : autant de signaux d'alerte qui imposent une réaction. Comme le résume l'expert Adama Ndoye : « L'Afrique doit cesser de subir et commencer à imposer ses propres termes. Le monde a changé, et elle ne peut plus se contenter d'être un simple spectateur. »

Si le continent réussit à structurer ses priorités et à se positionner en acteur stratégique plutôt qu'en partenaire de second rang, cette crise pourrait devenir l'opportunité d'un véritable renouveau diplomatique et économique. Faute de vision partagée, il risque en revanche de s'effacer du jeu mondial au moment même où ses ressources et sa jeunesse devraient en faire un pivot incontournable.■

DIASPORA

Les confidences de Lydia Mutyebele, *Députée de la Chambre des représentants de Belgique*

« Il faut promouvoir un développement africain sans tomber dans les pièges du capitalisme néocolonial… »



Propos recueillis par
Joseph-Marie ELIMBI

De votre arrivée en Belgique à votre élection comme parlementaire, quel a été votre parcours et quels défis avez-vous surmontés ?

Je suis arrivée en Belgique pour mes études universitaires avant de commencer une carrière en dehors de la politique. Mon engagement politique a débuté progressivement, jusqu'à un tournant majeur : mon élection comme échevine à la Ville de Bruxelles. Ensuite, j'ai connu deux campagnes électorales intenses qui ont abouti à mon élection comme parlementaire fédérale. Aujourd'hui, je me projette avec optimisme et détermination face à la montée des extrêmes. Mon objectif est de contribuer, aux côtés de mon parti, à ériger un rempart contre la poussée néo-libérale, fasciste et raciste. Et pourquoi pas, voir enfin une femme noire devenir ministre en Belgique ?

Comment avez-vous abordé votre mandat parlementaire et quelles sont vos priorités ?

Mes débuts ont été marqués par une transition délicate, car j'ai dû quitter mon poste d'échevine avant même de savoir si je serais réélue. Comme tout nouveau travail, il a

fallu trouver mes repères, mais j'ai eu la chance d'être bien entourée. Ma commission principale est celle des Relations extérieures (RELEX), mais je ne m'y limite pas. Dès mon entrée en fonction, j'ai été proactive : j'ai posé de nombreuses questions parlementaires aux ministres, rencontré divers acteurs et constitué une équipe efficace. Être députée est très différent du rôle d'échevine : ici, on débat et on légifère plutôt qu'agir directement sur le terrain. Mais cette position me donne une opportunité unique d'amplifier les causes qui me tiennent à cœur et de donner une voix à ceux qui m'ont fait confiance.

Quelles sont les causes qui vous mobilisent le plus ?

Je suis très curieuse et m'intéresse à une multitude de sujets, mais certaines causes me touchent particulièrement. Le logement est mon domaine d'expertise, mais en tant que parlementaire, je me concentre surtout sur les relations internationales, notamment l'Afrique et la RDC. Je veille aussi à mettre en lumière des conflits et des crises peu médiatisés, comme en Somalie ou à Djibouti. La condition des femmes et des filles est un autre combat majeur : violences sexuelles, mères célibataires, filles isolées… Je suis particulièrement révoltée par l'usage du viol comme arme de guerre en RDC et je m'efforce d'en faire un sujet central des discussions parlementaires. Mon engagement reste le même qu'à l'époque où j'étais échevine de l'égalité des chances : rendre visibles les invisibles.

Quel regard portez-vous sur la crise sécuritaire à l'Est de la RDC et le rôle de la communauté internationale ?

Pour moi, l'analyse est claire : le Rwanda, sous la direction de Paul Kagame, est responsable des atrocités perpétrées à l'Est de la RDC. Derrière cette guerre, il y a un mobile évident : le pillage des minerais congolais, revendus aux puissances occidentales qui ferment les yeux pour préserver leur confort. L'Union européenne porte une part de responsabilité en maintenant un accord commercial sur ces ressources avec le Rwanda. Pour mettre fin à ce conflit, la solution la plus logique serait d'imposer un embargo sur ces minerais. En tant que juriste, je sais que l'impunité ne fait qu'engendrer plus de chaos et de violence. Il est temps de traduire le Rwanda en justice pour ses violations répétées du droit international.

Comment percevez-vous les relations entre la Belgique et l'Afrique, en particulier la RDC ?

Le passé colonial belge a laissé des traces profondes et douloureuses. La Belgique a un devoir moral et historique envers l'Afrique, mais le système économique mondial continue d'exploiter le continent sous une autre forme de colonialisme. Certes, la Belgique a fait des efforts pour reconnaître son passé et mettre en place des projets de coopération, mais il faut aller plus loin. L'aide au développement doit favoriser l'autonomie des populations locales plutôt que de profiter aux entreprises étrangères. Il faut promouvoir un développement africain pour les Africains, sans tomber dans les pièges du capitalisme néocolonial. Cependant, les récentes orientations politiques en Belgique m'inquiètent : je crains que les intérêts financiers ne prennent le pas sur les principes d'émancipation et de solidarité.

LE PASSÉ COLONIAL BELGE A LAISSÉ DES TRACES PROFONDES ET DOULOUREUSES. LA BELGIQUE A UN DEVOIR MORAL ET HISTORIQUE ENVERS L'AFRIQUE, MAIS LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE MONDIAL CONTINUE D'EXPLOITER LE CONTINENT SOUS UNE AUTRE FORME DE COLONIALISME. CERTES, LA BELGIQUE A FAIT DES EFFORTS POUR RECONNAÎTRE SON PASSÉ ET METTRE EN PLACE DES PROJETS DE COOPÉRATION, MAIS IL FAUT ALLER PLUS LOIN.

Quelle est votre analyse de la transition politique en Guinée et, plus largement, de la situation démocratique en Afrique ?

La transition en Guinée me semble préoccupante : le général Doumbouya n'a aucune intention réelle de rendre le pouvoir démocratiquement. Il multiplie les excuses pour retarder les élections et réprime sévèrement l'opposition. Cette situation rappelle ce qui s'est passé au Tchad, où la junte a organisé des élections biaisées pour se maintenir en place. Plus largement, la démocratie en Afrique est en danger : les juntes militaires prospèrent, l'économie stagne, et les groupes islamistes gagnent du terrain. Je place mon espoir dans la société civile et l'opposition, qui luttent pour préserver la démocratie et les droits humains. L'Europe et la Belgique doivent soutenir ces acteurs plutôt que de fermer les yeux sur les dérives autoritaires.

Quel message adressez-vous aux jeunes Africains et Afro-descendants souhaitant s'engager en politique ?

Osez ! Écoutez votre entourage, comprenez les problèmes qui touchent les gens. Informez-vous et formez-vous. Soyez déterminés, car le chemin sera semé d'embûches et de critiques. Enfin, entourez-vous de personnes motivées et bienveillantes. N'ayez jamais peur de demander de l'aide : personne ne réussit seul.■



Par *Serge Mathias TOMONDJI*

Union Africaine : à la croisée de nos espérances...

« L'Afrique doit prendre son destin en main. Il est temps de nous affirmer comme un continent déterminé, capable de peser sur les grandes décisions mondiales et de proposer des solutions aux crises qui nous affectent.» Ainsi s'exprimait le Djiboutien Mahmoud Ali Youssouf, nouveau président de la Commission de l'Union africaine, lors de son investiture le 13 mars 2025 à Addis-Abeba. Une profession de foi forte, qui ravive les espoirs placés dans un continent à la croisée de mille contingences, soixante-deux ans après la création, le 25 mai 1963, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Nous voilà donc une fois de plus face à notre destin, avec une feuille de route claire et un cap affirmé. Dans un monde en pleine tourmente, où la géopolitique se brouille et se radicalise, l'Afrique a plus que jamais le devoir de se faire entendre et de marquer sa singularité. Mais comment y parvenir si elle reste déchirée par des conflits multiples et persistants ? Terrorisme, crises institutionnelles, velléités sécessionnistes, mauvaise gouvernance électorale... Le continent semble pris dans une spirale de désunion, transformé en une inquiétante tour de Babel sociopolitique.

Depuis l'élection de Donald Trump et son retour à la Maison-Blanche le 20 janvier 2025, les repères d'un nouvel ordre mondial semblent s'évaporer. La planète s'enfonce dans des tensions aiguisées : guerre en Ukraine, conflit à Gaza débordant au Liban, en Iran et ailleurs, instabilité croissante dans de nombreuses régions. Et voici que les États-Unis, sous Trump, gèlent des milliards de dollars d'aide internationale, menaçant la pérennité de nombreux programmes à travers le monde.

Cette reconfiguration globale redéfinit aussi la posture de l'Europe envers l'Afrique et devrait, plus que jamais, nous pousser à agir. Le nouveau président de la Commission de l'Union africaine ne s'y est pas trompé. « *L'Afrique est à la croisée des chemins. Nos peuples aspirent à un avenir de prospérité, de paix et de dignité* », a-t-il déclaré avec gravité. Cela fait pourtant bien longtemps que le continent est à la croisée des chemins... Mais au lieu d'avancer résolument, l'Union africaine s'est souvent réfugiée dans le confort des discours et des intentions proclamées.

L'heure est venue de rompre avec cette posture incantatoire. Il faut passer des mots aux actes. Et l'un des premiers signes tangibles de ce changement attendu concerne l'autonomie financière de l'institution. « *L'autonomie financière de l'Union africaine est une nécessité impérieuse. Il est temps de réduire notre dépendance et d'explorer des mécanismes innovants pour assurer la durabilité de nos projets*», a martelé Mahmoud Ali Youssouf dès sa prise de fonction.

> **DANS UN MONDE EN PLEINE TOURMENTE, OÙ LA GÉOPOLITIQUE SE BROUILLE ET SE RADICALISE, L'AFRIQUE A PLUS QUE JAMAIS LE DEVOIR DE SE FAIRE ENTENDRE ET DE MARQUER SA SINGULARITÉ. MAIS COMMENT Y PARVENIR SI ELLE RESTE DÉCHIRÉE PAR DES CONFLITS MULTIPLES ET PERSISTANTS ?**

Cela fait des décennies que cette question revient à intervalles réguliers sans avancée décisive, pendant que l'Union africaine continue de dormir sur la natte d'autrui. Mais les bouleversements de l'ordre mondial, et la brutalité des rapports de force qui s'en dégagent, pourraient enfin contraindre l'organisation panafricaine à mettre en œuvre, avec détermination, les réformes institutionnelles et l'architecture financière nécessaires à sa revitalisation.

On ne peut que le souhaiter, à l'heure où l'Union africaine — fondée en 2002 à Durban sur les cendres de l'OUA, que l'on s'apprête à commémorer de nouveau en mai — a besoin d'un souffle nouveau pour consolider l'unité continentale et affirmer sa voix sur la scène internationale. Au-delà du dossier brûlant de l'auto-financement, cette renaissance espérée devra s'appuyer sur un leadership renouvelé en matière de paix et de sécurité, un dialogue sincère avec les pays du Sahel central, et un renforcement soutenu des mécanismes de médiation dans les conflits qui fracturent encore trop de peuples africains.■

NOTRE AFRIK

15 ans d'engagement pour le continent

Chers lecteurs,

En avril 2025, Notre Afrik franchit une étape symbolique : celle de son 100e numéro, marquant 15 années d'existence. C'est avec une immense fierté et une profonde gratitude que nous célébrons cette étape symbolique, témoin de notre engagement indéfectible à décrypter, analyser et raconter l'Afrique avec rigueur et passion.

Le 7 juillet 2010, au bord du fleuve Congo, le premier numéro de Notre Afrik voyait le jour, porté par une ambition claire : témoigner des dynamiques du continent, avec exigence et indépendance. Dès le départ, notre promesse éditoriale était sans ambiguïté : offrir un regard africain sur l'Afrique, loin des clichés, avec la volonté de valoriser ses avancées tout en pointant ses défis.

Mais le chemin parcouru ne fut pas sans embûches. D'un mensuel, Notre Afrik est devenu bimestriel, avant de prendre le rythme trimestriel qu'il adopte aujourd'hui. Ces ajustements, dictés par les aléas économiques et les réalités du secteur, n'ont en rien entamé notre détermination à rester une voix essentielle du débat africain. Notre ADN est demeuré intact : proposer un journalisme d'analyse et de réflexion, capable d'éclairer les grandes mutations économiques, politiques et sociales du continent.

Si Notre Afrik a tenu, c'est grâce à vous, lecteurs fidèles, qui avez fait de ce magazine un espace de dialogue et de transmission. C'est aussi grâce aux plumes, aux analystes et aux experts qui, au fil des ans, ont enrichi nos pages de leur savoir et de leur regard exigeant.

Ce 100e numéro ne marque pas une fin, mais une étape. Nous poursuivrons notre mission avec la même rigueur, en continuant d'évoluer pour mieux répondre aux attentes d'une Afrique en perpétuelle transformation. Nous restons convaincus que l'avenir du continent se construit aussi à travers le pouvoir des idées et de l'information.

Merci pour ces 15 années de confiance. Ensemble, écrivons la suite.

Notre Afrik puissance 100

















































































Et voici le millésime 100

Votre magazine a atteint le cap symbolique de cent éditions au bout de 15 ans d'une aventure éditoriale au cœur du continent.

Par Simon Pierre ETOUNDI,

Il était une fois un magazine né au bord du fleuve Congo, un matin de juillet 2010, sous l'impulsion d'une ambition aussi vaste que le continent qu'il entendait raconter. Notre Afrik voyait le jour avec la promesse d'offrir à l'Afrique un miroir fidèle, sans fard ni artifice, mais avec une plume incisive et un regard exigeant. Quinze ans plus tard, l'heure est à la célébration: cent numéros, cent récits, cent jalons posés sur le chemin d'une Afrique en mouvement. Entre défis et audace, entre crises et résilience, l'aventure a tenu bon, portée par une conviction inébranlable : celle que l'Afrique doit s'écrire par elle-même, avec ses mots, ses nuances et ses éclats.

Un pari fou, un pari tenu

Cette journée du 7 juillet 2010, dans un hôtel de Brazzaville, une quarantaine de journalistes et d'intellectuels africains congolais s'attablaient autour d'un café fumant. Au centre des échanges, un projet aussi ambitieux que nécessaire : Notre Afrik, un magazine destiné à penser le continent autrement. Thierry Hot, son fondateur, dressa le décor d'une voix posée mais vibrante :

« L'Afrique ne sera ni glorifiée ni flagellée. Elle sera racontée, dans sa force comme dans ses failles, avec la justesse qu'elle mérite. »

Le ton était donné. Loin des prismes déformants d'un regard extérieur souvent condescendant, Notre Afrik allait s'atteler à révéler l'Afrique dans toute sa complexité, alternant reportages, analyses économiques, portraits vibrants et grandes enquêtes.

La promesse fut tenue, mais non sans défis. Le magazine, d'abord mensuel, dut adapter son souffle aux réalités du marché et aux turbulences économiques qui secouaient le secteur de la presse. En 2016, il devint bimestriel, avant d'opter, quelques années plus tard, pour une parution trimestrielle. Un ajustement nécessaire, mais jamais un renoncement : à chaque numéro, la même exigence, le même souci du détail, le même engagement à décrypter l'Afrique avec acuité.

> **« CETTE JOURNÉE DU 7 JUILLET 2010, DANS UN HÔTEL DE BRAZZAVILLE, UNE QUARANTAINE DE JOURNALISTES ET D'INTELLECTUELS AFRICAINS CONGOLAIS S'ATTABLAIENT AUTOUR D'UN CAFÉ FUMANT. AU CENTRE DES ÉCHANGES, UN PROJET AUSSI AMBITIEUX QUE NÉCESSAIRE : NOTRE AFRIK, UN MAGAZINE DESTINÉ À PENSER LE CONTINENT AUTREMENT.**

Un récit en mouvement, une identité affirmée

Cent numéros plus tard, la flamme brûle toujours. De Dakar à Kinshasa, de Libreville à Bamako, Notre Afrik a sillonné les capitales et les villages, tendu son micro aux bâtisseurs de l'ombre, aux leaders de demain, aux artisans du présent. Chaque édition est une fresque où se mêlent économie et culture, politique et innovation, mémoire et projection.

Les archives du magazine regorgent d'articles qui ont marqué les esprits. Qui oublierait cette plongée saisissante dans les coulisses des élections en Afrique de l'Ouest ? Ce portrait vibrant de Wangari Maathai, pionnière écologiste kényane ? Cette analyse percutante sur les enjeux de l'intégration régionale, qui a fait débat dans les chancelleries ?

« Notre Afrik, c'est une signature. On sait, en ouvrant ses pages, qu'on va découvrir un regard affûté sur le continent, sans fioritures mais toujours avec profondeur, » confiait récemment un fidèle lecteur de Yaoundé.

Au-delà du centenaire : l'avenir en ligne de mire

Atteindre 100 numéros n'est pas une fin, mais un passage de relais vers de nouveaux horizons. L'information évolue, les formats se réinventent, les supports se diversifient. Notre Afrik n'ignore pas ces mutations et entend concilier l'héritage du papier avec la puissance du numérique.

En coulisses, l'équipe fourmille déjà d'idées pour l'après-centenaire. Davantage d'interactions avec les lecteurs, une approche plus immersive, des collaborations renforcées avec des penseurs et experts africains… L'aventure continue, portée par la même ambition initiale : être un espace où l'Afrique se pense et s'écrit, en toute liberté et avec une plume affûtée.

Alors, levons nos verres à ce centième numéro ! À ce voyage qui n'a de cesse de surprendre et d'inspirer. Parce qu'un continent qui se raconte est un continent qui avance.■

État des lieux

Le regard de Notre Afrik sur le continent africain

De A comme Alliance à Z comme Zlecaf, Notre Afrik vous propose un abécédaire révélateur des questionnements et des espoirs du continent, tels qu'ils ont nourri les 99 premières éditions du magazine. Pour ce 100e numéro, les mots-clés deviennent autant d'escales pédagogiques dans un voyage à la fois instructif et réflexif, à travers l'actualité récente ou à venir, mais aussi au cœur d'un paysage foisonnant de faits et d'évènements marquants. Des repères, nous l'espérons, utiles à tous ceux qui s'inscrivent dans la quête du développement africain. Prenez donc le train… et explorez chaque wagon.

Par Serge Mathias TOMONDJI

A comme… Alliance

Créée le 16 septembre 2023 pour « établir une défense collective et une assistance mutuelle face aux menaces à leur souveraineté et à leur intégrité territoriale », l'Alliance des États du Sahel (AES) s'impose désormais comme une entité géopolitique ouest-africaine avec laquelle il faut compter. Composée du Burkina, du Mali et du Niger, elle a été érigée en Confédération depuis le 6 juillet 2024, avec pour objectif de « renforcer la coopération régionale face aux défis du Sahel, notamment la lutte contre le terrorisme et la promotion d'un développement durable ». L'AES adopte une position diplomatique commune et fera incontestablement davantage parler d'elle en 2025.

B comme… Banikoara

Localité située dans le nord du Bénin, Banikoara sera-t-elle le prochain épicentre des attaques terroristes en Afrique de l'Ouest ? L'infiltration croissante des groupes armés dans cette commune frontalière, proche du Burkina Faso et du parc national du W, suscite bien des inquiétudes, notamment après l'attaque du 8 janvier 2025, qui a coûté la vie à 28 soldats béninois. Dans un rapport publié le 17 mars dernier, le think tank Timbuktu Institute alerte sur le risque que cette zone « bascule dans une crise sécuritaire majeure », en raison de la stratégie d'enracinement des groupes dans les communautés locales et des effets contre-productifs d'une approche sécuritaire jugée trop répressive.

C comme… Côte d'Ivoire

Rendez-vous électoral crucial cette année pour la Côte d'Ivoire, où les citoyens sont appelés aux urnes le 25 octobre 2025 pour élire leur prochain président. Alors que les débats se cristallisent autour d'une liste électorale excluant plusieurs figures politiques majeures, le scrutin s'annonce potentiellement crisogène. La radiation de l'ancien président Laurent Gbagbo, candidat déclaré de son parti (PPA-CI), tout comme celles de Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, alimente les tensions. Pendant ce temps, la candidature du président sortant, Alassane Ouattara, pour un quatrième mandat, n'a pas encore été officiellement confirmée…

D comme… Dialogue

Il faut sans doute beaucoup de dialogue pour apaiser les cœurs et soigner les frustrations qui nourrissent tant de conflits sur le continent. Du Sahel central à la République démocratique du Congo, en passant par le Soudan, la Somalie ou le Cameroun, les foyers de tensions se sont multipliés ces dernières années, avec des causes et des conséquences diverses. L'année 2025 apportera-t-elle une éclaircie ? Donnera-t-elle enfin la priorité, partout, aux véritables enjeux de développement ?

E comme… Élections

Malgré la remise en cause quasi systématique des processus démocratiques dans plusieurs pays du continent, les urnes parleront encore cette année en Afrique. Neuf élections présidentielles — contre dix-neuf en 2024 —, sept législatives, deux sénatoriales, deux municipales et deux référendums figurent à l'agenda. La course à la magistrature suprême, qui se joue une fois de plus sur la crédibilité et la transparence, retiendra particulièrement l'attention au Gabon, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et en République centrafricaine.

F comme… Forces étrangères

L'Afrique de 2025 s'émancipe progressivement de la présence militaire française. Après avoir été contrainte de quitter le Mali, le Burkina et le Niger entre 2022 et 2023, la France a rapatrié ses troupes du Tchad et entamé son retrait du Sénégal. En Côte

d'Ivoire, elle a officiellement rétrocédé, le 20 février 2025, sa base militaire de Port-Bouët, confirmant un changement de paradigme entre Paris et ses anciennes colonies. Ne subsistent plus aujourd'hui que les présences militaires françaises au Gabon et à Djibouti.

G comme… Gabon

Après le coup d'État du 30 août 2023, qui a mis fin au long règne du clan Bongo, les Gabonais sont appelés à élire leur président le 12 avril 2025, clôturant ainsi la période de transition. Huit candidats sont en lice, dans une course dominée par le général Brice Clotaire Oligui Nguéma, chef du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), qui avait pourtant promis des «élections libres et transparentes» et un retour au pouvoir civil. Ses opposants dénoncent une élection sur mesure ; lui rétorque qu'il n'a jamais dit qu'il ne serait pas candidat…

H comme… Haïti

Née en 1804, après la défaite française lors de l'expédition de Saint-Domingue, Haïti endure depuis lors crises sociopolitiques, infrastructures précaires et chaos économique. Port-au-Prince est aujourd'hui ravagée par une flambée de violences perpétrées par des bandes armées accusées de meurtres, viols, pillages et enlèvements. Le Kenya a décidé d'y envoyer 1 000 policiers, le Bénin 2 000 hommes, dans le cadre d'une force multinationale de soutien à la sécurité (MMSS). Malgré les critiques évoquant une nouvelle forme d'ingérence, la situation reste dramatique : les gangs contrôlent environ 80 % de la capitale, et plus de 2 500 personnes ont été tuées ou blessées depuis janvier 2025.

I comme… Intégration

Comment concrétiser la vision d'une «Afrique intégrée, prospère et pacifique»? En mai 2013, à l'occasion du jubilé d'or de l'OUA/UA, cette ambition était au cœur des débats. Dix ans plus tard, l'Union africaine reconnaît que « le processus d'intégration reste entravé par la faiblesse des connexions entre les ressources du continent ». Le rapport 2023 sur l'intégration africaine recommande de bâtir « une Afrique bien connectée », à travers la libre circulation, un passeport africain et un marché commun.

J comme… Jeunesse

Force vive du continent, la jeunesse africaine — plus de 60 % de la population a moins de 25 ans — est appelée à jouer un rôle central dans l'avenir du continent. D'ici 2050, l'Afrique devrait compter 2,5 milliards d'habitants, dont 830 millions de jeunes. Ce potentiel ne sera une chance que si des politiques ambitieuses sont mises en œuvre dans l'éducation, la santé et la formation professionnelle, afin de permettre à cette jeunesse de contribuer activement à la transformation du continent.

K comme… Kérékou

Dix ans déjà que Mathieu Kérékou, ancien président du Bénin, s'est éteint, le 14 octobre 2015. Détenteur du record de longévité à la tête du pays, il a marqué l'histoire en initiant la Conférence nationale de 1990, première du genre sur le continent, souvent citée en exemple encore aujourd'hui. De révolutionnaire à démocrate, Kérékou fut aussi l'auteur — ou à tout le moins la caution morale — du dernier coup d'État au Bénin, le 26 octobre 1972. Il y a 52 ans ! Pourvu que cela reste le dernier…

L comme… Libye

Bientôt quatorze ans que Mouammar Kadhafi a été assassiné, le 20 octobre 2011 à Syrte, ouvrant la boîte de Pandore de l'insécurité terroriste en Afrique de l'Ouest. Plongée dans un chaos politique indescriptible, la Libye — autrefois prospère — n'est plus que l'ombre d'elle-même, minée par des violences fratricides et des divisions profondes. Deux gouvernements rivaux y coexistent, dirigés par des leaders que l'émissaire onusien Abdoulaye Bathily, démissionnaire depuis le 16 avril 2024, accuse de placer « leurs intérêts personnels au-dessus des besoins du pays ». Quand nous rendra-t-on notre Libye ?

M comme… Mandela

Le décès de Nelson Rolihlahla Mandela, le 5 décembre 2013 à l'âge de 95 ans, reste l'un des événements majeurs de l'histoire africaine contemporaine. Mais plus que sa disparition, c'est l'héritage de ce géant de la lutte anti-apartheid qui constitue une leçon pour les générations futures. Un héritage lourd à porter dans une Afrique du Sud toujours marquée par des inégalités criantes. Nelson Mandela a tant donné au monde qu'il devrait être constamment convoqué dans l'œuvre collective de construction d'un monde plus juste, plus respectueux des libertés et de la dignité humaine.

N comme… Nigeria

Géant de l'Afrique de l'Ouest, avec quelque 233 millions d'habitants en mars 2025, le Nigeria célèbre, le 29 mai, sa 26e Democracy Day, marquant le retour à la démocratie en 1999 avec l'élection du président Olusegun Obasanjo. Ce jour-là, on pense aussi à Moshood Abiola, mort en détention en 1998, après avoir remporté les élections de 1993. Vingt-six années sans coup d'État, un record à saluer, même si la démocratie nigériane reste fragile, sur fond de tensions sociales et de défis sécuritaires.

O comme… Oléoducs

L'énergie est un levier essentiel du développement. Or, « l'Afrique est en pleine mutation énergétique », avec plusieurs projets d'oléoducs en cours : du Niger vers le port de Sèmè au Bénin, le Trans-Niger Pipeline (TNP) au Nigeria, l'oléoduc Ouganda-Tanzanie, ou encore le gazoduc transsaharien Nigeria-Niger-Algérie. Autant d'infrastructures colossales, exposées aux risques de vandalisme, de fuites, voire de sabotage dans des zones en proie à l'insécurité. Une mutation prometteuse, mais semée d'embûches.

P comme… Partis politiques

Temps difficiles pour les partis politiques africains ? Dans plusieurs pays,

ils sont mis à mal par des systèmes partisans rigides ou des volontés de verrouillage du jeu politique. Suspendus, dissous, recadrés… ces partis — que Marie-Élise Gbèdo avait qualifiés de « regroupements alimentaires » — peinent à remplir leur rôle. Il est peut-être temps de revisiter les textes qui les encadrent et de garantir leur fonctionnement réel, pour qu'ils puissent animer la vie politique et former des citoyens engagés et responsables.

Q comme… Quand ?

Quand l'Afrique, notre Afrique — riche de ressources, de talents, de jeunesse — pèsera-t-elle vraiment dans le concert des nations ? À l'aube des 65 ans des indépendances, cette question, posée en son temps par l'historien burkinabè Joseph Ki-Zerbo, demeure brûlante : « À quand l'Afrique ? ». Dans l'ouvrage éponyme, il appelait à une indépendance véritable, fondée sur un développement endogène et une conscience panafricaine. Une Afrique nouvelle, recentrée sur ses identités, qui se réinvente dans le passage de soi… à soi-même. Tout un programme, à relancer avec audace.

R comme… Rebranding

Impossible de bâtir l'Afrique nouvelle sans repenser son image, en actes comme en récits. Notre Afrik, à travers le Rebranding Africa Forum, en a fait sa mission depuis dix ans. Ce rendez-vous devenu incontournable est un laboratoire d'idées, catalyseur d'initiatives et de propositions structurantes. Il matérialise l'ambition de repositionner l'Afrique sur la carte mondiale, avec des stratégies pertinentes et mieux coordonnées, pour amorcer sa renaissance.

S comme… Somaliland

Ancien protectorat britannique, intégré à la Somalie indépendante en 1960, le Somaliland a fait sécession en 1991, bâtissant depuis un État fonctionnel : démocratie, monnaie propre, stabilité. Un « bon élève » qui, pourtant, ne bénéficie toujours d'aucune reconnaissance internationale, ni de l'ONU, ni de l'Union africaine. Ce territoire pacifié et structuré attend toujours d'être reconnu comme un acteur diplomatique à part entière, en conformité avec les règles qu'il respecte scrupuleusement.

T comme… Togo

Le Togo change de cap institutionnel. Avec les élections sénatoriales du 15 février 2025 et la désignation des sénateurs, le pays parachève sa nouvelle architecture, rompant avec le régime semi-présidentiel. L'élection présidentielle est supprimée ; désormais, le président de la République, élu par le Parlement réuni en congrès, aura un rôle honorifique. Le pouvoir exécutif revient au président du Conseil des ministres, également élu par le Parlement. Une réforme contestée, menée sans consensus, que l'opposition juge autoritaire et précipitée.

U comme… Union africaine

Addis-Abeba, 25 mai 1963 : naissance de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). L'ambition ? Fonder une union politique et économique du continent. Hélas, les divisions internes en ont freiné la réalisation. Devenue Union africaine en 2002, l'organisation peine encore à imposer son autorité. La récente désintégration du bloc ouest-africain sonne comme un avertissement : l'UA est à la croisée des chemins, entre injonctions souverainistes et exigences d'intégration.

V comme… Vérité

« La vérité rougit les yeux mais ne les crève pas », dit un proverbe africain. Et rien ne saurait contredire Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement (BAD), lorsqu'il affirme que l'Afrique, dotée de 6 500 milliards de dollars de ressources naturelles, de 65 % des terres arables non cultivées et d'une population jeune, n'a aucune excuse d'être pauvre. Pour y remédier ? « Retrousser nos manches, éradiquer la corruption, et gérer nos ressources dans l'intérêt de nos peuples ».

W comme… Wangari

Wangari Maathai, militante kényane et fondatrice du Mouvement de la ceinture verte, fut la première femme africaine à recevoir le prix Nobel de la paix, en 2004. Son engagement en faveur de l'environnement, de la démocratie et des droits des femmes a fait d'elle une icône. Décédée en 2011, elle continue d'inspirer partout dans le monde. Elle avait su tisser un lien entre écologie et justice sociale, anticipant de nombreux combats contemporains.

X comme… Xénophilie

La richesse africaine réside aussi dans sa diversité culturelle. Cultiver la xénophilie, c'est s'enrichir de l'autre, de ses différences, de ses valeurs. Et si la réponse africaine à la xénophobie était justement cette capacité à accueillir, à dialoguer sans arrogance, à créer du lien dans la différence ? L'Afrique attend aussi des autres qu'ils la considèrent à sa juste valeur : comme un partenaire responsable, capable de ses choix et porteur de solutions.

Y comme… Yaoundé

En mai 2010, Yaoundé accueillait Africa21, conférence internationale pour réfléchir aux défis du continent à l'orée du 21e siècle. Cinquante ans après les indépendances, il s'agissait d'envisager une Afrique consciente de ses forces, respectueuse de ses propres règles, et résolument tournée vers l'avenir. Quinze ans plus tard, force est de constater que les ambitions de cette époque restent en grande partie à concrétiser…

Z comme… Zlecaf

La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ambitionne de dynamiser le commerce intra-africain. Elle pourrait, selon les estimations, sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté et générer jusqu'à 450 milliards de dollars de gains, dont 300 milliards grâce à la simplification des procédures douanières et à la levée des barrières non tarifaires. À ce jour, 54 États ont signé l'accord, et 47 l'ont ratifié. Un grand pas vers l'intégration économique africaine. À condition de passer de la promesse… à la pratique.■

NOTREAFRIK

À EMPORTER PARTOUT AVEC VOUS

Restez **informés!** Restez **connectés!**



Votre **abonnement numérique**

L'actualité **africaine,** où et quand vous voulez

Download on the App Store

ANDROID APP ON Google play

Achetez et téléchargez votre magazine sur Apple Store et Google play

SAMORI MEDIA CONNECTION - Avenue de la chasse n°133 -135 1040 - Bruxelles

www.notreafrik.com **NotreAfrik** **@NotreAfrik**

TÉMOIGNAGES

Malik Sarr, ancien directeur du Bureau régional de l'OIF pour l'Océan Indien.

« Un phare dans la tourmente des paradigmes mondiaux »



« Numéro 100, chiffre symbolique s'il en est ! Je suis heureux de féliciter le Fondateur et les animateurs du Journal, qui a su trouver et développer sa voie dans la difficile mission d'informer en et sur l'Afrique. Le Journal Notre Afrik est reconnu pour son engagement à fournir une couverture approfondie et pertinente des actualités africaines dans tous les domaines. Par exemple, il a récemment publié un article détaillé sur le décès du maître de la kora, Toumani Diabaté, mettant en lumière les hommages de personnalités telles que Youssou Ndour, qui a salué en lui un "ambassadeur de l'Afrique" et un "virtuose de la Kora".
De plus, Notre Afrik a abordé des sujets sensibles avec rigueur, comme le rapport de la commission mixte franco-camerounaise sur l'implication de la France dans la guerre d'indépendance du Cameroun, offrant ainsi à ses lecteurs une perspective éclairée sur des questions historiques complexes.
Dans le monde en plein bouleversement que nous vivons, un monde où toutes les grilles de lecture deviennent obsolètes, où tous les paradigmes se complexifient et où la prospective devient une gageure, je suis certain que Notre Afrik nous aidera à y voir clair et mieux nous protéger !
À chaque parution, le Journal s'efforce de refléter fidèlement les réalités du continent africain. C'est toujours un plaisir de le parcourir partout où je le trouve. Personnellement, j'adore le lire dans l'avion... Bonne continuation ! »

Jules Savaria, Diplomate canadien à la retraite.

« Une rigueur panafricaine au service de la vérité »



« À l'heure où nous sommes inondés de faked news, comment ne pas souligner la pertinence et l'importance d'une revue comme Notre Afrik et se réjouir de la parution du 100e numéro ! Quel bel accomplissement ! On a dit à juste titre que l'affaiblissement de l'esprit critique était sans doute le plus grand danger qui menaçait actuellement notre démocratie. Notre Afrik maintient un standard qui aide à développer cet esprit critique, condition indispensable pour une information juste et objective.
Comment ne pas souligner également la justesse de la vision de son fondateur, lequel a tenu à compléter en quelque sorte la revue par la tenue annuelle du Rebranding Africa Forum axé sur un renouvellement de l'image de marque du continent et promouvant l'émergence de nouveaux leaders qui en sont porteurs. Félicitations pour ces contributions dont on ne saurait surestimer l'importance pour le devenir de l'Afrique et son positionnement sur l'échiquier mondial actuellement en profonde transformation !
Vive Notre Afrik! Bon vent vers le 200e numéro ! »

Tertius ZONGO, Directeur de la Chaire Sahel de la FERDI, Ancien Premier Ministre du Burkina Faso.

« Un rempart contre la désinformation »



« Notre Afrik symbolise l'engagement de la rédaction, d'aller au-delà de la vision qui a soutenu le lancement de Fasozine. En effet, Notre Afrik, tout en maintenant le professionnalisme, a ouvert la voie, tant à la diversification des sujets traités, qu'à l'espace couvert. Ce nouveau Journal annonçait son ambition internationale tout en gardant sa rigueur dans l'analyse de l'évolution du monde, mais aussi sa spécificité dans la recherche de réponses africaines aux questions de notre temps. Au Directeur de publication et à toute son équipe, j'adresse mes félicitations et encouragements. Ce centième numéro n'est qu'une étape. Que votre engagement à apporter une information juste, dans un monde où la désinformation semble prospérer, soit votre boussole et votre motivation. Plein succès à Notre Afrik, et à bientôt pour le deux- centième numéro, avec tout notre soutien. »

Hugues Fabrice Zango, Champion du monde en salle du triple saut.

« Pour une Afrique qui saute les barrières du narratif »



« Changer le narratif sur l'Afrique tout en transmettant une information juste. C'est cet effort que je vois à travers le magazine Notre Afrik. J'y trouve personnellement des "insides" et des informations très privilégiées dévoilant les potentialités de l'économie africaine, qui nous encouragent à persévérer dans notre quête d'une Afrique prospère. "Notre Afrik", on ne pouvait pas trouver mieux comme appellation ! Longue vie à ce magazine ! »

Kitoko Gata Ngoulou, Ambassadeur du Tchad auprès des États-Unis d'Amérique – Fondateur de l'organisation Black Majesty

« L'encre vive d'une Afrique qui se raconte et se relève »



"Chaque fois que je tiens entre mes mains un numéro de Notre Afrik, c'est une Afrique résiliente, audacieuse et plurielle qui me tend les bras. Ce magazine, bien plus qu'un périodique, est un acte de foi en notre capacité à écrire nous-mêmes notre récit. À travers ses enquêtes percutantes, ses récits vibrants et ses témoignages authentiques, Notre Afrik ne documente pas seulement l'histoire de notre continent – il la façonne.

En tant qu'ambassadeur, mais surtout en tant que fille de ce continent, je salue cette tribune qui élève les voix africaines sans filtre ni concession. Votre engagement à célébrer nos héritages tout en interrogeant nos défis fait de vous un phare pour notre jeunesse. Une jeunesse que je m'efforce, chaque jour, de fédérer autour d'une vérité simple : l'Afrique est son propre remède, pourvu qu'on lui donne les moyens de s'exprimer.

Soutenir Notre Afrik, c'est soutenir cette Afrique qui ose, qui innove et qui se réinvente. Que votre 100e numéro soit le prélude à cent autres pages de lucidité, de fierté et d'espoir. Continuons ensemble à décoloniser les imaginaires et à cultiver, par les mots, le continent de demain"

TÉMOIGNAGES

Mohamed Ibn Chambas, Président du Panel de haut niveau de l'UA sur le Soudan et Haut Représentant de l'UA pour l'Initiative "Faire taire les armes en Afrique"

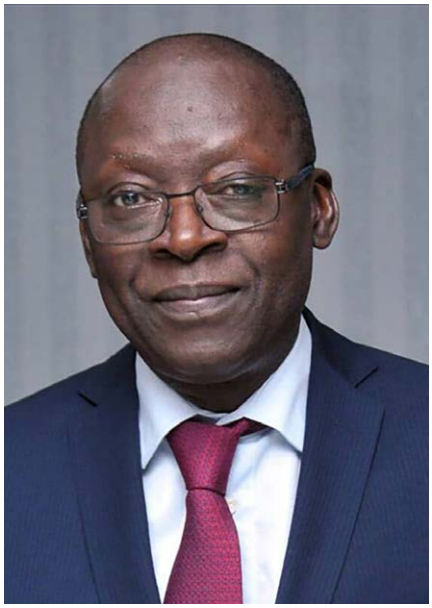
« Une voix afrocentrée pour une prospérité partagée »



« Notre Afrik est un magazine qui occupe véritablement l'espace médiatique africain ces derniers temps, en présentant des reportages pertinents et des analyses sur les développements contemporains de l'Afrique. Ce magazine a particulièrement offert une plateforme aux intellectuels, aux leaders et pionniers du continent dans les secteurs économiques, financiers, de l'entrepreneuriat, de l'exploitation minière, des infrastructures, de la technologie et de l'industrie. Le magazine a assuré une couverture équilibrée, non seulement des questions politiques, mais aussi de celles qui sont tout aussi essentielles pour transformer la vie des Africains. Sa philosophie afrocentrée constitue une formidable contribution aux voies de construction de sociétés africaines stables et bien gouvernées, créant une prospérité partagée pour les peuples du continent. »

Abdoulaye Bio Tchané, Ministre d'Etat en charge de la coordination de l'action gouvernementale et du Développement-République du Bénin

« La preuve par cent d'un journalisme d'impact »



« Quinze ans d'existence et 100 éditions d'engagement, de passion et de rigueur journalistique ! Aujourd'hui, nous célébrons avec fierté le numéro 100 du magazine Notre Afrik, un média qui, au fil des années, s'est imposé comme une référence incontournable dans le paysage médiatique africain et international.

Depuis sa création, Notre Afrik s'est donné pour mission d'éclairer, d'informer et d'analyser les grands enjeux politiques, économiques, culturels et sociaux du continent. Grâce à une approche rigoureuse et un regard panafricain, le magazine a su gagner la confiance de ses lecteurs en offrant des contenus de qualité, pertinents et objectifs.

Derrière cette réussite se trouve un homme de vision, un leader infatigable : Thierry HOT, fondateur et manager du magazine. Par son savoir-faire, son expérience et son leadership, il a su bâtir un média solide, respecté et influent. Son engagement sans faille pour une information libre et éclairée a permis à Notre Afrik de franchir les défis et de se hisser au rang des médias qui comptent sur le continent.

Si j'ai aimé Notre Afrik, c'est aussi parce qu'il présente une Afrique qui agit, qui réussit et qui gagne. Une Afrique qui ne se résume pas aux clichés habituels, mais qui incarne le dynamisme, l'innovation et l'excellence. Ce regard positif et engagé sur notre continent est une véritable source d'inspiration et un moteur de fierté.

Cette étape symbolique franchie est l'occasion de saluer non seulement la qualité du travail accompli, mais aussi la résilience et la détermination de toute l'équipe qui, sous l'impulsion de Thierry HOT, continue de porter haut la voix d'une Afrique ambitieuse et conquérante. »

Serge Mathias Tomondji, Ancien directeur de publication de Notre Afrik.

« Dans les coulisses d'un rêve devenu référence »



« Et Notre Afrik livre son centième numéro ! Mon émotion est grande en ce moment où ce titre de la presse panafricaine opère cette sortie symbolique. Tellement d'efforts, de sacrifices, de nuits blanches ont amené à ce résultat. Et j'en suis d'autant plus fier que j'ai été, à la fois, dans la cuisine de cet enchantement et dans la salle d'accouchement de ce bébé.

On était en 2010. Thierry Hot, qui avait déjà lancé depuis 2005 à Ouagadougou le magazine Fasozine, qui faisait la part belle aux diasporas burkinabè dans le monde, m'informe de son intention de créer un titre panafricain sur lequel il a sollicité mon engagement « à 200 % » !

En deux temps, trois mouvements, l'orientation et le contenu du tout premier numéro sont validés, et la routine de fabrication se met en place. Les numéros s'enchaînent mois après mois, et j'espère avoir modestement répondu au défi professionnel qui m'a été confié.

Cette année-là en effet, l'Afrique noire francophone célébrait le cinquantième anniversaire de son accession à l'indépendance. Et l'aspiration pour un nouveau regard sur les problèmes africains était forte. Notre Afrik a ainsi eu le mérite de porter cette voix nouvelle et de proposer une grille de lecture plus pertinente sur les questionnements d'un continent en pleines mutations. De Rabat à Ouagadougou, en passant par Brazzaville, Yaoundé, Abidjan, Cotonou, Kinshasa et Bruxelles… Notre Afrik a apporté sa tonalité, évoquant, numéro après numéro, les trains qui arrivent à l'heure, sans jamais occulter ceux qui arrivent en retard.

Je suis fier et heureux d'avoir participé à un haut niveau, pendant cinq années, à cette belle aventure. Et je suis davantage comblé aujourd'hui de savoir que les fidèles lecteurs de Notre Afrik feuillent le centième numéro de ce magazine qui n'a eu de cesse de mettre l'Afrique au cœur de l'info mondiale. Merci Thierry Hot. Merci à tous ceux et celles qui ont rendu le rêve possible et poursuivi cette formidable œuvre de pédagogie informationnelle, dans un monde qui bouge, bouge, bouge… »

Julien Etogo, Economiste -Consultant en renforcement des capacités.

« Notre Afrik, le souffle panafricain d'une Afrique en éveil »



« Après plus d'une décennie d'existence, Notre Afrik s'est imposé comme un phare de l'analyse politique, économique, culturelle en Afrique. Ses articles, toujours pertinents et rigoureux, offrent une compréhension approfondie des dynamiques complexes qui façonnent notre continent. En célébrant le panafricanisme, Notre Afrik a su rassembler les voix et les perspectives de toute l'Afrique, renforçant ainsi notre unité et notre identité collective.

Son fondateur Thierry HOT, un véritable visionnaire, a été le moteur de cette réussite. Sa détermination à promouvoir une Afrique forte, indépendante et prospère a inspiré chaque membre de l'équipe et chaque lecteur. Grâce à son leadership éclairé, Notre Afrik continue de jouer un rôle crucial dans l'éveil des consciences et la promotion du développement durable en Afrique. Joyeux 100e numéro à Notre Afrik, et que les décennies à venir soient encore plus fructueuses et impactantes. »

TÉMOIGNAGES

Louisette-Renée Thobi Etame Ndedi, Secrétaire générale de la Conférence ministérielle de la jeunesse et des sports de la francophonie-Confejes.



« Une boussole médiatique pour l'Afrique d'aujourd'hui»

« Lorsque le Groupe Samori Media Connection lance Notre Afrik en 2010, il ambitionne d'en faire une référence panafricaine et un fervent défenseur de l'Afrique. Quatorze ans plus tard, le pari est brillamment relevé. Doté d'une mise en page soignée et d'un ton juste, le magazine s'impose dès ses débuts comme une voix crédible et moderne au sein d'un espace médiatique dominé par les réseaux sociaux. En tant que lectrice fidèle, j'ai pu apprécier la richesse, la rigueur et la profondeur de ses analyses sur la politique, l'économie, le sport ou la culture.

Notre Afrik s'est affirmé comme un outil précieux pour les décideurs, investisseurs, intellectuels, artistes et sportifs, offrant une lecture lucide et éclairante des réalités du continent. Malgré les turbulences, le magazine a su garder le cap, valorisant initiatives positives et récits inspirants, sans céder au sensationnalisme.

Alors qu'il s'apprête à publier son 100e numéro, Notre Afrik continue de faire entendre la voix d'une Afrique fière, ambitieuse et résiliente. Dans un monde en mutation, il demeure ce miroir fidèle de notre continent, à l'écoute des grands enjeux, des figures émergentes, et des mutations technologiques, comme l'intelligence artificielle. Puisse ce cap symbolique ouvrir une ère d'innovation éditoriale, pourquoi pas vers une parution bimestrielle. Bon vent au magazine de Thierry Hot!»

Lynda Aphing-Kouassi, Fondatrice et CEO du Cabinet International, Kaizene.



« La voix des oubliés, le miroir des espoirs africains »

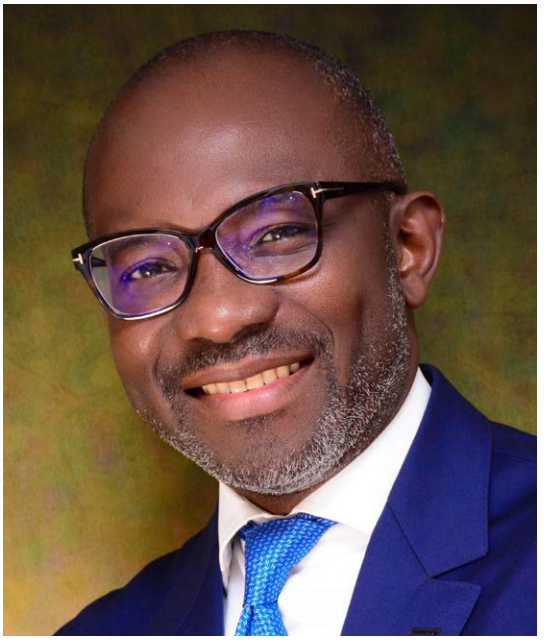
« Un immense bravo au magazine Notre Afrik et à son président Thierry Hot pour leur engagement inspirant en faveur du développement de notre continent. À travers chaque page, chaque sujet, chaque témoignage, vous éclairez les enjeux, valorisez les talents et portez haut les voix souvent oubliées.

Votre travail en faveur du women's empowerment, de l'accès à l'information et de la construction d'une Afrique forte, autonome et écoutée est un vrai souffle d'espoir. Vous contribuez à tracer le chemin pour les générations futures, à bâtir une Afrique qui se prend en main et affirme sa place dans le monde.

L'information est la clé, la lecture est la porte… et vous, Thierry Hot, êtes cet instrument précieux qui permet de les ouvrir. Merci pour votre vision, votre passion et votre détermination. Merci de donner une voix à ceux qui n'en ont pas toujours. Merci de croire, profondément, en l'Afrique. »

Didier Acouetey, CEO Afrisearch.

« Notre Afrik, un récit d'Afrique écrit par l'Afrique elle-même »



« Dans un monde où l'image de l'Afrique est encore trop souvent façonnée par des regards extérieurs, il est essentiel de pouvoir compter sur des voix authentiques, engagées et passionnées pour raconter notre histoire avec justesse et fierté. Notre Afrik fait partie de ces voix majeures qui, depuis plus de dix ans, éclairent, informent et inspirent.

Atteindre le cap symbolique du 100e numéro est bien plus qu'un accomplissement éditorial. C'est la preuve d'une constance, d'un engagement de fond et d'une vision affirmée : celle d'une Afrique dynamique, innovante et pleine de promesses.

Notre Afrik s'est imposé comme un magazine de référence, capable de valoriser les réussites africaines, d'analyser les grands enjeux du continent, et de proposer des perspectives ambitieuses pour son avenir.

À toute l'équipe, aux journalistes, aux contributeurs et aux partenaires, je tiens à adresser mes plus sincères félicitations pour ce parcours remarquable.

Et à Thierry Hot, pour son leadership et sa foi indéfectible dans la force des idées, des mots et de l'Afrique, un immense bravo ! Que ce 100e numéro soit le point de départ d'un nouveau chapitre encore plus ambitieux. »

Mario Giro, Médiateur de la communauté Sant Egidio. Ancien Ministre des Affaires étrangères. République d'Italie.

« Au service d'une Afrique libre et ambitieuse »



Notre Afrik arrive à 100! C'est un jalon important et significatif. Nous nous sommes tous réjouis de son apparition et maintenant nous nous réjouissons de sa réussite. Dans notre monde compliqué et chaotique, la présence d'une revue comme Notre Afrik est essentielle : vraiment indépendante, libre dans ses commentaires, accessible à tous et intéressée au continent dans son ensemble, surtout à l'univers des jeunes africains qui désormais s'expriment et décident tous seuls et nous réservent des surprises pour l'Afrique de demain. Et alors en avant Notre Afrik !



“NOUS DEVONS ÉTENDRE LA COUVERTURE SOCIALE À TOUS LES TRAVAILLEURS,,

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) joue un rôle central dans la protection sociale au Tchad. L'institution est confrontée à d'énormes et les réformes mises en œuvre visent à renforcer son efficacité et son impact.

● Quel bilan faites-vous de l'état de la CNPS en termes de gestion des prestations sociales et de couverture des bénéficiaires ?

Le bilan est globalement positif. La CNPS se porte bien, et les prestations sont régulièrement versées aux retraités, rentiers et veuves. Les cotisations sociales sont également bien recouvrées auprès des employeurs. Chaque année, nous recevons des centaines de nouvelles demandes de prestations, que nous traitons efficacement grâce à un système optimisé. Nous avons mis en place un guichet unique qui permet de filtrer les dossiers dès leur dépôt. Cela nous aide à rejeter immédiatement ceux qui sont incomplets ou incohérents, réduisant ainsi considérablement les délais de traitement. Par ailleurs, notre système d'information intégré permet de suivre en temps réel la position d'un dossier dans le circuit de traitement. Cela responsabilise les agents et limite les pertes de dossiers ou les lenteurs administratives. En ce qui concerne la couverture sociale, nous observons une progression constante du nombre de bénéficiaires, ce qui est logique avec l'arrivée de nouveaux retraités et l'accroissement démographique. Cependant, nous devons faire face à des défis, notamment les fermetures d'entreprises qui réduisent nos ressources, puisque les cotisations sociales restent notre principale source de financement.

● Quels sont les principaux défis auxquels la CNPS est confrontée, notamment dans un contexte de diversification économique et de pression démographique croissante ?

Le principal défi réside dans la croissance plus rapide des dépenses techniques par rapport aux recettes. La conjoncture économique entraîne une baisse du nombre d'employeurs actifs, et ceux qui s'immatriculent le font souvent en tant que promoteurs sans employés, ce qui ne génère pas de cotisations sociales. Dans le même temps, la pression démographique augmente, notamment avec la prise en charge des enfants des assurés, ce qui alourdit nos charges. Heureusement, la diversification de notre portefeuille d'investissements (actions,titres, placements immobiliers) nous permet de faire face à cette évolution. Nous avons aussi instauré une rigueur budgétaire qui nous a permis de respecter les ratios prudentiels de gestion fixés par la CIPRESS.

Mais le défi majeur auquel nous devons répondre, comme tous les organismes de sécurité sociale en Afrique et ailleurs, est l'extension de la couverture sociale au secteur informel et rural. Aujourd'hui, notre système couvre essentiellement les travailleurs salariés, alors qu'ils ne représentent que moins de 10 % de la population active au Tchad. Il est donc impératif d'inclure les travailleurs indépendants, du secteur informel et les travailleurs migrants dans notre dispositif de prévoyance sociale. Cette question est d'ailleurs au cœur des discussions internationales menées par l'Union Africaine, l'OIT et l'AISS. Au niveau national, l'État a pris l'initiative avec la Stratégie Nationale de Protection Sociale 2024-2028, actuellement en cours de validation.

● Quelles réformes avez-vous initiées ou prévoyez-vous pour améliorer l'efficacité de la CNPS ?

Nous avons engagé plusieurs réformes sur les plans social, économique, organisationnel et technologique.

Sur le plan social : *Nous avons pris en charge les agents contractuels de l'État, qui ne bénéficiaient d'aucune pension depuis plus de 40 ans. Par souci de justice sociale, nous avons rétabli leurs droits et instauré un seuil minimal pour garantir un revenu vital aux retraités les plus vulnérables. Par ailleurs, nos agents se déplacent désormais à domicile pour payer les pensions des grabataires, évitant ainsi à ces derniers des déplacements pénibles et coûteux.*

Sur le plan économique : *La CNPS joue un rôle majeur dans l'économie nationale en injectant régulièrement des fonds dans le système bancaire via le paiement des prestations sociales. Ces ressources sont ensuite utilisées par les banques pour financer des entreprises et stimuler l'investissement.*

Sur le plan organisationnel : *Nous avons mis en place des commissions pour liquider les dossiers en attente et transformé notre accueil en guichet unique, ce qui a significativement amélioré la gestion des requêtes des assurés. Malgré un contexte économique difficile, nous atteignons régulièrement les objectifs de recouvrement fixés par le Conseil d'Administration.*

Sur le plan technologique : *Nous accélérons la digitalisation de nos services. L'immatriculation en ligne et la gestion des carrières seront bientôt disponibles, ainsi que plusieurs autres services numériques destinés aux employeurs et aux assurés.*



Parmi les grandes réformes à venir, nous pouvons citer :

L'adoption d'un nouveau code de sécurité sociale ;
La réforme du cadre institutionnel de la CNPS ;
L'extension de la couverture sociale aux travailleurs indépendants et aux travailleurs migrants ;
L'ouverture d'un centre d'affaires et d'une clinique moderne ;
L'opérationnalisation du Centre Médico-Social de la Patte d'Oie.

Comment la CNPS s'intègre-t-elle dans les efforts du gouvernement pour stabiliser l'économie et améliorer les conditions de vie des citoyens ?

En tant qu'établissement public, la CNPS met en œuvre la politique sociale du gouvernement. Nos prestations jouent un rôle crucial en atténuant les chocs économiques subis par les travailleurs et leurs familles. Elles aident à supporter les charges supplémentaires (allocations familiales) ou remplacent un revenu perdu (pension de retraite).À l'international, nous participons activement aux travaux de l'OIT, de l'AISS et de la CIPRESS, où nous échangeons avec d'autres institutions de prévoyance sociale pour améliorer nos pratiques. Nous avons récemment pris part au Forum Africain de Sécurité Sociale en Afrique du Sud, qui portait sur l'extension de la couverture au secteur informel et rural.

Sur le plan sanitaire : *Nous contribuons également à l'amélioration des infrastructures de santé. La CNPS a lancé la construction d'une clinique moderne qui viendra renforcer l'offre de soins du pays.*

Quels sont vos objectifs prioritaires pour les années à venir ?

Notre priorité absolue est l'élargissement de la couverture sociale aux travailleurs indépendants et du secteur informel. Cela demande la mise en place d'un mécanisme adapté, et nous y travaillons activement.Nous continuerons aussi nos efforts pour améliorer la gestion et la digitalisation de nos services. La modernisation de notre système nous permettra d'être plus réactifs et transparents.Enfin, nous poursuivrons nos investissements économiques et sociaux pour garantir la pérennité de la CNPS tout en soutenant le développement du pays. Notre objectif est clair : bâtir une sécurité sociale plus inclusive et plus efficace pour tous les travailleurs tchadiens.



SOMMAIRE

Tchad
L'AVENIR EN CONFIANCE... P.66

CAP SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE P.68

GOUVERNANCE ET RÉFORMES : DES PAS DE GÉANT P.70

DIPLOMATIE ET SOUVERAINETÉ : LE TCHAD AFFINE SON JEU STRATÉGIQUE P.72

DÉFIS SOCIAUX ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN : UNE NATION PORTÉE PAR SA VITALITÉ P.74

Dossier réalisé par Simon Pierre ETOUNDI, Suzanne CHEVALIER et Maïmounatou ABDOULAYE

Tchad

L'avenir en confiance...



Après des années de transition, le Tchad entre dans une phase décisive de son histoire. Avec la restauration de l'ordre constitutionnel, l'élection de Mahamat Idriss Déby Itno à la tête du pays et la confirmation du Mouvement Patriotique du Salut (MPS) comme pilier du paysage politique, une nouvelle dynamique s'amorce. La création du Sénat, complétant l'architecture institutionnelle, marque une étape significative vers une gouvernance plus structurée. Désormais, l'heure est venue d'engager pleinement la bataille du développement économique et social, en s'appuyant sur les atouts du pays, tout en consolidant ses acquis en matière de sécurité et de souveraineté.

Un socle politique renouvelé, un défi de gouvernance

D'une manière générale, l'issue de la transition a permis au Tchad de retrouver un cadre institutionnel stable, offrant un levier essentiel pour répondre aux attentes d'une population en quête de progrès. Toutefois, stabilité ne signifie pas immobilisme. Il s'agit désormais d'ancrer cette nouvelle configuration dans une gouvernance efficace, transparente et résolument tournée vers les besoins des citoyens. L'équilibre des pouvoirs, la consolidation démocratique et la participation citoyenne sont autant de chantiers où le Tchad joue sa crédibilité. La paix politique reste fragile, et l'adhésion populaire aux nouvelles institutions sera déterminante pour inscrire ce renouveau dans la durée.

Un pays sous les projecteurs des marchés financiers

L'obtention en octobre 2024 d'une double notation de crédit par Standard & Poor's et Fitch Ratings a propulsé le Tchad sur la scène financière internationale. L'attribution d'un «B-» avec perspective stable atteste à la fois des progrès réalisés en matière de gestion budgétaire et des défis qui restent à relever pour consolider la confiance des investisseurs. Si cette reconnaissance ouvre des perspectives de financement plus favorables, elle ne saurait masquer les vulnérabilités structurelles du pays. Le pétrole, pilier de l'économie nationale, demeure un moteur fragile face aux aléas des marchés mondiaux, rendant impératif un effort soutenu de diversification.

L'indispensable mutation économique

L'urgence d'une transformation économique ne fait plus débat. Si l'or noir constitue une rente essentielle, il ne saurait être l'unique levier de développement. L'agriculture et l'agro-industrie, secteurs au potentiel immense, restent largement sous-exploités. L'enjeu est double : moderniser les chaînes de production et assurer des débouchés commerciaux solides à l'échelle régionale. Les infrastructures, pierre d'achoppement du développement, doivent suivre le rythme des ambitions. Routes, systèmes de transport, interconnexions énergétiques... Autant de maillons manquants qui freinent l'intégration



© DR

économique et limitent la circulation des biens et des personnes.

Entre résilience sécuritaire et souveraineté renforcée

Le Tchad ne peut se détourner de ses impératifs sécuritaires. Situé au cœur d'une région marquée par l'instabilité, le pays reste un acteur incontournable dans la lutte contre le terrorisme et les tensions transfrontalières. L'engagement militaire tchadien, en première ligne dans les opérations de maintien de la paix au Sahel, témoigne d'une posture stratégique essentielle, mais qui absorbe d'importantes ressources financières. Le défi est donc de parvenir à un équilibre entre sécurité et développement, en veillant à ce que l'effort de défense ne se fasse pas au détriment des investissements nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de la population.

L'urgence climatique : entre menaces et opportunités

Le lac Tchad, emblème des bouleversements environnementaux affectant le pays, symbolise l'urgence d'une adaptation climatique efficace. Sa régression drastique affecte des millions de personnes dépendant de ses eaux pour l'agriculture, la pêche et l'élevage. L'enjeu est crucial : assurer une gestion durable des ressources naturelles tout en intégrant des solutions innovantes pour répondre aux défis du réchauffement climatique. L'irrigation, la préservation des terres agricoles et la gestion des bassins hydriques sont autant de priorités pour garantir la sécurité alimentaire et prévenir les conflits liés à l'accès aux ressources.

> **« L'URGENCE D'UNE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE NE FAIT PLUS DÉBAT. SI L'OR NOIR CONSTITUE UNE RENTE ESSENTIELLE, IL NE SAURAIT ÊTRE L'UNIQUE LEVIER DE DÉVELOPPEMENT. L'AGRICULTURE ET L'AGRO-INDUSTRIE, SECTEURS AU POTENTIEL IMMENSE, RESTENT LARGEMENT SOUS-EXPLOITÉS.**

Une nation en mouvement, une population en quête d'avenir

Malgré les obstacles, le Tchad dispose de ressources humaines et naturelles capables d'impulser une transformation en profondeur. La jeunesse, les entrepreneurs, la société civile… Tous sont les acteurs d'un dynamisme émergent, porteur d'espoir. L'État, pour sa part, se doit d'encadrer cette effervescence par des réformes adaptées, favorisant l'épanouissement économique et social.

Notre Afrik offre une immersion dans les mutations du Tchad, scrutant les avancées réalisées, les initiatives structurantes et les personnalités qui façonnent l'avenir du pays. Plus qu'un simple état des lieux, il s'agit d'une exploration des chemins possibles vers un Tchad prospère, résilient et maître de son destin. Car l'histoire ne se décrète pas : elle se construit, jour après jour, choix après choix.■

Cap sur la relance économique

Le Tchad tourne progressivement la page d'une économie mono-exportatrice centrée sur le pétrole. Porté par une volonté politique renouvelée, le pays s'attelle à diversifier ses sources de croissance et à réformer son environnement économique pour attirer investissements et partenaires.

Dans les rues poussiéreuses de N'Djamena, l'effervescence est palpable. Derrière les apparences d'un quotidien encore marqué par les défis structurels, une dynamique nouvelle s'installe. Le Tchad, pays sahélien enclavé, enclenche lentement mais résolument une transformation de son modèle économique. « L'heure n'est plus à la dépendance au pétrole. Nous devons exploiter tout le potentiel de notre territoire », affirme Tahir Hamid Nguilin, ministre d'État en charge des Finances, du Budget, de l'Économie et de la Coopération.

Après des années de vulnérabilité face aux chocs extérieurs — fluctuations du prix du brut, insécurité régionale, crises climatiques —, l'exécutif mise aujourd'hui sur un triptyque : rigueur budgétaire, attractivité de l'investissement et diversification productive. Parmi les réformes phares : la modernisation de l'administration fiscale, l'assainissement des finances publiques et la digitalisation des procédures douanières. « Ces mesures visent à créer un climat plus propice aux affaires, avec un cadre réglementaire clair et incitatif », explique Mariam Mahamat Nour, ancienne ministre.

Au-delà du pétrole, le Tchad dispose de ressources encore peu exploitées. L'agriculture, par exemple, représente un gisement de croissance insoupçonné. Les terres arables abondent dans le sud du pays, et des filières comme le coton, la gomme arabique ou le sésame regagnent en dynamisme. Des initiatives locales, comme les projets d'irrigation à Linia ou les pôles agro-industriels de Sarh, témoignent d'un tournant vers une agriculture modernisée, tournée vers l'exportation.

Le secteur de l'élevage n'est pas en reste : il contribue à hauteur de 20 % au PIB, selon la Banque mondiale, et fait vivre une large partie de la population. Des réformes sont engagées pour structurer les filières viande et cuir, avec en ligne de mire les marchés régionaux et internationaux. « L'enjeu est de passer d'une économie informelle à une économie transformée, créatrice de valeur et d'emplois », soutient Dr Nguetebaye Malachie, économiste tchadien et consultant indépendant.

> **« APRÈS DES ANNÉES DE VULNÉRABILITÉ FACE AUX CHOCS EXTÉRIEURS — FLUCTUATIONS DU PRIX DU BRUT, INSÉCURITÉ RÉGIONALE, CRISES CLIMATIQUES —, L'EXÉCUTIF MISE AUJOURD'HUI SUR UN TRIPTYQUE : RIGUEUR BUDGÉTAIRE, ATTRACTIVITÉ DE L'INVESTISSEMENT ET DIVERSIFICATION PRODUCTIVE.**

Autre levier : l'énergie solaire. Dans un pays où le taux d'électrification reste inférieur à 12 %, les projets solaires, tels que celui de Djermaya soutenu par la SFI (Société financière internationale), suscitent un intérêt croissant. Le gouvernement entend capitaliser sur l'ensoleillement exceptionnel du territoire pour renforcer son autonomie énergétique et alimenter son industrialisation naissante.

En matière de gouvernance, le Tchad bénéficie également du soutien de partenaires techniques et financiers. Le FMI, qui a conclu un accord de Facilité élargie de crédit en 2021, accompagne les réformes macroéconomiques, tandis que la Banque africaine de développement (BAD) finance des programmes dans les secteurs prioritaires. « Le Tchad a une fenêtre d'opportunité pour réorienter son développement vers une croissance inclusive », analyse Binta A., une fonctionnaire du PNUD à N'Djamena.

Le chemin reste semé d'embûches : climat des affaires encore fragile, pauvreté persistante, exposition

aux risques climatiques et sécuritaires… Mais l'élan semble lancé. L'intégration régionale, notamment via la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), pourrait également offrir de nouveaux débouchés aux produits tchadiens. À condition de maintenir le cap des réformes, le Tchad pourrait bien, dans les années à venir, écrire une nouvelle page de son histoire économique — plus résiliente, plus inclusive, et surtout, moins dépendante d'un seul produit. Comme le dit Tahir Hamid Nguilin, « le pétrole nous a mis debout, mais ce sont nos terres, notre jeunesse et nos idées qui nous feront avancer ».■



Une économie à ciel ouvert : le Tchad cultive ses nouveaux atouts.

Le chiffre

8,5 % : c'est la croissance prévisionnelle du secteur agricole d'ici 2026, selon le ministère de l'Agriculture.



Gouvernance et réformes

Des pas de géant

Le Tchad s'est lancé dans une refondation institutionnelle sans précédent. Désormais doté d'un Sénat, le pays affirme son ambition d'une gouvernance plus moderne, inclusive et équilibrée.

Depuis la disparition du président Idriss Déby Itno en avril 2021, le Tchad s'est engagé dans une phase cruciale de transformation. Sous la présidence de Mahamat Idriss Déby Itno, le pays a mis en chantier un ensemble de réformes qui redessinent les contours de la gouvernance tchadienne.

À la suite du Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) de 2022, une nouvelle Constitution a été adoptée, marquant un tournant vers une organisation plus institutionnalisée du pouvoir. Le pays est désormais doté d'un Parlement bicaméral, composé d'une Assemblée nationale et d'un Sénat, officiellement installé début 2025. « L'instauration du Sénat n'est plus un projet. Il est désormais une réalité, et il devra jouer pleinement son rôle de contrepoids démocratique », affirme Dr Youssouf I., constitu-



Le président Mahamat Idriss Déby Itno qui a été démocratiquement élu au terme de la transition veut accélérer le développement de son pays.

tionnaliste et professeur d'université à N'Djamena.

Composé de représentants des collectivités locales, de personnalités nommées et d'élus, le Sénat tchadien incarne la volonté de territorialiser davantage le pouvoir législatif. Il est appelé à consolider le processus de décentralisation et à assurer une représentation plus équilibrée des régions. *« Ce Sénat doit être un espace de modération, de réflexion et de veille, à condition de ne pas en faire une institution de confort politique »*, souligne Mme Kadidja M.S., sociologue engagée dans la promotion de la participation citoyenne.

> **SOUS LA PRÉSIDENCE DE MAHAMAT IDRISS DÉBY ITNO, LE PAYS A MIS EN CHANTIER UN ENSEMBLE DE RÉFORMES QUI REDESSINENT LES CONTOURS DE LA GOUVERNANCE TCHADIENNE.**

Les réformes s'accompagnent aussi d'un effort de modernisation de l'administration. Le programme e-Tchad, en cours de déploiement, prévoit la numérisation de l'état civil, la gestion électronique des ressources humaines de l'État et l'ouverture de plateformes de services publics en ligne. Une petite révolution dans un pays encore marqué par la lenteur administrative et la centralisation des décisions.

Mais au-delà des textes et des institutions, c'est la culture politique qu'il faudra transformer. « Le défi majeur, c'est de rendre ces institutions vivantes, utiles et connectées aux réalités quotidiennes des Tchadiens », affirme Me Félix N., avocat au barreau du Tchad. Pour lui, la réussite des réformes dépendra de leur appropriation par la population et du respect strict des principes de transparence.

Sur le terrain, des signaux encourageants apparaissent. Dans plusieurs provinces, des gouverneurs sont désormais soumis à des audits citoyens. Des comités de veille locale, parfois soutenus par le PNUD, participent à l'évaluation des politiques publiques. Ce retour progressif de la redevabilité est un indicateur que les réformes institutionnelles ne se limitent pas au sommet.

Le Tchad avance. Lentement, certes, mais avec un cap affiché: bâtir une gouvernance plus moderne, plus juste et mieux ancrée dans les réalités du pays. L'effectivité du Sénat, la nouvelle dynamique institutionnelle, et les premiers pas vers une administration connectée sont autant de signes d'un changement en cours. Reste à savoir si le souffle de la réforme survivra aux défis politiques, sécuritaires et sociaux qui persistent. Car plus qu'un virage, c'est une course de fond que le pays a engagée. ■

Les piliers de la nouvelle architecture institutionnelle

– Un Parlement bicaméral (Assemblée nationale + Sénat)

– Une nouvelle Constitution adoptée après le DNIS

– Réforme de la justice et du Conseil supérieur de la magistrature

– Politique de décentralisation accélérée

– Lutte renforcée contre la corruption



Diplomatie et souveraineté

Le Tchad affine son jeu stratégique

À la croisée des tensions sahéliennes et des ambitions continentales, le pays opère un subtil repositionnement sur l'échiquier diplomatique africain. Entre affirmation de sa souveraineté et diversification de ses alliances, il entend faire entendre sa voix dans un monde en recomposition.

Situé au cœur du Sahel, à la jonction de l'Afrique centrale et saharienne, le Tchad n'a jamais été un pays passif sur la scène diplomatique. Mais depuis quelques années, N'Djamena redéfinit ses lignes. Fini le rôle de simple partenaire sécuritaire. Le pays veut aujourd'hui être perçu comme un acteur stratégique, équilibré, et souverain dans ses choix.

« Le Tchad ne peut plus se contenter d'un rôle d'exécutant dans les stratégies régionales. Il entend désormais proposer, peser, et décider », affirme Dr Oumar Ahmat Mahamat, spécialiste des relations internationales et enseignant d'université.

La transition politique amorcée en 2021, avec l'arrivée du président Mahamat Idriss Déby Itno à la tête



Un diplomate parmi les siens : le Tchad affirme sa voix dans les débats africains.

du pays, a offert un contexte propice à ce repositionnement. Dans ses discours, le chef de l'État insiste régulièrement sur la souveraineté nationale, y compris dans les relations extérieures. Un message récurrent adressé à ses partenaires traditionnels, notamment la France, dont la présence militaire a été stoppée brusquement il y a quelques mois.

Mais ce repli apparent n'est pas un isolement. Bien au contraire. Le Tchad cherche à diversifier ses partenariats. L'intensification des liens avec la Turquie, les Émirats arabes unis, le Qatar ou encore la Russie en est la preuve. Sur le terrain militaire, la formation des forces de défense s'élargit à de nouveaux partenaires. Sur le plan économique, les

> **DANS SES DISCOURS, LE CHEF DE L'ÉTAT INSISTE RÉGULIÈREMENT SUR LA SOUVERAINETÉ NATIONALE, Y COMPRIS DANS LES RELATIONS EXTÉRIEURES. UN MESSAGE RÉCURRENT ADRESSÉ À SES PARTENAIRES TRADITIONNELS, NOTAMMENT LA FRANCE.**

échanges commerciaux avec l'Asie et le Golfe augmentent, notamment autour de l'agriculture, des infrastructures et de l'énergie solaire.

Cette stratégie repose sur un équilibre subtil. Le Tchad ne rompt pas avec ses partenaires historiques, mais élargit le cercle de ses alliés. « C'est une diplomatie d'ouverture mesurée, à la fois pragmatique et souverainiste », analyse Fatimé Abakar Daoud, ancienne ambassadrice et consultante en stratégie internationale.

L'Afrique, terrain d'action prioritaire

Si le monde est en ligne de mire, le continent africain reste le terrain de manœuvre central. Le Tchad est membre actif du G5 Sahel (malgré sa fragilisation récente), de la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale), et participe aux discussions sur la refondation de la coopération sahélienne, en parallèle de l'Alliance des États du Sahel (AES). En 2024, le pays a accueilli plusieurs sommets régionaux, affichant sa volonté d'être un pôle de stabilité diplomatique dans une région tourmentée.

Au-delà de la géopolitique classique, le Tchad prend aussi position sur des sujets transversaux : lutte contre le terrorisme, gestion des migrations, changement climatique. Le pays, durement frappé par l'assèchement du lac Tchad, milite pour une diplomatie environnementale plus offensive. En novembre 2024, lors du Sommet sur le Climat à Nairobi, la délégation tchadienne a été saluée pour ses propositions de coopération régionale sur la gestion des ressources en eau.

Le Tchad n'a pas la puissance économique du Nigeria, ni le poids diplomatique de l'Afrique du Sud. Mais il a ce que beaucoup recherchent : une position stratégique, une armée aguerrie, et une parole de plus en plus écoutée. En rééquilibrant ses alliances, en réaffirmant sa souveraineté et en s'impliquant dans les grands dossiers africains, le Tchad démontre qu'en diplomatie, la taille ne fait pas tout. La clarté de la vision et la constance des choix comptent tout autant.?■

Souveraineté affirmée

« La coopération ne doit jamais être une tutelle déguisée. Le Tchad coopère avec ceux qui respectent sa souveraineté. »

— Mahamat Idriss Déby Itno, discours à la nation, janvier 2024

Défis sociaux et développement humain

Une nation portée par sa vitalité

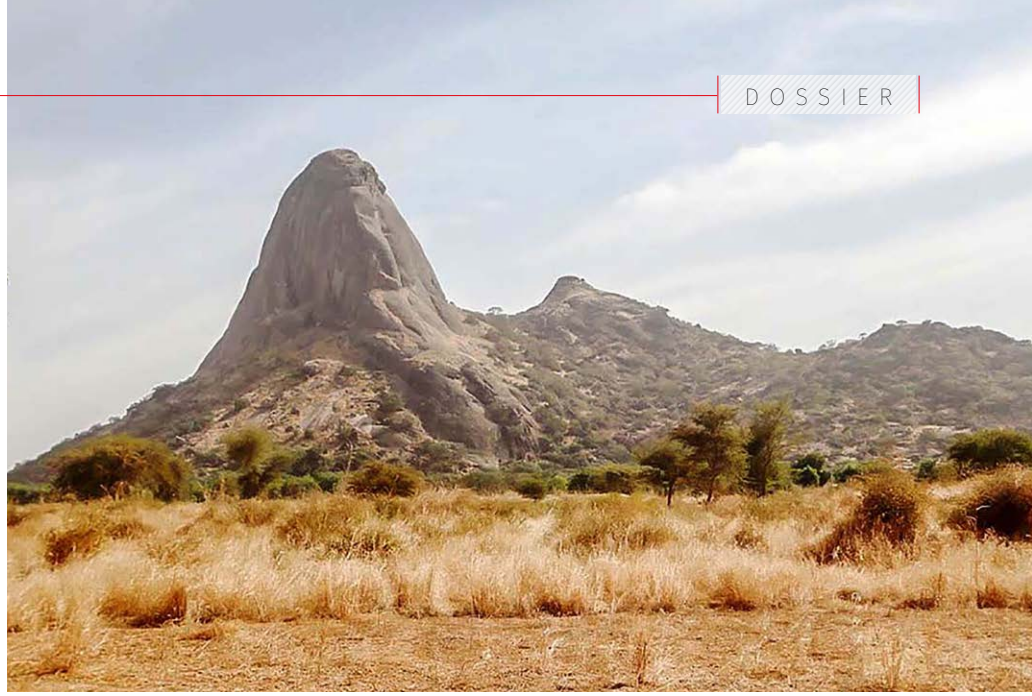
Des collines arides du Guéra aux rues trépidantes de N'Djamena, souffle une énergie têtue, vibrante. Jeunesse en quête de savoir, femmes bâtisseuses de demain, communautés soudées autour d'espoirs partagés… Le Tchad, pays de contrastes et de promesses, place l'humain au cœur de sa renaissance.

Au cœur de l'Afrique sahélienne, là où le sable s'invite dans le quotidien, le Tchad avance, porté par une force tranquille : celle d'un peuple résilient. Si les vents de la sécheresse, de la précarité et des inégalités soufflent encore fort, ils n'éteignent pas la flamme du changement. Car ici, malgré les failles, la vie s'organise, résiste, invente.

« Il n'y a pas de développement sans investissement dans l'humain. La vraie richesse du Tchad, c'est sa population », affirme Dr Youssouf Alhadj, démographe. Avec plus de 17 millions d'habitants, dont près de 70 % ont moins de 25 ans, le pays incarne une jeunesse foisonnante, assoiffée d'avenir.

Dans les classes en terre battue de Moundou, sous des toits de tôle brûlante, des écoliers récitent l'al-





phabet avec ferveur. À Mao, des femmes s'organisent en coopératives, cultivant la terre comme on cultive la dignité. À Bongor, les mains expertes des sages-femmes arrachent des vies à la fatalité. Partout, des visages anonymes construisent, à force de courage, les fondations d'un Tchad nouveau.

Dr Halima Yaya, médecin et militante de la santé communau*taire, le dit sans détour : « Le développement humain n'est pas un tableau Excel. C'est une lutte pour la vie, menée chaque jour, dans le silence des dispensaires, dans les cris des enfant*s qui veulent apprendre. »



Les femmes, piliers du changement

Elles tiennent les marchés, élèvent les familles, dirigent des associations. Dans un pays où les traditions sont fortes, les femmes tracent leur chemin avec détermination. Appuyées par des programmes de microcrédit, d'alphabétisation ou de lutte contre les violences, elles prennent la parole, entreprennent, bâtissent. À N'Djamena, des organisations forment chaque année des jeunes filles à l'entrepreneuriat. « Ce que nous construisons ici, ce sont des trajectoires libérées », explique, Fatime M. Nour, fondatrice d'une organisation dédiée aux femmes, avec une étincelle de fierté dans les yeux.

Éduquer, soigner, inclure : une stratégie humaine

Le gouvernement l'a compris : aucun progrès durable ne se fera sans l'humain. C'est l'esprit même du Plan national de développement 2022–2026, qui fait de l'accès à l'éducation, à la santé et à la protection sociale une priorité nationale. La mortalité infantile recule, la scolarisation progresse, les centres de santé de proximité se multiplient.

Mais la route est encore longue. Pour Nadjib Naïr, expert en politiques sociales, « le Tchad a du talent, du cœur, et une population qui ne demande qu'à être accompagnée. Il faut désormais transformer l'élan en impact. »

Ce ne sont ni les statistiques ni les slogans qui dessinent le futur du Tchad. Ce sont les voix qui s'élèvent dans les cours d'école, les mains qui soignent sans relâche, les pas qui avancent, même dans la poussière. Le développement humain, au Tchad, n'est pas une ligne dans un plan de réforme. C'est une force vivante, enracinée dans la solidarité, la ténacité et l'espérance. Une promesse que le pays s'efforce, chaque jour, d'honorer.■

> **LE GOUVERNEMENT L'A COMPRIS : AUCUN PROGRÈS DURABLE NE SE FERA SANS L'HUMAIN. C'EST L'ESPRIT MÊME DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT 2022–2026, QUI FAIT DE L'ACCÈS À L'ÉDUCATION, À LA SANTÉ ET À LA PROTECTION SOCIALE UNE PRIORITÉ NATIONALE.**

Quelques repères essentiels

- Taux d'alphabétisation (2024) : **78 %**
- Croissance démographique du Tchad : **4,8 %** par an
- Espérance de vie moyenne : 54 ans
- Pourcentage d'accès à l'eau potable au Tchad : **65 %** en zone urbaine, **39%** en zone rurale
- Part du budget national allouée à l'éducation (2025) : **19 %**

VISAGES DU TCHAD

Solkem Ngarmbatina : empathique et audacieuse



Entre enracinement profond et élan visionnaire, Solkem Ngarmbatina trace une voie singulière : celle d'un leadership qui bouscule les codes et embrasse l'avenir avec audace.

Elle avance avec le calme des bâtisseurs et le feu des pionnières. Solkem Ngarmbatina incarne un souffle nouveau dans la sphère politique et sociale tchadienne. Nourrie par ses origines du Logone et une formation solide en économie et administration publique, elle a su conjuguer rigueur intellectuelle et passion citoyenne.

Sa voix, posée mais ferme, plaide pour un Tchad équitable, où les ressources servent enfin l'ensemble de la population. Réformatrice dans l'âme, elle milite pour une gouvernance transparente, une valorisation du potentiel agricole, et l'essor de l'éducation comme levier de transformation.

Engagée auprès des femmes et des jeunes, elle ne se contente pas de discours : elle agit. Ses projets de terrain, portés par une démarche inclusive, parlent pour elle. À l'international, sa prestance et sa clarté en font une ambassadrice écoutée du Sahel.

Solkem n'a rien d'une étoile filante. C'est une lumière qui s'installe et qui éclaire, patiemment, un futur qu'elle rêve plus juste et plus ancré. Une femme de son temps, mais surtout une femme pour son pays.

Amina Tidjani, la voix haute des femmes



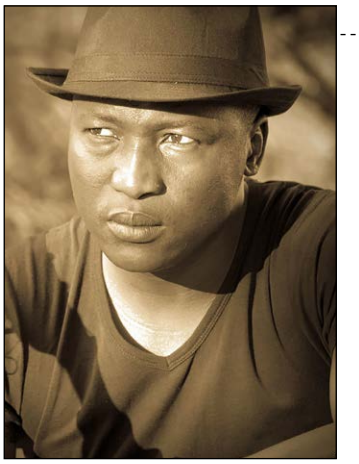
Députée engagée et présidente du Caucus des femmes du Parlement panafricain, Amina Tidjani incarne une génération qui ose réconcilier action politique, ancrage culturel et vision progressiste.

À l'Assemblée nationale, sa voix résonne avec force et clarté. Amina Tidjani, bouscule les lignes figées du débat public. Députée inspirée, présidente du Caucus des femmes du Parlement panafricain, elle défend avec ardeur l'égalité, la justice sociale et une gouvernance au service du peuple.

Formée en sciences politiques entre l'Afrique et l'Europe, elle allie rigueur intellectuelle et sens du terrain. Son ONG « Voix de la Femme » agit pour l'autonomisation des femmes et des jeunes, moteurs essentiels du développement local. Elle croit en un changement qui commence à la base, dans les villages comme dans les villes.

Fervente défenseure des ressources du pays, elle milite pour une gestion transparente et partagée. Elle plaide aussi pour la valorisation des traditions et des langues nationales, qu'elle considère comme des piliers d'unité.

Femme de conviction, de dialogue et d'impact, Amina Tidjani porte haut les espoirs d'un Tchad en pleine mutation.



Mawndoé, des notes pour éveiller les consciences

Plus qu'un artiste, Mawndoé est une voix. Une voix qui chante, qui questionne, qui rassemble. Du cœur de N'Djamena aux scènes du monde, il fait de la musique un levier de transformation sociale.

Mawndoé ne chante pas pour divertir. Il chante pour éveiller. Cet artiste engagé mêle rythmes tchadiens et influences modernes pour porter des messages puissants. Dans ses titres il aborde sans détour les questions d'injustice, d'environnement, de paix et d'unité africaine.
Porte-voix d'une jeunesse en quête de repères, il transforme la scène en tribune. Mais son engagement va plus loin : il forme de jeunes artistes et crée des espaces de dialogue entre cultures et générations.
Charismatique et ancré dans ses racines, Mawndoé milite aussi pour une plus grande reconnaissance de l'art tchadien. Il incarne cette génération d'artistes pour qui l'art est à la fois mémoire, combat et espoir.



Kadeux, un jeune pressé

Avec ses mélodies métissées et son énergie solaire, Kadeux insuffle un souffle nouveau à la musique tchadienne, entre enracinement profond et ouverture au monde.

Artiste total, Kadeux – alias Kamal Borgoto – incarne la fusion vivante du Tchad d'hier et d'aujourd'hui. Né à Koundoul, nourri aux chants et aux tambours ancestraux, il mêle balafon, reggae, hip-hop et afrobeat pour créer une "fusion sahélienne" qui fait vibrer les scènes locales et internationales.
Mais au-delà des rythmes, Kadeux porte un message. Ses chansons promeuvent l'unité, l'éducation, l'environnement. Musicien engagé, il croit à l'art qui rassemble et qui transforme.
A ppeine sorti de l'adolescence et fort de son succès, il songe déjà à former et accompagner une nouvelle génération d'artistes. Pour lui, transmettre, c'est construire. À 21 ans, il est plus qu'un chanteur : un bâtisseur de culture, un ambassadeur d'espoir, un battement d'âme pour un Tchad en pleine renaissance.



Camara, artiste pluriel

Entre éclats de couleur et silences habités, Camara fait vibrer l'art tchadien d'une intensité rare, mêlant récit, émotion et engagement.

Peintre de l'âme et des racines, Camara transforme le quotidien en poésie visuelle. Né à N'Djamena, ce virtuose autodidacte puise dans les marchés, les rituels et les paysages du Sahel une inspiration qu'il magnifie en grandes toiles chatoyantes. Ses créations dénoncent l'exil, honorent la mémoire.
Son style fusionne formes abstraites et visages familiers, lumières vives et ombres profondes. Mais Camara n'est pas qu'un artiste : il est un passeur. Par des ateliers et des expositions itinérantes, il initie les jeunes à la création, milite pour l'environnement et fait rayonner la culture tchadienne bien au-delà des frontières.
Entre atelier bouillonnant à N'Djamena et galeries internationales, Camara incarne l'art comme voix, miroir et levier. Un maître des couleurs, un cœur engagé.



Tchad

L'ANTS garantit une identité sécurisée pour chaque Tchadien

Grâce à la digitalisation et à l'extension du réseau de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS), chaque citoyen, où qu'il soit, peut désormais obtenir une identité fiable et sécurisée.

Le Tchad s'est engagé dans un vaste chantier de réforme de son administration en général, et du service d'état civil en particulier, en raison non seulement de l'offre insuffisante de ce service essentiel, mais aussi de la mauvaise tenue des archives, aggravée par une méconnaissance de l'importance des actes d'état civil par les citoyens.

Dans le contexte actuel de la mondialisation et de l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la gestion automatisée des informations d'identification des personnes impose aux États de mettre en place des écosystèmes d'identification interopérables, ayant pour socle l'état civil. Celui-ci constitue en effet la preuve légale de l'existence de toute personne et son rattachement à un pays.

C'est dans cette optique qu'a été créée l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) par l'Ordonnance N°001/PR/2016 du 29 mars 2016, marquant ainsi la volonté du gouvernement de moderniser l'administration à travers la mise en place d'infrastructures dédiées à l'enregistrement des faits d'état civil, à l'enrôlement et à la délivrance des titres sécurisés.Comparé à l'ancien système d'identification des personnes, le nouveau cadre juridique a été révisé pour inclure la biométrie comme moyen d'authentification. Désormais, l'identité de chaque individu est sécurisée par un Numéro National d'Identification (NNI), généré à partir du Système Intégré de Gestion des Populations et des Titres Sécurisés, une base de données unique.



« EN 2022, SOUS L'IMPULSION DU MARÉCHAL MAHAMAT IDRISS DÉBY ITNO, UN PROGRAMME DE DÉLIVRANCE GRATUITE DE LA CARTE NATIONALE D'IDENTITÉ A ÉTÉ LANCÉ SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL POUR UNE DURÉE DE HUIT MOIS (DU 1ER DÉCEMBRE 2022 AU 31 JUILLET 2023). CETTE INITIATIVE A PERMIS À PLUSIEURS MILLIERS DE TCHADIENS D'OBTENIR CE DOCUMENT ESSENTIEL. AU TOTAL, 735 264 CARTES D'IDENTITÉ ONT ÉTÉ DÉLIVRÉES PAR L'ANTS DURANT CETTE PÉRIODE DE GRATUITÉ. »

Grâce à cette campagne, l'ANTS a renforcé sa présence sur l'ensemble du territoire. De 11 centres d'accueil des usagers, elle est passée à 31, dont 9 à N'Djamena et 22 répartis dans les provinces du pays.

Dans le cadre de la modernisation de l'état civil, l'ANTS a également mis en place un système de gestion digitalisé nommé « TASDJIL », un mot arabe signifiant « enregistrement ». Fonctionnant sur des ordinateurs et des téléphones portables, ce système est déployé dans tous les centres d'enregistrement des faits d'état civil ainsi que dans les « Box TASDJIL », des guichets dédiés à l'enregistrement des naissances. Grâce à cette innovation, le taux d'enregistrement des faits d'état civil a considérablement augmenté et les documents sont désormais mieux sécurisés. Actuellement, plus de 80 Box TASDJIL sont opérationnelles sur l'ensemble du territoire, y compris dans les camps de réfugiés.
L'ANTS accompagne également ses partenaires dans la sécurisation des données des réfugiés et la délivrance des actes de naissance aux nouveaux-nés dans les camps et les sites de déplacés. Une opération d'enrôlement de 25 000 réfugiés est en cours. À son issue, chaque réfugié concerné recevra un Numéro National d'Identification (NNI) et une carte d'identité, lui permettant d'accéder aux services sociaux de base.

Le vaste territoire tchadien (1 284 000 km²) ne pouvant être couvert uniquement par les centres fixes, l'ANTS organise régulièrement des opérations d'enrôlement mobiles pour atteindre les zones les plus reculées. Ces campagnes permettent d'enregistrer des milliers de citoyens et de leur délivrer des documents d'identité.
Ces opérations d'enrôlement mobiles s'étendent également à la diaspora. Des équipes de l'ANTS ont ainsi été déployées dans plusieurs régions du monde (USA, Canada, Europe, Asie, Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et australe) pour délivrer des cartes d'identité et des passeports, facilitant ainsi les démarches administratives des Tchadiens vivant à l'étranger.
Le défi majeur pour l'ANTS reste la couverture complète du territoire avec des représentations dans les 120 départements que compte le Tchad.

CONSCIENT QUE TOUTE IDENTIFICATION DÉBUTE PAR L'ÉTAT CIVIL, LE GOUVERNEMENT, SOUS LA VISION DES PLUS HAUTES AUTORITÉS, A ADOPTÉ L'ORDONNANCE N°002/PR/2020 DU 14 FÉVRIER 2020 PORTANT ORGANISATION DE L'ÉTAT CIVIL, RATIFIÉE PAR LA LOI N°006/PR/2020 DU 29 MARS 2020, DOTANT AINSI LE TCHAD D'UN CADRE JURIDIQUE MODERNISÉ.















En vitrine

Les 50 personnalités les plus influentes

Dossier réalisé par Georges Auréole BAMBA, Abdoulaye YERO et Suzanne CHEVALIER
Crédit photo : AFP, DR.

Après une année 2024 marquée par une alternance politique historique, le Sénégal s'est engagé dans un cycle de réformes profondes, porté par une nouvelle génération de leaders. Entre refonte institutionnelle, redéfinition économique et dynamisme culturel, le pays vit une mutation accélérée.

Le Sénégal de 2025 n'est plus tout à fait celui d'hier. L'élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence, dans la foulée d'un bouleversement électoral inédit, a ouvert une ère où l'espoir côtoie l'urgence des attentes populaires. Propulsée par une jeunesse avide de changement, la nouvelle gouvernance prône une rupture avec les pratiques anciennes. La refonte des institutions, la lutte contre la corruption et la quête d'une souveraineté économique réelle sont au cœur du projet porté par le président et son équipe, dont Ousmane Sonko, figure de proue du Pastef, incarne la ligne offensive en tant que Premier ministre.



Mais au-delà de la politique, c'est tout un écosystème qui se redessine. L'économie, longtemps dominée par des acteurs traditionnels, voit émerger de nouvelles figures : investisseurs, entrepreneurs et technocrates qui misent sur le numérique, l'énergie et la finance pour accélérer le développement. Le Sénégal veut capitaliser sur ses ressources naturelles, notamment le pétrole et le gaz, tout en structurant son industrie et en renforçant son attractivité auprès des investisseurs étrangers.

Parallèlement, la société civile maintient la pression et les militants des droits humains veillent à ce que la transition politique ne rime pas avec recul démocratique. Loin des cercles du pouvoir, les artistes et intellectuels, réinventent la narration sénégalaise, projetant l'identité du pays sur la scène internationale.

Ce Sénégal en mouvement repose sur des personnalités aux trajectoires diverses, mais animées d'une même volonté : transformer le pays en profondeur. Le défi est immense, les résistances nombreuses, mais l'élan semble irréversible. En 2025, le Sénégal n'est plus seulement un pays qui avance, c'est une nation qui veut redéfinir son avenir. Qui sont ceux qui façonnent ce nouveau visage du Sénégal ? Plongée dans un paysage en pleine effervescence.■

« LE SÉNÉGAL DE 2025 N'EST PLUS TOUT À FAIT CELUI D'HIER. L'ÉLECTION DE BASSIROU DIOMAYE FAYE À LA PRÉSIDENCE, DANS LA FOULÉE D'UN BOULEVERSEMENT ÉLECTORAL INÉDIT, A OUVERT UNE ÈRE OÙ L'ESPOIR CÔTOIE L'URGENCE DES ATTENTES POPULAIRES. PROPULSÉE PAR UNE JEUNESSE AVIDE DE CHANGEMENT, LA NOUVELLE GOUVERNANCE PRÔNE UNE RUPTURE AVEC LES PRATIQUES ANCIENNES.

POLITIQUE

Bassirou Diomaye Faye



Cinquième et plus jeune président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye incarne la rupture politique promise par le Pastef. Son élection, le 24 mars 2024, marque un tournant. Pourtant, il demeure fidèle à son mentor Ousmane Sonko, avec lequel il affiche une belle image d'harmonie. Discret, méthodique et cohérent, il forme avec Sonko un tandem redoutable. Tous deux énarques, ils incarnent une nouvelle génération de dirigeants africains décomplexés. Mais loin d'être un suiveur, Faye impose peu à peu son style, gouvernant avec une prudence stratégique dans un pays en quête de renouveau.

Ousmane Sonko



Architecte du « Projet » de transformation du Sénégal, Ousmane Sonko en est à la fois l'inspirateur et l'exécuteur. Chef du gouvernement depuis mars 2024, il a orchestré la victoire électorale de Bassirou Diomaye Faye avant d'asseoir Pastef au pouvoir. Charismatique et populaire, il galvanise les foules et terrifie ses opposants. Il contrôle étroitement l'appareil d'État et tempère les dissensions internes. Désormais aux commandes, il doit relever de nombreux défis, notamment la relance économique et la mise en place des réformes promises à une jeunesse avide de changement.

Malick Ndiaye



Élu président de l'Assemblée nationale le 2 décembre 2024, Malick Ndiaye, dit El Malick, devient le plus jeune à occuper ce poste. Réputé proche de Sonko, il est propulsé à la deuxième place du protocole d'État. Ancien ministre des Infrastructures, il s'était déjà illustré comme porte-parole du Pastef lors des années de braise. Sa maîtrise des rouages parlementaires et son influence sur les réseaux sociaux en font un atout majeur pour la majorité. Dans un hémicycle dominé par son camp, il aura pour mission de faciliter l'adoption des réformes du gouvernement.

Ayib Daffé



Héritier d'une lignée politique, Ayib Daffé s'impose comme un stratège influent du Pastef. Président du groupe parlementaire depuis la précédente législature, il fut le fer de lance de l'opposition face à la majorité de Macky Sall. Son rôle s'est renforcé après l'alternance de 2024, devenant l'un des piliers du pouvoir. Proche de Sonko et originaire de Sédhiou, il jouit d'une confiance inébranlable au sein du duo exécutif. Juriste aguerri, il fut le mandataire de Sonko à la présidentielle de 2024 avant de devenir une figure clé de l'Assemblée nationale.

Amadou Ba



Juriste redoutable et homme de poigne, Amadou Ba est un combattant politique sans concession. Défenseur acharné du gouvernement, il est en première ligne dans les débats juridiques et législatifs. Son engagement dans la crise de 2023-2024 lui a valu une place stratégique à l'Assemblée nationale, où il propose des réformes clés, notamment la révision de la loi d'amnistie. Membre de la Haute Cour de justice, il joue un rôle central dans les procédures judiciaires visant des dignitaires de l'ancien régime. Son influence grandissante fait de lui une figure incontournable du régime.

POLITIQUE

Ahmadou Al Aminou Lo



Ministre Secrétaire général du gouvernement, Ahmadou Al Aminou Lo est la voix la plus audible de l'exécutif. C'est lui qui explique, avec une clarté exemplaire, les choix parfois impopulaires du gouvernement, comme la suppression des subventions énergétiques. Son franc-parler et son wolof châtié en font un excellent communicateur. Ancien directeur national de la BCEAO, il connaît bien les rouages économiques et financiers. Véritable cheville ouvrière du gouvernement, il incarne la rigueur et la discipline nécessaires pour naviguer dans un contexte budgétaire tendu.

Alioune Sall



Le ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, Alioune Sall était avant mars 2024, un fervent défenseur du projet Pastef à l'étranger. En tant que député de la diaspora sénégalaise et coordinateur de Pastef France, il était le porte-voix du « Projet » dans les médias internationaux. Cet ingénieur en télécommunications, est actuellement à la tête d'un ministère stratégique où il est chargé de mettre de l'ordre dans un secteur médiatique caractérisé par l'anarchie. Il est surtout chargé de mettre en œuvre l'ambitieux projet de « New Deal technologique » d'un coût de 1 105 milliards de FCFA visant à assurer la souveraineté numérique du Sénégal.

Khalifa Sall



Ancien maire de Dakar et figure historique du Parti socialiste, Khalifa Sall a traversé l'épreuve de la prison sous Macky Sall. Candidat malheureux à la présidentielle de 2024, il rebondit à la tête du Front pour la Défense de la Démocratie et de la République (FDR), coalition d'opposition. « Il faut faire face à l'inexpérience des actuels gouvernants », déclarait-il en février 2025. Alors que certains le voient comme un homme du passé, il s'efforce de redevenir une voix influente dans le débat politique sénégalais.

Guy Marius Sagna



Surnommé « le député du peuple », Guy Marius Sagna incarne l'engagement social et le militantisme radical. Député combatif, il défend les travailleurs, les étudiants et les populations rurales, dénonçant sans relâche le néocolonialisme. Coordonnateur du mouvement Frapp, il est régulièrement victime d'intimidations, comme son agression à Lomé en septembre 2024. Mais loin de reculer, il redouble d'ardeur dans ses combats. Son franc-parler et sa ténacité en font une personnalité clé du paysage politique sénégalais, prête à affronter tous les dangers pour défendre ses idéaux.

Aïssata Tall Sall



Hier ministre des Affaires étrangères, aujourd'hui cheffe de l'opposition parlementaire, Aïssata Tall Sall a connu un virage politique brutal après l'alternance de 2024. Présidente du groupe Takku-Wallu, elle défend les intérêts d'une opposition affaiblie dans un Parlement largement dominé par la majorité présidentielle. Avocate de formation, elle s'est imposée comme une oratrice redoutable et une stratège aguerrie. Fidèle à son surnom de « lionne du Fouta », elle mène désormais un double combat : faire entendre la voix de l'opposition et défendre, en tant qu'avocate, plusieurs figures de l'ancien régime visées par la justice.

JUSTICE

Ousmane Diagne



Ministre de la Justice, Ousmane Diagne porte la lourde mission de réformer la justice et de piloter la reddition des comptes, l'une des promesses phares du nouveau pouvoir. Ancien procureur et doyen des juges, il est réputé incorruptible et rigoureux. Entre la pression politique et les exigences de l'État de droit, il évolue sur une ligne de crête. Son défi majeur ? Mener à bien les procédures contre les figures du régime précédent tout en garantissant l'indépendance de la justice. Son passé d'homme droit lui vaut le respect, mais aussi des ennemis puissants.

El Hadji Alioune Abdoulaye Sylla



Depuis sa nomination à la tête du Pool judiciaire financier en août 2024, El Hadji Alioune Abdoulaye Sylla s'est imposé comme l'homme le plus redouté de l'ancien régime. Rigoureux et méthodique, il a lancé plusieurs enquêtes sur des affaires de corruption, ordonnant des saisies de plusieurs milliards de FCFA et envoyant en détention d'anciens dignitaires. Réputé intransigeant et imperméable aux pressions politiques, il est devenu une figure centrale de la justice sénégalaise.

RELIGION

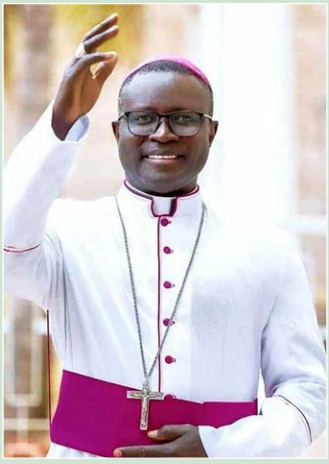
Serigne Mountakha Mbacké



Depuis son accession au califat en janvier 2018, Serigne Mountakha Mbacké incarne la continuité et l'autorité spirituelle de la confrérie mouride. Respecté pour sa sagesse et sa discrétion, il est une figure incontournable du paysage religieux sénégalais. Son influence dépasse largement le cadre spirituel : régulièrement consulté par les autorités, il joue un rôle de médiateur dans les grandes décisions nationales. À 92 ans, bien que ses apparitions se fassent plus rares, sa voix reste déterminante pour des millions de fidèles, faisant de lui l'un des hommes les plus écoutés du Sénégal.

RELIGION

Monseigneur André Gueye



Nommé archevêque de Dakar le 22 février 2025, Monseigneur André Gueye succède à Benjamin Ndiaye. Précédemment évêque de Thiès et administrateur apostolique de Saint-Louis, il a suivi une formation en théologie à l'Université pontificale urbanienne de Rome avant d'être ordonné prêtre en 1992. « L'appel que Dieu m'a donné, je crois l'avoir accompli en devenant archevêque de Dakar », confiait-il après sa nomination. Homme de foi et de dialogue, il devra désormais guider la communauté catholique sénégalaise dans un contexte social et spirituel en pleine mutation.

ÉCONOMIE

Pierre Goudiaby Atepa



Architecte et homme d'affaires influent, Pierre Goudiaby Atepa a longtemps été un conseiller de l'ombre pour les présidents sénégalais. Proche d'Ousmane Sonko, qu'il appelle « mon neveu », il joue un rôle de médiateur et de stratège discret. Il est derrière plusieurs projets emblématiques au Sénégal, dont le Monument de la Renaissance africaine. En tant que président du Collectif des cadres casamançais, il reste un interlocuteur privilégié dans le dialogue avec les mouvements indépendantistes de Casamance. Son carnet d'adresses en fait un acteur incontournable.

ÉCONOMIE

Bakary Sega Bathily



À la tête de l'APIX, l'agence en charge des investissements et des grands travaux de l'État, Bakary Sega Bathily a pour mission d'attirer les capitaux étrangers. Promoteur d'une coopération économique plus équilibrée, il défend une approche souverainiste, appelant les entreprises étrangères à investir au Sénégal plutôt que de se contenter d'y exporter leurs produits. Ancien cadre de l'APIX sous Macky Sall, il a su gravir les échelons grâce à sa maîtrise des dossiers et sa capacité à négocier des partenariats stratégiques bénéfiques pour le pays.

Khadim Bamba Diagne



Secrétaire permanent du COS-Petrogaz, Khadim Bamba Diagne joue un rôle clé dans la gestion des ressources pétrolières et gazières du Sénégal. Ancien professeur d'économie à l'Université Cheikh Anta Diop, il a été nommé à ce poste stratégique en 2024. Il doit veiller à ce que l'exploitation des hydrocarbures serve réellement le développement national. Rattaché à la présidence de la République, il conseille le gouvernement sur les choix stratégiques en matière d'énergie et s'assure que les intérêts du Sénégal prévalent dans les négociations avec les compagnies internationales.

Mamadou Abib Diop



Directeur général de la Société Africaine de Raffinage (SAR) depuis mai 2024, Mamadou Abib Diop supervise la transformation du pétrole sénégalais. Sous sa direction, la SAR a reçu en 2025 sa première cargaison issue du champ de Sangomar. Ambitieux, il mise sur le plan « SAR 2.0 » pour tripler la capacité de raffinage du pays et réduire sa dépendance aux importations de carburant. Ingénieur en génie des procédés industriels et spécialiste en management, il incarne la nouvelle génération de technocrates appelés à moderniser les infrastructures énergétiques du Sénégal.

Omar Cissé



Pionnier du numérique, Omar Cissé est le fondateur d'InTouch, une plateforme de paiement électronique présente dans 26 pays. Ancien étudiant de l'École Polytechnique de Dakar, il a su imposer sa vision dans un secteur ultra-concurrentiel. Grâce à une levée de fonds de 15 millions d'euros en 2017, sa start-up a pris son envol et s'est internationalisée. Entrepreneur visionnaire, il milite pour un écosystème numérique africain fort et autonome. Aujourd'hui, il est l'une des figures majeures de la tech au Sénégal, contribuant activement à l'innovation et à l'inclusion financière.

Tidiane Dème



Ancien cadre de Google, Tidiane Dème a joué un rôle clé dans la pénétration du géant américain en Afrique francophone. Aujourd'hui associé au fonds d'investissement Partech Africa, il soutient l'émergence des start-ups africaines. Son influence dans le secteur de la tech dépasse les frontières du Sénégal, où il reste une référence. Discret mais redoutablement efficace, il est à l'origine de nombreux financements qui ont permis à des entreprises africaines de se développer à l'international. Son expertise et son réseau en font un acteur incontournable du numérique africain.

ÉCONOMIE

Sékou Dramé



Directeur général de la Sonatel depuis 2018, Sékou Dramé a consolidé la place de leader de l'opérateur télécom au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Sous sa direction, le groupe a enregistré une forte croissance, atteignant un chiffre d'affaires de 1 776 milliards de FCFA en 2024. Fin stratège, il a su maintenir la compétitivité de Sonatel malgré une concurrence accrue. Classé parmi les 500 plus grandes entreprises africaines, la Sonatel incarne la réussite du secteur privé sénégalais. Sa gestion efficace fait de lui l'un des cadres dirigeants les plus respectés du pays.

Papa Toby Gaye



À la tête de la Senelec depuis 2024, Papa Toby Gaye dirige l'un des projets énergétiques les plus ambitieux du Sénégal : la transition des centrales électriques du fioul vers le gaz. Ingénieur électromécanicien de formation, il a gravi les échelons au sein de la société nationale d'électricité, où il a débuté en 1998. Son défi ? Assurer la modernisation et l'autonomie énergétique du Sénégal tout en pilotant l'extension des réseaux électriques. En 2025, il a conclu un contrat stratégique avec le Congo, attribuant à la Senelec la gestion de la distribution d'électricité pour une décennie.

Massaer Cissé



À la tête de BP Sénégal depuis juin 2021, Massaer Cissé est un acteur clé du secteur énergétique au Sénégal. Avant de rejoindre le géant pétrolier, il dirigeait Lekela Power, où il a supervisé la construction de la première centrale éolienne du pays à Taïba Ndiaye. Diplômé de plusieurs universités, dont l'Université Le Havre Normandie en France et la State University of New York, il maîtrise les enjeux globaux de l'énergie. Son défi actuel : piloter l'exploitation du méga-gisement gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie. Avec une production estimée à 2,5 millions de tonnes de gaz naturel par an dès 2025, ce projet est crucial pour l'indépendance énergétique du pays et son positionnement sur le marché mondial.

ÉCONOMIE

Amadou Hott



Amadou Hott, candidat à la présidence de la Banque africaine de développement en 2025, est un cadre chevronné avec plus de 25 ans d'expérience en politique économique, en finance du développement et en banque d'investissement. Il a été ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal (2019-2022). Auparavant, Hott a été le premier vice-président du Complexe de l'énergie, du changement climatique et de la croissance verte de la Banque africaine de développement (2016-2019). Il a été le DG fondateur du FONSIS, le fonds souverain du Sénégal. Jusqu'à récemment, il était l'Envoyé spécial du Président de la Banque africaine de développement pour l'Alliance pour les infrastructures vertes en Afrique, travaillant à catalyser le financement privé pour des projets d'infrastructures vertes.

UNIVERSITAIRES

Alioune Badara Kandji



Nommé recteur de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar le 5 mars 2025, le professeur Alioune Badara Kandji hérite d'une institution prestigieuse mais confrontée à de nombreux défis. Titulaire d'un doctorat en littérature anglaise, il connaît bien l'UCAD où il a exercé diverses fonctions académiques, notamment en tant que doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines. Son ambition : restaurer l'excellence de l'UCAD à l'échelle régionale et internationale en réformant sa gouvernance. Fort de son expérience, il compte apporter des ruptures nécessaires pour moderniser l'université et répondre aux attentes des étudiants et du corps enseignant.



EMPOWERING DIASPORA

Bruxelles, le 25 Avril 2025

Organisé Par le

REBRANDING AFRICA FORUM

- **Vous êtes issu(e)s de la diaspora et aspirez à briser le plafond de verre?**
- **Vous souhaitez rencontrer des mentors pour booster votre carrière?**
- **Vous désirez renforcer votre network socio-professionnel?**
- **L'initiative " Empowering Diaspora " est faite pour vous!**

#MakeAfricaGreat

RDV LE 25 AVRIL 2025

à Bruxelles pour rencontrer
des personnalités de référence
choisies pour cette 3ème édition

SAVE THE DATE

Première du genre, cette initiative vise à stimuler les carrières des cadres issus de la Diaspora par le biais d'échanges, à renforcer le leadership et le partage d'expériences avec des personnalités de talent dont le parcours professionnel et les actions au quotidien sont une source d'inspiration.

UNIVERSITAIRES

Felwine Sarr



Économiste, essayiste et musicien, Felwine Sarr est une voix influente de la pensée africaine contemporaine. Auteur de Afrotopia, il milite pour une relecture des modèles de développement africains. Pendant la crise politique au Sénégal, il a pris position contre la répression, défendant la démocratie et les libertés publiques. Aujourd'hui professeur à Duke University, il continue de jouer un rôle clé dans le débat intellectuel et politique. Initiateur des Ateliers de la Pensée avec Achille Mbembe, il œuvre pour une Afrique repensant son avenir à travers ses propres prismes.

Souleymane Bachir Diagne



Philosophe mondialement reconnu, Souleymane Bachir Diagne est un passeur entre les cultures et les traditions philosophiques africaines et islamiques. Professeur à l'Université Columbia, il est l'un des plus grands penseurs sénégalais. Sa réflexion aborde la logique, la traduction et la question de l'universel. Peu impliqué dans la politique nationale, il reste une référence intellectuelle majeure. Son humanisme et son érudition en font un ambassadeur des lettres sénégalaises à l'international, même si certains lui reprochent son silence face aux crises politiques récentes.

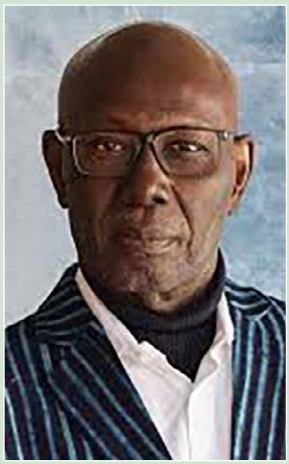
Mohamed Mbougar Sarr



Lauréat du Prix Goncourt 2021 pour La plus secrète mémoire des hommes, Mohamed Mbougar Sarr est la nouvelle étoile des lettres sénégalaises. Précocité, élégance du verbe et engagement politique définissent son œuvre. Il a dénoncé les dérives autoritaires sous Macky Sall aux côtés d'autres intellectuels. Sans peur des polémiques, il ose aborder des sujets sensibles comme l'homosexualité, suscitant admiration et critiques. À 34 ans, il incarne une nouvelle génération d'écrivains africains audacieux et engagés, portant haut la littérature sénégalaise sur la scène mondiale.

UNIVERSITAIRES

Boubacar Boris Diop



Journaliste et romancier de renom, Boubacar Boris Diop est une figure incontournable des lettres sénégalaises. Son roman Murambi, le livre des ossements est une référence sur le génocide rwandais. Disciple de Cheikh Anta Diop, il milite pour une valorisation des langues africaines et publie désormais en wolof. Son engagement politique et son regard critique sur l'histoire coloniale et postcoloniale en font une voix écoutée. Son œuvre explore les mémoires africaines, la marginalité et la tragédie historique, offrant une réflexion profonde sur l'identité africaine.

Mamadou Diouf



C'est une figure majeure du monde académique sénégalais. Spécialiste de l'histoire coloniale, il a contribué, aux côtés d'autres chercheurs à documenter la trajectoire politique et institutionnelle du Sénégal contemporain. Après une vingtaine d'années à l'Ucad, il rejoint au début des années 2000, la prestigieuse Columbia University à New-York où il continue d'enseigner. Diouf est aussi un intellectuel engagé, en particulier sur les questions mémorielles et la relation entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique. Par ailleurs, Il a été l'un des intellectuels sénégalais les plus engagés pour dénoncer la répression contre l'opposition sous le régime Macky Sall. C'est naturellement qu'Ousmane Sonko lui a récemment confié le Comité scientifique du 80e anniversaire de commémoration du massacre de Thiaroye en 1944.

MÉDIAS

Pape Alé Niang



Journaliste d'investigation, Pape Alé Niang est devenu une figure de la liberté de la presse au Sénégal. Son engagement auprès d'Ousmane Sonko lui a valu plusieurs incarcérations sous Macky Sall. Après l'alternance de mars 2024, il a été nommé directeur général de la RTS, un choix controversé. Ses partisans y voient une promesse de réforme de l'audiovisuel public, tandis que ses détracteurs dénoncent une continuité avec les pratiques des anciens régimes. Habitué aux révélations fracassantes, il devra désormais prouver son indépendance à la tête de la télévision nationale.

ARTS ET CULTURE

Fatou Diome



Plume incisive et verbe tranchant, Fatou Diome est une écrivaine engagée qui revendique une totale liberté d'expression. Ses romans, dont Le Ventre de l'Atlantique, abordent la migration, l'identité et l'exil. Son franc-parler fait d'elle une voix respectée mais parfois controversée. Membre de l'Académie royale de Belgique, elle poursuit sa carrière entre la France et le Sénégal, restant profondément attachée aux débats de société dans son pays. Ses interventions publiques sont toujours marquées par une lucidité sans concession et une réflexion aiguisée sur l'Afrique contemporaine.

Youssou Ndour



Icône de la musique africaine, Youssou Ndour est une légende vivante. À 65 ans, le leader du Super Étoile reste une figure incontournable de la scène musicale. Ses tubes et distinctions ne se comptent plus. Homme d'affaires avisé, il possède Futurs Médias, le groupe médiatique le plus influent du Sénégal. Engagé en politique, il a brièvement été ministre sous Macky Sall. Son influence dépasse largement le cadre artistique, faisant de lui un ambassadeur du Sénégal sur la scène mondiale. Inoxydable, il continue de faire vibrer plusieurs générations avec sa voix unique.

ARTS ET CULTURE

Mati Diop



Réalisatrice de talent, Mati Diop a marqué le cinéma africain avec Atlantique, Grand Prix à Cannes en 2019. En 2024, elle décroche l'Ours d'or à Berlin pour Dahomey, un documentaire sur la restitution des biens culturels africains. Née dans une famille d'artistes, elle est la nièce du cinéaste Djibril Diop Mambéty. Engagée, elle aborde des sujets de société sensibles avec une approche visuelle puissante. Son style cinématographique unique lui a valu une reconnaissance internationale, faisant d'elle l'une des figures majeures du cinéma sénégalais contemporain.

VJ Mohamed A. Preira



Révélation musicale, VJ s'est imposé comme le chouchou de la jeunesse sénégalaise. À seulement 20 ans, il a conquis les cœurs avec son tube Dans tes bras. Son style, mêlant tradition et modernité, séduit un large public. Propulsé par les réseaux sociaux, il a rempli le Grand Théâtre de Dakar en 2022, un exploit pour un artiste aussi jeune. Son ascension fulgurante témoigne du pouvoir des nouvelles plateformes numériques. Déjà comparé aux grands noms de la musique urbaine africaine, il incarne la relève d'une scène musicale en pleine effervescence.

ARTS ET CULTURE

Wally Seck



Fils du légendaire Thione Seck, Wally Seck s'est fait un prénom en devenant l'une des plus grandes stars de la musique sénégalaise. Avec son style alliant modernité et traditions, il a su conquérir un large public. Ses concerts remplissent les plus grandes salles, et son influence dépasse les frontières du pays. Innovant dans son image et sa communication, il sait captiver la jeunesse. Charismatique et audacieux, il a su imposer sa marque et moderniser le mbalax, tout en restant fidèle à son héritage familial. Il est aujourd'hui l'un des artistes les plus adulés du pays.

Sanekh



Depuis près de deux décennies, Sanekh fait rire le Sénégal avec ses mimiques et son humour inimitable. Comédien populaire, il s'est imposé comme une figure incontournable du théâtre et de la télévision. Son énergie débordante et son sens du détail lui valent un large public, toutes générations confondues. En 2024, il a été récompensé aux Sotigui Awards pour la meilleure interprétation masculine dans une série télévisée. « Je continuerai à faire du théâtre, même à 90 ans », confiait-il récemment, illustrant son attachement indéfectible à son art.

Khaby Lame



Avec plus de 160 millions d'abonnés sur TikTok, Khaby Lame est l'un des créateurs de contenu les plus influents au monde. Devenu célèbre pour ses vidéos comiques sans paroles, il incarne le rêve de millions de jeunes Africains. En 2024, Forbes l'a classé parmi les dix meilleurs créateurs de contenu. Ambassadeur de l'UNICEF, il met sa notoriété au service de causes humanitaires. À seulement 24 ans, il symbolise la réussite fulgurante rendue possible par les réseaux sociaux. Son parcours illustre le pouvoir du numérique dans la construction de nouvelles icônes mondiales.

Mia Guissé



Mia Guissé s'impose comme une figure incontournable de la musique sénégalaise, notamment dans le registre féminin. Ex-membre du duo Maabo, où elle partageait la scène avec son ex-époux Abdoul No Face, elle entame désormais une carrière en solo, portée par son immense talent et sa popularité grandissante. Connue pour sa voix puissante et son style audacieux, elle suscite autant d'admiration que de débats, notamment en raison de ses choix vestimentaires souvent commentés. Désormais libérée de toute contrainte artistique, Mia Guissé semble prête à tracer son propre chemin et à conquérir le cœur du public sénégalais et au-delà.

Alioune Diagne



Peintre précurseur du mouvement figuro-abstro, Alioune Diagne est l'un des artistes sénégalais les plus cotés. Son style, qui joue sur les perceptions visuelles, séduit autant les collectionneurs que le grand public. Présent dans les grandes maisons de ventes aux enchères européennes, il incarne le renouveau de l'art africain. Ses œuvres, où se mêlent tradition et modernité, témoignent d'une identité artistique forte et engagée.

ARTS ET CULTURE

Adama Paris



Styliste et entrepreneure, Adama Paris est une figure incontournable de la mode africaine. Fondatrice de la Dakar Fashion Week, elle a contribué à faire de la capitale sénégalaise un pôle créatif majeur. Militante d'une mode durable et inclusive, elle promeut le savoir-faire africain sur la scène internationale. Son engagement dépasse la mode : elle se positionne comme une ambassadrice culturelle de l'Afrique contemporaine. Ses collaborations avec de grandes marques comme Galeries Lafayette et Chanel témoignent de son influence grandissante.

SCIENCE

Moustapha Cissé



Expert en intelligence artificielle, Moustapha Cissé est une figure incontournable de la tech africaine. Ancien directeur du Centre de recherche en IA de Google au Ghana, il est aujourd'hui professeur de Machine Learning à l'African Institute for Mathematical Sciences (AIMS). Diplômé en mathématiques et formé en France, il a travaillé pour Facebook avant de revenir sur le continent pour développer des solutions technologiques adaptées aux besoins africains. Fondateur de Kera, il ambitionne de démocratiser l'IA sur le continent. En 2025, il a intégré le Conseil national du New Deal technologique, une initiative visant à propulser l'Afrique dans l'ère du numérique.

Maram Kaïré



En 2021, un astéroïde a été baptisé en son honneur, consacrant son engagement en astronomie. Maram Kaïré, président de l'Agence sénégalaise d'études spatiales (ASES), est le chef d'orchestre de la stratégie aérospatiale du Sénégal. Le 16 août 2024, il a supervisé le lancement du premier satellite national, GAINDE-SAT-1a. Grand défenseur de l'application scientifique dans l'observation lunaire, il milite pour une approche moderne du calendrier musulman. Entre science et vulgarisation, il s'impose comme un acteur clé du développement technologique et spatial du Sénégal.

SPORTS

Sadio Mané



Héros de la CAN 2021, Sadio Mané est considéré comme le plus grand footballeur sénégalais de l'histoire. Après avoir brillé à Liverpool et remporté la Ligue des champions, il a connu une période plus difficile au Bayern Munich avant de rebondir à Al-Nassr en Arabie saoudite. Avec un salaire de 40 millions d'euros par an, il est le footballeur sénégalais le mieux payé. À 33 ans, il s'apprête à relever un ultime défi avec les Lions de la Teranga, rêvant d'offrir un dernier trophée à son pays.

Pape Bouna Thiaw



Membre de la mythique génération 2002, Pape Bouna Thiaw a pris les rênes de l'équipe nationale en décembre 2024. Ancien coéquipier d'Aliou Cissé, il succède à ce dernier avec pour mission de ramener le Sénégal au sommet du football africain. Chaque sélection, chaque match, chaque choix tactique est scruté à la loupe. Si son bilan est pour l'instant encourageant, la pression demeure énorme dans un pays où le football est une passion nationale.

SPORTS

Modou Lô



Depuis son sacre en 2019, Modou Lô règne sans partage sur la lutte sénégalaise. Il a su conserver sa couronne face à tous ses challengers, s'imposant comme une figure emblématique du sport national. Issu d'un milieu modeste, il a gravi les échelons à force de travail et de détermination. Contrairement à beaucoup de lutteurs, il a choisi d'abandonner les protections mystiques, un geste audacieux qui renforce sa popularité. À 35 ans, il est déjà une légende vivante de la lutte avec frappe.

Reug Reug



Oumar Kane, alias Reug Reug, est devenu champion du monde des poids lourds en MMA le 8 novembre 2024, inscrivant son nom au panthéon du sport sénégalais. Avant cela, il s'était illustré dans l'arène avec 15 victoires en lutte sénégalaise. Héritier d'une lignée de lutteurs, il perpétue la tradition tout en s'ouvrant à de nouveaux horizons. Sa victoire en MMA lui offre une notoriété internationale et fait de lui une fierté nationale.

SOCIÉTÉ CIVILE

Alioune Tine



Médiateur infatigable et acteur clé de la société civile, Alioune Tine incarne la voix de la démocratie et du dialogue au Sénégal. Son talent de négociateur s'est illustré au plus fort de la crise politique de 2024, lorsqu'il a rencontré Macky Sall un jour, avant de partager un ceebu yapp avec Ousmane Sonko le lendemain. Cette proximité avec tous les camps en dit long sur son rôle de trait d'union entre les acteurs politiques. Architecte discret des transitions démocratiques, il a œuvré pour les trois alternances qu'a connues le Sénégal depuis 2000, souvent dans l'ombre mais avec une détermination sans faille. Son engagement dépasse les frontières nationales, faisant de lui une figure incontournable des combats pour la paix et la bonne gouvernance en Afrique.

SOCIÉTÉ CIVILE

Seydi Gassama



À la tête d'Amnesty International Sénégal depuis 1996, Seydi Gassama est une référence en matière de défense des droits humains. Il a dénoncé avec force les atteintes aux libertés sous Macky Sall, s'opposant notamment aux velléités de troisième mandat en Afrique de l'Ouest. Son combat lui vaut autant d'admirateurs que de détracteurs, certains l'accusant de parti pris. Quoi qu'il en soit, il reste l'un des gardiens vigilants de la démocratie sénégalaise.

Mbacké Seck



Il est surnommé le Gardien de la Baie de Hann. Depuis 1988, il se bat pour la cause environnementale, contribuant à la dépollution de cette belle plage dakaroise. Mbacké Seck est un militant écologiste né à Yarakh et président du Réseau national des organisations communautaires de la protection de l'environnement (RENOPE). M. Seck participe depuis plus de 20 ans aux grandes conférences sur l'environnement. Avec lui le Sénégal tient un ardent défenseur de la préservation de la nature.

AGL
AFRICA GLOBAL LOGISTICS



Au cœur des transformations de l'Afrique

www.aglgroup.com

Institutions

Moussa Saleh Batraki, l'homme de la relance pour l'OEACP

Sa trajectoire, forgée entre diplomatie, gouvernance post-conflit et rigueur économique, en fait un profil à la hauteur des défis qui l'attendent à la tête de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

Par Singa VILUMBA



Des rues brûlées de N'Djamena aux couloirs feutrés de la diplomatie mondiale, le parcours de Batraki reflète une rare résilience. En mars 2025, il devient le premier Tchadien à diriger l'OEACP, une organisation de 79 pays en proie à un déficit de gouvernance, à des impayés structurels et à une perte de vitesse face aux enjeux globaux.

Ancien ministre de l'Économie du Tchad, Batraki a orchestré le Plan national de développement de 2022, en tirant parti de ressources limitées. «*Chaque dollar devait avoir un impact démesuré*», dit-il. Une philosophie qu'il entend transposer pour remettre à flot une OEACP étranglée par une dette de 12,5 millions d'euros et des créances peu recouvrées.

Sa maîtrise des dynamiques de donateurs, sa connaissance du terrain africain et sa capacité à naviguer entre langues et cultures sont des atouts majeurs. L'UE ayant changé son mode de financement, la gestion transparente des flux financiers devient une urgence. Batraki, trilingue et fin négociateur, semble l'homme de la situation.

En matière de gouvernance, le diagnostic est sévère : faible surveillance, conformité inégale, transparence incertaine. Fort de dix ans au sein des Nations unies, Batraki a conçu des stratégies de sécurité et de désarmement dans des contextes fragiles comme la RDC et la Côte d'Ivoire. Ses réformes en Centrafrique, notamment le Forum de Bangui de 2016, témoignent de son sens de l'organisation institutionnelle.

L'OEACP pâtit aussi d'un excès de lourdeur administrative : 59 postes pléthoriques freinent les décisions. Batraki, adepte de l'efficience, entend ramener cet effectif à 36. Il l'a prouvé au Tchad, gérant crises et réformes sans paralyser les rouages de l'État. En période de catastrophes naturelles ou face à Boko Haram, il a piloté des réponses rapides et structurées. Il allie urgence et vision.

Pour sortir l'OEACP de sa dépendance à l'UE, Batraki prône la diversification. Objectif : tripler les investissements en énergies renouvelables d'ici 2030, et activer les ressorts de la coopération Sud-Sud. Grâce à son réseau international, il espère repositionner l'organisation sur des financements plus autonomes, moins euro-centrés.

Le moral des troupes est également en berne. Litiges non résolus, règlements RH obsolètes...



Sa formation à Sciences Po Bordeaux en gouvernance internationale et son expérience dans la résolution de conflits seront utiles pour pacifier l'institution. Chevalier de l'Ordre national de la Reconnaissance centrafricaine, Batraki sait restaurer la confiance là où règne la défiance.

L'OEACP souffre enfin d'un manque de rayonnement. Batraki entend synchroniser l'action de l'organisation avec les Objectifs de développement durable, comme il l'a fait au Tchad. Son sens du plaidoyer pourrait renforcer la voix collective de l'OEACP et restaurer des relations distendues avec Bruxelles.

Restructuration, réforme, diplomatie : les défis sont nombreux, mais Batraki dispose d'un capital unique. Formé à la World Peace Academy, aguerri à la gestion de crises et des transitions, il possède l'expérience des virages complexes. Comme l'a résumé le président Mahamat Idriss Déby : *« Il a des qualités qui font la différence. »*

L'OEACP ne se contente pas d'un nouveau Secrétaire général. Elle se dote d'un catalyseur. De la poussière du Sahel émerge un leader prêt à porter 79 nations vers une coopération plus agile, plus équitable, et plus ambitieuse.■

> **« SA MAÎTRISE DES DYNAMIQUES DE DONATEURS, SA CONNAISSANCE DU TERRAIN AFRICAIN ET SA CAPACITÉ À NAVIGUER ENTRE LANGUES ET CULTURES SONT DES ATOUTS MAJEURS. L'UE AYANT CHANGÉ SON MODE DE FINANCEMENT, LA GESTION TRANSPARENTE DES FLUX FINANCIERS DEVIENT UNE URGENCE.**

Transport

Yango fait sa mue en Afrique

Longtemps perçu comme un simple opérateur de VTC aux ambitions mondiales, Yango redessine aujourd'hui son positionnement sur le continent.

Par Abdoulaye YERO

L'Afrique numérique, avec sa jeunesse entreprenante et ses villes en mutation, attire depuis plusieurs années les géants technologiques. Parmi eux, Yango, filiale du groupe russe Yandex rebaptisé Yango Group et aujourd'hui basé à Dubaï, s'est imposée comme un acteur incontournable dans le domaine du transport intelligent. En s'implantant dans plusieurs métropoles africaines, de Douala à Abidjan, l'entreprise a su allier innovation technologique, accessibilité tarifaire et efficacité logistique. Mais derrière cette success story apparente, le parcours africain de Yango s'avère plus contrasté.

Lancé sur le continent en 2018, Yango a rapidement séduit grâce à son application intuitive, ses tarifs compétitifs et une technologie de géolocalisation performante. En Côte d'Ivoire, le service est devenu l'un des leaders du transport urbain, devançant parfois les acteurs locaux ou régionaux. « Yango a apporté une réponse technologique adaptée à des besoins de mobilité non satisfaits par les transports publics », explique Binta Diakité, chercheuse en urbanisme à l'Université de Dakar.

Mais l'entreprise ne s'est pas contentée d'exporter un modèle. Elle a localisé son offre, noué des partenariats avec des chauffeurs locaux, parfois formés aux usages de l'économie numérique, et adopté des politiques tarifaires dynamiques pour s'adapter à la réalité économique des villes africaines.

Des déboires réglementaires récurrents

Toutefois, l'ascension fulgurante de Yango s'est heurtée à des résistances locales. En RDC, le service a été suspendu à Kinshasa en 2022, en raison de tensions avec les autorités de régulation et les syndicats de transport. Au Cameroun, en 2023, les taximen traditionnels ont manifesté contre ce qu'ils qualifiaient de « concurrence déloyale », reprochant à l'entreprise un manque de conformité fiscale et sociale.

Pour Paulin Kouadio, journaliste économique basé à Abidjan, « Yango paie le prix d'un succès rapide mais parfois trop disruptif pour des écosystèmes encore fragiles. Sa stratégie d'entrée agressive n'a pas toujours été accompagnée d'un dialogue suffisant avec les autorités et les acteurs locaux. »

Yango Ventures : la réinvention stratégique

Face à ces défis, Yango semble vouloir repositionner son image sur le continent. Le lancement, en mars 2025, de Yango Ventures, un fonds d'investissement de 20 millions de dollars destiné aux startups africaines, marque un tournant. En s'affichant comme catalyseur d'innovation locale, le groupe cherche à tisser des liens plus profonds avec les écosystèmes entrepreneuriaux.

« *L'Afrique ne veut plus seulement accueillir des solutions importées, elle veut co-créer* », affirme Nnenna Nwakanma, ancienne responsable Afrique de la Web Foundation. Avec Yango Ventures, le groupe propose un accompagnement stratégique, mêlant mentorat,



mise en réseau et financement, notamment dans les domaines de la fintech, du SaaS et de la mobilité. Ce virage vise à faire de Yango non plus un simple opérateur, mais un partenaire de l'économie numérique africaine.

Une présence en quête de légitimité

Yango investit également dans l'éducation et la formation, via des initiatives comme Yango Fellowship ou des hackathons sur la mobilité. Ces efforts visent à inscrire son action dans une dynamique plus collaborative. Reste que la méfiance persiste. La provenance du groupe, ses liens passés avec Yandex en Russie, et sa stratégie d'optimisation fiscale font régulièrement débat.

Pour Sani Moumouni, analyste à la fondation Ouest-Africaine des TIC : « *La question de la souveraineté numérique est centrale. Les États africains doivent veiller à ce que ces entreprises respectent nos cadres juridiques et participent à la création de valeur locale.* »

Yango a sans conteste révolutionné l'accès au transport dans plusieurs grandes villes africaines. Mais son expansion s'est parfois heurtée à des réalités politiques, économiques et sociales que la seule technologie ne peut résoudre. Le lancement de Yango Ventures apparaît comme un acte de maturité : celui d'un géant qui comprend que l'avenir africain ne se décrète pas, mais se construit avec ses acteurs.

La prochaine décennie dira si cette stratégie d'intégration locale portera ses fruits – ou si l'aventure Yango ne restera qu'un épisode de plus dans l'histoire mouvementée des grandes ambitions numériques sur le continent africain.■

« EN S'IMPLANTANT DANS PLUSIEURS MÉTROPOLES AFRICAINES, DE DOUALA À ABIDJAN, L'ENTREPRISE A SU ALLIER INNOVATION TECHNOLOGIQUE, ACCESSIBILITÉ TARIFAIRE ET EFFICACITÉ LOGISTIQUE. MAIS DERRIÈRE CETTE SUCCESS STORY APPARENTE, LE PARCOURS AFRICAIN DE YANGO S'AVÈRE PLUS CONTRASTÉ.



L'INVITÉ ECO

Ngueto Tiraina Yambaye, *Directeur Général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE).*

« Le marché de la garantie en Afrique ne couvre que 10 % des besoins »

Créé en 1977, le FAGACE s'impose aujourd'hui comme un acteur incontournable du financement du développement sur le continent. Son Directeur Général revient sur les innovations récentes, les priorités stratégiques et la philosophie d'intervention du Fonds dans un contexte économique en pleine mutation.

Entretien mené par
Simon Pierre ETOUNDI

Le FAGACE a aujourd'hui 48 ans. Alors quelles sont les nouvelles initiatives mises en place pour renforcer l'accompagnement des PME et des projets structurants dans les pays membres ?

Le FAGACE a connu plusieurs mutations depuis sa création le 10 février 1977. Aujourd'hui, nous sommes résolument engagés dans une phase de modernisation. En tant que maillon manquant de l'écosystème financier africain, notre institution a su se réinventer pour répondre aux besoins d'une Afrique en pleine transformation.

Nous avons structuré notre offre autour de quatre grandes catégories de produits. D'abord, la garantie portefeuille, qui permet aux banques de disposer d'une ligne de garantie silencieuse. Ensuite, la garantie individuelle, accordée au cas par cas pour des montants pouvant atteindre 100 à 200 milliards de FCFA. Troisièmement, les garanties grossistes, destinées aux TPE et entrepreneurs ruraux via les établissements de microfinance, pour soutenir l'économie réelle. Enfin, la mobilisation de ressources, à travers des partenariats avec des acteurs internationaux afin de rendre les financements plus accessibles.

À ces produits s'ajoute un volet essentiel : l'assistance technique et le renforcement des capacités, porté par l'Institut du FAGACE. Il ne suffit pas de disposer de financements ; encore faut-il savoir les gérer efficacement. C'est là tout le sens de notre action en matière d'accompagnement.

Comment le FAGACE s'adapte-t-il aux enjeux actuels tels que la transition énergétique et les besoins en infrastructures ?

Nous avons intégré la question du changement climatique dans notre stratégie à travers le développement de titres verts. Ces instruments financiers innovants permettent de soutenir l'économie verte et les politiques climatiques, en partenariat avec nos homologues africains et internationaux.

Notre institut, qui fait office de think tank et de centre de recherche, anticipe ces mutations. Il conçoit de nouveaux instruments financiers capables de répondre aux exigences de notre temps, qu'il s'agisse de développement durable, de technologies ou de nouvelles formes de coopération.

Face à la concurrence accrue entre institutions financières, comment le FAGACE renforce-t-il son attractivité ?

Le FAGACE ne se positionne pas en concurrent, mais en acteur



complémentaire. Nous venons combler un vide structurel dans l'architecture financière du continent. Aujourd'hui, le marché de la garantie en Afrique ne couvre que 10 % des besoins. Cela appelle une logique de coopération intelligente avec les autres institutions de financement.

Nous travaillons avec les secteurs bancaire et financier tout en étant ouverts à l'évaluation par les pairs, ce qui nous permet de nous ajuster en continu. Nous tirons parti des retours de nos partenaires pour innover et améliorer nos interventions.

Quelle est la nature de vos relations avec les États membres ?

Le FAGACE est une institution internationale autonome, dont les actionnaires sont les États membres. Ces derniers ont mis en place une gouvernance tripartite : un Conseil des gouverneurs (composé des ministres des Finances), un Conseil d'administration, et un Directeur Général chargé de l'exécution.

Il y a donc une répartition claire des rôles : la vision politique est fixée par le Conseil des gouverneurs, et le Directeur Général a la responsabilité de la mise en œuvre, sous contrôle régulier. Cela garantit une gestion rigoureuse, professionnelle et sans interférences.

> **LA GARANTIE INDIVIDUELLE, ACCORDÉE AU CAS PAR CAS POUR DES MONTANTS POUVANT ATTEINDRE 100 À 200 MILLIARDS DE FCFA. TROISIÈMEMENT, LES GARANTIES GROSSISTES, DESTINÉES AUX TPE ET ENTREPRENEURS RURAUX VIA LES ÉTABLISSEMENTS DE MICROFINANCE, POUR SOUTENIR L'ÉCONOMIE RÉELLE.**

Et avec certains États membres confrontés à des situations politiques particulières ?

Notre principe est simple : la solidarité africaine avant tout. Le FAGACE est une institution de coopération fondée sur la prospérité partagée. Nous intervenons dans tous les pays membres de manière équitable, sans distinction, quels que soient leurs contextes politiques.

Notre mission reste inchangée : faciliter le financement du développement partout où les besoins existent, sans considération politicienne. C'est cette neutralité active qui nous permet de rester un acteur crédible et respecté.■

PORTRAIT



Henri-Claude Oyima, *Président-Directeur général de BGFI Holding Corporation SA.*

Le stratège financier

Pionnier de la finance gabonaise et figure incontournable du paysage bancaire africain, il incarne l'émergence d'une élite économique forgée dans les défis du développement continental.

Par Abdoulaye YERO

À la tête du groupe BGFI-Bank, cet homme de rigueur et de vision a bâti, en trois décennies, un empire financier qui rayonne bien au-delà des frontières du Gabon, portant haut les couleurs d'une Afrique audacieuse et conquérante. Henri-Claude Oyima est l'un de ces hommes dont le destin épouse celui de leur pays. Né au Gabon, il grandit dans un contexte où le pays, fraîchement indépendant (1960), amorce son essor économique sous l'impulsion d'une manne pétrolière qui façonne une nouvelle classe dirigeante. Dans les années 1980, alors que le Gabon modernise ses infrastructures économiques et cherche à diversifier ses piliers de croissance, Oyima s'engage dans la finance, un secteur en quête de structuration et de dynamisme.

Diplômé en économie et en gestion, il fait ses armes dans le mi-



lieu bancaire avant de prendre en 1989 les rênes de la Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFI), un établissement alors modeste et en pleine mutation. Son ambition? Transformer cette banque locale en un acteur panafricain capable de rivaliser avec les grandes institutions internationales.

Sous sa houlette, BGFIBank devient un modèle de croissance maîtrisée. Oyima mise sur trois leviers : expansion géographique, digitalisation et gouvernance rigoureuse. Loin de se contenter du marché gabonais, il pousse le groupe à conquérir de nouveaux territoires, implantant des filiales en Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest et même en Europe. Aujourd'hui, BGFIBank est présente dans plus de dix pays, illustrant la capacité d'un groupe africain à s'imposer sur la scène bancaire mondiale.

Mais la réussite d'Oyima ne se limite pas à l'expansion. Dans un environnement où la transparence financière devient un impératif, il se positionne en fervent défenseur de la conformité et de l'éthique bancaire. Il renforce les standards internes du groupe et pousse l'institution à adopter des pratiques alignées sur les meilleures références internationales. Cette exigence lui vaut une reconnaissance qui dépasse le cadre national et lui permet

> **« LA RÉUSSITE D'OYIMA NE SE LIMITE PAS À L'EXPANSION. DANS UN ENVIRONNEMENT OÙ LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE DEVIENT UN IMPÉRATIF, IL SE POSITIONNE EN FERVENT DÉFENSEUR DE LA CONFORMITÉ ET DE L'ÉTHIQUE BANCAIRE.**

de dialoguer d'égal à égal avec les grandes institutions financières mondiales.

Au-delà du banquier, l'homme d'influence est aussi une voix qui compte dans les cercles économiques africains. Président de l'Association des professionnels des banques d'Afrique centrale, il milite pour une intégration économique régionale plus poussée, convaincu que la force du continent réside dans une finance unie et structurée.

À travers son parcours, Henri-Claude Oyima illustre la capacité des élites africaines à bâtir des institutions solides dans un contexte en perpétuelle mutation. Son histoire est celle d'un Gabon qui, au fil des décennies, a appris à diversifier son économie, à ne plus reposer uniquement sur le pétrole, mais à investir dans l'avenir par des structures financières performantes et ambitieuses. Plus qu'un banquier, il est un artisan du développement, un stratège qui inscrit son action dans le temps long, avec la conviction que l'Afrique ne doit plus être un marché, mais un acteur de premier plan dans la finance mondiale.■

PORTRAIT

Orphée Monnet Kébé

Profession : gestionnaire de fortune ...

Dans un univers financier longtemps dominé par des figures masculines, Orphée Monnet Kébé s'impose avec brio et détermination. Audace, vision et expertise sont les piliers de son ascension.

Par Vanessa ITGNIA

À la tête de Gabriel Wealth Management, après avoir dirigé Société Générale Capital Securities West Africa (SGCSWA), Orphée Monnet Kébé incarne une génération de stratèges qui réinventent la gestion de fortune en Afrique francophone. Aujourd'hui, l'univers feutré de la gestion de patrimoine s'ouvre à de nouveaux visages, et Orphée Monnet Kébé en est l'un des plus éclatants. Fine stratège, cette diplômée de l'INSEEC Business School de Paris, également titulaire d'un certificat en finance d'entreprise de HEC, a su se tailler une place de choix dans un secteur exigeant. Son parcours, marqué par des étapes déterminantes au sein de grandes institutions, est le reflet d'une ascension méthodique et d'un engagement sans faille envers l'essor des marchés financiers en Afrique de l'Ouest.

Dès ses débuts, elle comprend que le monde de la finance n'est pas seulement une affaire de chiffres, mais aussi une question de vision et de gestion des opportunités. Passée par City Finances Côte d'Ivoire, où elle a exercé en tant que Front Office Manager, elle affine ses compétences avant d'intégrer Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire, où elle se familiarise avec les rouages complexes du secteur bancaire. Ces expériences forgent son approche analytique et sa capacité à anticiper les tendances, des qualités qui deviendront ses signatures.

En 2015, elle rejoint Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) en tant que Directrice Générale de SG Securities Services. Très vite, elle impose sa marque : rigueur, dynamisme et volonté de faire évoluer les standards. Son premier sacre arrive dès 2020, lorsqu'elle prend la tête de la Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) de SGCI, une structure stratégique pour l'expansion du groupe dans la région. Son leadership se traduit par des résultats spectaculaires : en une année, SGCSWA capte 30 % du volume total des transactions et 25 % en valeur des échanges sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

Cette performance exceptionnelle lui vaut une reconnaissance éclatante lors des Awards de la BRVM 2021, où SGCSWA est consacrée meilleure SGI de l'UEMOA. Une consécration qui n'a rien d'un hasard : déjà en 2020, elle avait brillé lors de la première édition en tant que Directrice Générale de SG Securities Services, distinguée meilleure banque teneur de compte conservateur.

> **« TRÈS VITE, ELLE IMPOSE SA MARQUE : RIGUEUR, DYNAMISME ET VOLONTÉ DE FAIRE ÉVOLUER LES STANDARDS. SON PREMIER SACRE ARRIVE DÈS 2020, LORSQU'ELLE PREND LA TÊTE DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION ET D'INTERMÉDIATION (SGI) DE SGCI, UNE STRUCTURE STRATÉGIQUE POUR L'EXPANSION DU GROUPE DANS LA RÉGION.**



Mais pour Orphée Monnet Kébé, chaque succès est un tremplin vers de nouveaux défis. Avec Gabriel Wealth Management, elle pousse encore plus loin sa vision de la gestion de fortune, en mettant l'accent sur une approche holistique et personnalisée de l'investissement. Elle s'adresse non seulement aux grands investisseurs, mais aussi à cette nouvelle génération d'entrepreneurs africains qui aspirent à une gestion rigoureuse et stratégique de leur patrimoine.

Au-delà des chiffres, son parcours symbolise la montée en puissance des femmes dans la haute finance africaine. En brisant les plafonds de verre, elle inspire une nouvelle vague de leaders qui voient en elle une preuve que l'expertise et l'audace ne connaissent ni genre ni frontières. Orphée Monnet Kébé ne se contente pas d'écrire son propre succès, elle redéfinit les codes de la gestion de fortune en Afrique francophone, avec un regard tourné vers l'avenir et une ambition qui ne connaît aucune limite.■

leadership

Bold 4 Growth

bien-être

équilibre

gouvernance



6-13 JUIN 2025

et si on s'arrêtait un moment ?

Date limite d'inscription

05 MAI 2025

Frais de participation

500.000 FCFA /Jour

08 jours incluant l'hébergement, les vols domestiques, la restauration, le transport, le programme et les activités



Bold 4 Growth : Passez au Niveau Supérieur !

Plongez dans une expérience unique, où authenticité locale, rencontres inspirantes et expériences transformatrices se conjuguent pour catalyser un changement de mindset puissant. À travers une connexion profonde avec la culture locale, découvrez de nouvelles perspectives, renforcez votre leadership et alignez votre vision personnelle et professionnelle pour une évolution durable et impactante.

Bold 4 Growth : un voyage intérieur et extérieur vers l'excellence et l'épanouissement !

KAIZENE

Infoline +225 07 89 863 513 | contact@kaizene.org | www.kaizene.org

DITES-NOUS

Salif Traoré dit « Asalfo » artiste musicien, *Président de la Fondation Magic System.*

« Notre priorité, c'est contribuer au développement de l'Afrique »

Artiste engagé et président de la Fondation Magic System, Asalfo revient sur les actions sociales de sa fondation, ses priorités pour l'avenir et sa vision d'un changement social durable en Afrique. Entre philanthropie et musique, il partage les valeurs qui guident son engagement et celui de son groupe.



Entretien mené par Simon Pierre ETOUNDI

La Fondation Magic System est engagée dans plusieurs initiatives sociales, notamment en matière d'éducation et de santé. Quelles sont vos grandes priorités pour les années à venir, et comment comptez-vous élargir votre impact dans ces domaines ?

La Fondation Magic System a défini ses priorités depuis plusieurs années, mais ce sont des actions qu'il faut renouveler chaque année. Nous intervenons principalement dans quatre domaines : l'éducation, la santé, la culture et l'environnement.

Nous soutenons l'État de Côte d'Ivoire en construisant des infrastructures scolaires et sanitaires. À ce jour, nous avons ouvert 10 écoles Magic System à travers le pays, ainsi qu'un centre de santé. Côté culture, notre festival, le FEMUA (Festival de Musique Urbaine d'Anoumabo), permet chaque année à l'Afrique musicale de se réunir pour partager ses expériences.

Sur le plan environnemental, nous organisons des foires pour valoriser les jeunes inventeurs et sensibilisons aux enjeux du réchauffement climatique, notamment en participant aux COP et en menant des actions concrètes pour la préservation de l'environnement.

En tant qu'artiste et président d'une fondation, comment conciliez-vous vos responsabilités artistiques et vos engagements philanthropiques ? Et comment votre parcours



influence-t-il les actions de la Fondation ?

C'est une dynamique réciproque, car la musique et la Fondation se complètent. Récemment, quelqu'un me demandait pourquoi nous n'avions pas sorti de nouvel album. J'ai répondu qu'il y a des moments pour faire des albums et des moments pour construire des écoles.

Les valeurs de partage et de solidarité sont au cœur de Magic System. À travers la musique, nous promouvons des causes essentielles et apportons notre aide aux autres. Nous voulons montrer qu'un artiste peut aller au-delà du divertissement pour contribuer au développement de sa communauté.

Le développement de l'Afrique est au cœur des actions de votre Fondation. Selon vous, quels sont les principaux obstacles à surmonter pour promouvoir un changement social durable sur le continent ?

Le défi principal, c'est le changement de paradigme. Nous devons adopter une nouvelle vision et exploiter les opportunités offertes par les technologies modernes. L'Afrique doit se réinventer.

> **LES VALEURS DE PARTAGE ET DE SOLIDARITÉ SONT AU COEUR DE MAGIC SYSTEM. À TRAVERS LA MUSIQUE, NOUS PROMOUVONS DES CAUSES ESSENTIELLES ET APPORTONS NOTRE AIDE AUX AUTRES. NOUS VOULONS MONTRER QU'UN ARTISTE PEUT ALLER AU-DELÀ DU DIVERTISSEMENT POUR CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE SA COMMUNAUTÉ.**

Avec la Fondation, nous organisons des panels, des rassemblements de jeunesse et des activités pour permettre à des experts de rencontrer la jeunesse et l'aider à se projeter sur le bon chemin. Il suffit parfois de peu pour amorcer un changement. Et la dynamique actuelle sur le continent donne des raisons d'espérer.

Le public connaît Magic System comme un groupe emblématique. Quand pourra-t-on retrouver les "magiciens" sur scène ?

Nous reviendrons bientôt sur scène, mais il y a des priorités. Si un jour l'Afrique me demande ce que j'ai fait pour elle, je veux pouvoir répondre que j'ai contribué à son développement, et pas seulement que je l'ai fait danser. La musique peut attendre, mais pas les actions pour améliorer l'éducation ou la santé. J'ai eu la chance d'être chanteur et de me faire entendre, mais je crois qu'aujourd'hui, mon rôle va au-delà de la musique.■

Confédération africaine de football

Patrice Motsepe épisode II

Réélu sans opposition à la présidence de la CAF, le Sud-africain entame un second mandat sous le signe de la stabilité institutionnelle.

Par Anthony NDZANA

L'Assemblée générale du 12 mars au Caire a officialisé une réalité attendue : Patrice Motsepe reste à la tête du football africain. Son leadership, marqué par une gestion prudente et un positionnement diplomatique habile, a favorisé son maintien sans heurts. Derrière cette apparente unanimité, certains observateurs s'interrogent sur le caractère verrouillé du processus électoral, où l'absence de concurrents crédibles a rendu l'issue prévisible. La présence discrète mais influente de Gianni Infantino, patron de la FIFA, en a renforcé l'impression d'un football africain toujours étroitement lié aux orientations venues de Zurich.

Dans ce paysage de pouvoir, la gouvernance de la CAF a connu quelques ajustements. Samuel Eto'o, figure emblématique du football africain et président de la Fédération camerounaise, fait désormais partie du Comité exécutif, illustrant l'évolution des rapports de force au sein de l'instance. La CAF a également renouvelé sa représentation au sein du Conseil de la FIFA, témoignant des dynamiques de pouvoir entre les différentes régions du continent.

Au-delà des jeux d'appareils, ce second mandat s'ouvre sous l'œil attentif des acteurs du football africain, conscients des avancées réalisées mais aussi des écueils persistants. Sous l'impulsion du secrétaire général Véron Mosengo-Omba, l'administration de la CAF a gagné en rigueur. La gestion financière, longtemps pointée du doigt, a retrouvé une certaine stabilité avec la renégociation des contrats audiovisuels et la consolidation des revenus. Sportivement, l'organisation des compétitions majeures, notamment la Coupe d'Afrique des Nations, a progressé, tout comme l'accompagnement des clubs à travers des dotations revues à la hausse. L'essor du football féminin figure également parmi les signaux positifs d'une volonté de diversification et de structuration accrue.

Mais la route reste semée d'embûches. La dépendance à la FIFA, souvent critiquée, interroge sur la capacité de la CAF à défendre ses propres intérêts sans se limiter à être un simple relais des orientations globales. La Super League africaine, portée par Infantino et largement soutenue



par Motsepe, symbolise cette ambiguïté : opportunité financière pour certains, risque de dilution de l'autonomie continentale pour d'autres. L'équilibre entre

> **LES ATTENTES SONT IMMENSES. LA CAF DOIT CONSOLIDER SES ACQUIS TOUT EN S'ATTAQUANT AUX DÉFIS STRUCTURELS QUI FREINENT LE DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL AFRICAIN. LES INFRASTRUCTURES DEMEURENT INSUFFISANTES, LA GOUVERNANCE AU SEIN DE PLUSIEURS FÉDÉRATIONS RESTE INSTABLE.**



coopération internationale et affirmation de l'indépendance reste fragile.

Les attentes sont immenses. La CAF doit consolider ses acquis tout en s'attaquant aux défis structurels qui freinent le développement du football africain. Les infrastructures demeurent insuffisantes, la gouvernance au sein de plusieurs fédérations reste instable et la professionnalisation du football local nécessite une impulsion plus forte. La gestion du calendrier international, souvent source de tensions entre clubs et sélections, impose également des arbitrages plus affirmés. Ce second mandat de Patrice Motsepe sera déterminant pour définir l'avenir du football africain. L'alignement sur la FIFA ne pourra être une finalité en soi. L'enjeu sera d'ancrer l'institution dans une dynamique où elle pourra peser avec crédibilité sur l'échiquier international tout en restant fidèle aux spécificités du continent. Plus qu'un simple renouvellement, cette réélection est une opportunité: celle de prouver que la CAF peut conjuguer ambition et autonomie, en s'imposant non plus comme un acteur suiveur, mais comme un moteur du football mondial.■

Les nouveaux membres du comité exécutif de la CAF

Walid Sadi (Algérie), Wallace John Karia (Tanzanie), Kurt Okorako (Ghana), Bestine Kazadi (Congo), Mustapha Raji (Liberia), Samir Sobha (Maurice), Sidat Feizal (Mozambique), Samuel Eto'o (Cameroun),■

Les six représentants de la CAF au Conseil de la Fifa

Djibrilla Hima Hamidou (Niger), Fouzi Lekjaa, (Maroc), Souleiman Hassan Waberi (Djibouti), Hany Abou Rida (Égypte), Ahmed Yahya (Mauritanie), Kanizat Ibrahim (Comores).■

LES NOUVEAUX MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Walid Sadi (Algérie)



Jeune, ambitieux et résolument tourné vers l'avenir, Walid Sadi incarne la nouvelle génération du football algérien. Propulsé à la tête de la Fédération algérienne de football (FAF), il a rapidement imposé son style : dynamisme, ouverture et modernisation des structures. Son élection au comité exécutif de la CAF symbolise l'ascension d'un dirigeant qui veut repositionner l'Algérie sur l'échiquier continental. « L'Afrique doit parler d'une seule voix », aime-t-il répéter. Avec lui, Alger entend peser plus que jamais dans les décisions du football africain.

Wallace John Karia (Tanzanie)



Patron discret mais efficace du football tanzanien, Wallace John Karia a métamorphosé son pays en une force montante du ballon rond en Afrique de l'Est. Sous son leadership, la Tanzanie a retrouvé les grandes compétitions, structuré son championnat et séduit de nouveaux sponsors. Sa nomination au comité exécutif de la CAF est une reconnaissance de son travail acharné. Pragmatique, il veut faire entendre la voix de l'Afrique de l'Est, souvent sous-représentée, et prône une meilleure répartition des ressources du football continental.

Kurt Okraku (Ghana)



Kurt Okraku, c'est l'enthousiasme contagieux et la vision moderne du football ghanéen. À la tête de la fédération depuis 2019, il a redonné du souffle aux Black Stars, modernisé les infrastructures locales et plaidé pour un football africain plus compétitif sur la scène mondiale. Grand défenseur de la formation locale, il voit dans son élection au comité exécutif de la CAF une opportunité d'influencer les politiques de développement du football africain. « L'Afrique regorge de talents, mais nous devons mieux les encadrer », martèle-t-il avec ferveur.

Bestine Kazadi (Congo)



Première femme à diriger l'AS Vita Club, monument du football congolais, Bestine Kazadi est une pionnière, une battante, une femme d'influence. Avocate et écrivaine, elle allie intelligence stratégique et passion du sport. Son entrée au comité exécutif de la CAF est une avancée pour la représentation féminine dans les hautes sphères du football africain. Déterminée à promouvoir le football féminin et à défendre les intérêts du continent, elle incarne un souffle nouveau dans une instance encore largement dominée par les hommes.

Mustapha Raji (Liberia)



Mustapha Raji est l'incarnation du renouveau du football libérien. Premier président de la Fédération libérienne de football à être réélu depuis plus de deux décennies, il a su reconstruire un football en quête d'identité après l'ère George Weah joueur. Fervent promoteur des jeunes talents et du développement des infrastructures, il veut faire de son pays un modèle pour les petites fédérations. Son arrivée au comité exécutif de la CAF est le symbole d'une Afrique qui croit en ses propres forces et refuse de jouer les seconds rôles.

Sidat Feizal (Mozambique)



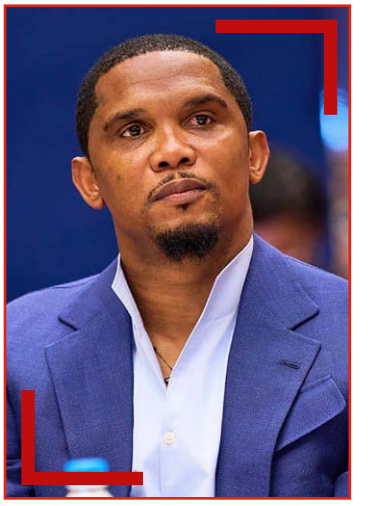
Avec son charisme et son sens aigu du développement, Sidat Feizal est un acteur clé du football lusophone africain. Président influent de la fédération mozambicaine, il milite pour une meilleure intégration des pays lusophones au sein des instances africaines. Défenseur du football de base, il veut renforcer la formation des jeunes et plaide pour un arbitrage plus impartial sur le continent. Son entrée au comité exécutif de la CAF est une victoire pour ceux qui rêvent d'une Afrique du football plus inclusive et équilibrée.

Samir Sobha (Maurice)



Samir Sobha est l'un de ces hommes de l'ombre qui façonnent le football africain loin des projecteurs. Patron du football mauricien, il a transformé un championnat modeste en une plateforme de développement pour la jeunesse locale. Convaincu que « le football africain doit se professionnaliser à tous les niveaux », il prône des réformes en profondeur pour un sport plus structuré et mieux financé. Son élection au comité exécutif de la CAF est une avancée pour les îles africaines, souvent reléguées au second plan dans les grandes décisions.

Samuel Eto'o (Cameroun)



Samuel Eto'o n'est plus à présenter. Star planétaire, triple vainqueur de la Ligue des champions, ancien capitaine des Lions Indomptables, il est passé de la légende du terrain à un dirigeant au caractère bien trempé. À la tête de la Fédération camerounaise de football, il bouscule les codes, prône la rupture avec les anciennes pratiques et veut révolutionner la gestion du football africain. Son arrivée au comité exécutif de la CAF est une nouvelle étape dans son ascension. « L'Afrique doit prendre son destin en main », clame-t-il sans cesse. Et avec lui, le football africain ne manquera ni d'audace ni de spectacle.

Vanessa ITGNIA et Georges Auréole BAMBA

Comité international olympique

Kirsty Coventry hisse l'Afrique au sommet

La Zimbabwéenne a été élue le 20 mars 2025 à la tête du CIO. Elle va entamer un mandat de huit ans à partir du 23 juin à Lausanne en Suisse.

Par Vanessa ITGNIA

La date du 20 mars 2025 va rester à jamais gravée dans les annales du mouvement olympique mondial. Ce jour-là, à Costa Navarino (Grèce), au premier tour du vote organisé lors de la 144e session de l'instance faîtière du sport mondial, une femme, jeune (41 ans), et africaine, a été élue à la tête du CIO.

La Zimbabwéenne Kirsty Coventry, ancienne nageuse et double championne olympique, incarne un souffle de renouveau dans une institution longtemps dominée par les grandes puissances occidentales. Son accession à la présidence est bien plus qu'un symbole : elle marque une évolution majeure dans la gouvernance du sport mondial et ouvre la voie à de nouvelles dynamiques.

L'élection de Kirsty Coventry s'inscrit dans un contexte où les attentes à l'égard du CIO sont immenses. Le monde du sport est en pleine mutation, tiraillé entre modernisation et préservation de l'héritage olympique. L'arrivée d'une personnalité issue d'un continent jusqu'ici marginalisé dans les sphères du pouvoir olympique suscite autant d'espoir que de curiosité. Son parcours, jalonné de victoires dans les bassins et d'engagements dans les coulisses du CIO, lui confère une légitimité incontestable. Son profil d'ancienne athlète, associée à son expérience politique en tant que ministre des Sports au Zimbabwe, lui permet d'incarner un équilibre entre performance sportive et sens des responsabilités institutionnelles.

Si son élection a été accueillie avec enthousiasme, elle s'accompagne aussi de nombreux défis. Le CIO traverse une période où les Jeux Olympiques doivent se réinventer pour rester attractifs tout en s'adaptant aux enjeux contemporains. Kirsty Coventry devra naviguer entre les attentes des athlètes, la nécessité d'une meilleure représentation des pays émergents et la pression des grandes puissances qui ont toujours dominé les décisions olympiques. Son mandat sera scruté avec attention, notamment sur sa capacité à insuffler plus d'inclusivité et d'équité dans la gouvernance sportive, tout en préservant l'indépendance du CIO face aux tensions géopolitiques qui traversent le monde.

L'Afrique, longtemps reléguée au rôle de réservoir de talents, peut espérer trouver en elle une alliée de poids pour peser davantage dans les orientations stratégiques du sport mondial. Son accession au sommet du CIO ouvre une nouvelle ère où l'équilibre des forces pourrait être redéfini en faveur d'une plus grande diversité. Cependant, l'ampleur de la tâche est considérable et les résistances nombreuses. Son succès dépendra de sa capacité à fédérer autour d'une vision modernisée du sport olympique, à construire des passerelles entre tradition et innovation et à démontrer que son élection ne repose pas uniquement sur un symbole, mais bien sur une volonté de transformation durable.

> **KIRSTY COVENTRY DEVRA NAVIGUER ENTRE LES ATTENTES DES ATHLÈTES, LA NÉCESSITÉ D'UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION DES PAYS ÉMERGENTS ET LA PRESSION DES GRANDES PUISSANCES QUI ONT TOUJOURS DOMINÉ LES DÉCISIONS OLYMPIQUES.**

En prenant la tête du CIO, la Zimbabwéenne écrit une page inédite de l'histoire du sport. Son mandat s'annonce comme un test grandeur nature pour un modèle olympique en quête de renouveau. Son ascension incarne une promesse, celle d'un mouvement plus représentatif, plus inclusif et plus tourné vers l'avenir. Mais comme dans toute compétition de haut niveau, seule la persévérance permettra de transformer l'essai en victoire durable.■




GALA
BIÈRE ORIGINALE
EXPORT
BEER
BRASSÉE AU TCHAD DEPUIS 1965
Mon pays,
ma bière
BRASSEE AU TCHAD
5%
Alc. Vol
0,50 l
GALA
BIÈRE ORIGINALE
EXPORT
BEER
BRASSÉE AU TCHAD DEPUIS 1965



Par Yahia BELASKRI, écrivain

Mobilisons nous contre l'arbitraire

L'actualité de ce premier trimestre de l'année deux mille vingt-cinq bouscule notre présence au monde et notre approche de la réalité. Des secousses et autres convulsions majeures s'annoncent depuis l'élection présidentielle américaine qui a amené au pouvoir Donald Trump et a rebattu les cartes à l'échelle mondiale. Ici et là, se font jour des velléités autocratiques qui menacent les voix libres. Partout, des dirigeants politiques s'estiment affranchis du respect des droits de l'Homme -qui pour défendre ces droits quand la première puissance mondiale renverse la table, les usages diplomatiques, les règles internationales établies, les institutions internationales chargées de la régulation -économique, financière, commerciale, politique, etc.
Déjà le clairon retentit pour affuter les dissensions, élargir les fossés qui séparent pays et nations, poussant au raidissement et au repli sur soi. Se profilent ainsi des reconfigurations d'alliances et d'intérêts qui peuvent amener le chaos. Quel sursaut pour endiguer ces ténèbres ? Quel serait notre apport en tant que citoyens de ce monde en péril ? Ou alors devons-nous abdiquer nos libertés, notre libre arbitre, nos solidarités, en un mot notre capacité d'indignation ? S'il est difficile de saisir les enjeux qui nous sont proposés, il n'en reste pas moins que nous avons le devoir et l'obligation de nous mobiliser pour refuser l'irréparable, le rétrécissement de nos libertés fondamentales, le racisme, les atteintes à la dignité humaine.
L'état du monde est alarmant, nous le constatons tous. Ainsi en est-il des guerres qui ravagent nombre de pays. Il y en une que nous avons tous oubliée. Au Congo, le Nord-Est est ravagé par une guerre qui dure depuis trente ans. Dès 1994 et le génocide des Tutsis au Rwanda, les membres des forces hutu rwandais fuient au Zaïre, renommé ensuite République Démocratique du Congo. Deux guerres se sont succédé dans lesquelles plusieurs pays africains sont impliqués.

> **NOUS AVONS LE DEVOIR ET L'OBLIGATION DE NOUS MOBILISER POUR REFUSER L'IRRÉPARABLE, LE RÉTRÉCISSEMENT DE NOS LIBERTÉS FONDAMENTALES, LE RACISME, LES ATTEINTES À LA DIGNITÉ HUMAINE.**

S'ensuivent des déplacements de population, des massacres interethniques à grande échelle, viols des femmes, abus sexuels sur les enfants. Ces dernières années, la guerre a repris mêlant des états et des groupes armés.
On estime que 6 millions de personnes ont été tuées lors de ces guerres, plusieurs centaines de milliers ont été déplacées. Ceux qui restent connaissent l'humiliation et la négation de leur droit de vivre paisiblement et dignement.
La communauté internationale, hormis quelques gesticulations vaines, est impuissante, particulièrement l'Union africaine qui ne cesse d'appeler à un cessez-le-feu. Sans aucune efficacité. Ce sont des sportifs, notamment congolais qui ont attiré l'attention sur ce conflit meurtrier qui dure. Mais c'est d'un élan général et unanime dont ont besoin ces populations. Un mouvement citoyen partout sur le continent africain qui pousserait les états et l'union africaine d'agir en urgence pour mettre fin à ce conflit.
L'état du monde est préoccupant certes, notre immobilisme l'est tout autant. Il est temps que résonnent les voix libres pour faire entendre notre refus de l'avilissement de l'être humain car la guerre ce n'est que cela: la défaite de notre humanité.■



GATEWAY TO NEW OPPORTUNITIES

IATF is where Africa converges to create new business opportunities. Over $44 billion in trade and investment deals, 2000+ exhibitors and over 35,000 visitors are expected in 2025.

IATF is Africa's premier trade fair, the go-to AfCFTA marketplace to showcase Africa's goods and services. Embrace the opportunities and take part in accelerating Africa's trade and investment.

Register now to attend or exhibit at
www.intrafricantradefair.com

IATF 2025

The AfCFTA Marketplace

PROMOTED BY IN COLLABORATION WITH HOSTED BY ALGERIA

ALGIERS, ALGERIA
4-10 SEPTEMBER 2025

Stay updated with the latest info

customerservice@intrafricantradefair.com

SOCIÉTÉ DE RAFFINAGE DE N'DJAMENA (NRC) :
UN MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU TCHAD

UN PILIER STRATÉGIQUE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INDUSTRIE



Depuis son inauguration en 2011, la Société de Raffinage de N'Djamena (NRC), aussi connue sous le nom de **Raffinerie de Djarmaya**, s'impose comme un acteur clé de l'économie tchadienne. Dotée d'une capacité de traitement d'un million de tonnes de pétrole brut par an, elle assure un approvisionnement énergétique stable, réduit la dépendance aux importations et renforce l'autonomie du pays en carburants essentiels. Elle fournit également 10 mégawatts d'électricité à la Société Nationale d'Électricité (SNE), contribuant ainsi à l'électrification de la capitale et de ses environs.

UN IMPACT SOCIAL CONCRET ET DURABLE







La NRC ne se limite pas au raffinage. Elle investit activement dans des projets de responsabilité sociétale et sociale, notamment dans l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable. En novembre 2024, elle a installé des châteaux d'eau solaires dans cinq villages, offrant un accès durable à l'eau potable. Elle équipe aussi les écoliers de Djarmaya et Al-Rigueyeg Al-Kebir en kits scolaires et participe à la construction d'infrastructures éducatives et sanitaires, renforçant ainsi son engagement en faveur du bien-être des communautés locales.

UN LEVIER DE CROISSANCE POUR L'INDUSTRIE LOCALE



En plus des carburants, la NRC produit du GPL et du polypropylène, essentiels pour plusieurs secteurs industriels. Ces matières premières soutiennent le développement de la cimenterie, de la plasturgie et d'autres industries locales, créant ainsi des opportunités d'emplois et stimulant l'économie nationale.

UNE RECONNAISSANCE ET DES PERSPECTIVES PROMETTEUSES



Récompensée en 2024 comme meilleur contributeur économique en termes de fiscalité, la NRC se positionne comme un atout stratégique pour l'avenir du Tchad. Avec des investissements continus et un impact croissant, elle incarne une vision de croissance durable et inclusive, transformant les ressources naturelles en richesse pour la nation.

NRC,au cœur de la dynamique de l'économie tchadienne !

		Unité : 10 000 tonnes
Année	Quantité de pétrole brut traité	Quantité vendue
2020	**72.28**	**59.64**
2021	**77.67**	**65.36**
2022	**77.82**	**62.70**
2023	**75.52**	**60.80**
2024	**77.43**	**61.06**